

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ A
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES RÉGIONALES

PAR
ANDRÉ LAVOIE
B.A. RELATIONS INDUSTRIELLES

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NOUVELLES
ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL:
UNE COMPARAISON ENTRE MONTRÉAL
ET LES RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES**

MARS 1989



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

RÉSUMÉ

Ce mémoire de recherche a comme objectif global d'identifier les principales préoccupations engendrées par les technologies nouvelles et vérifier si ce sont les mêmes à Montréal qu'en régions périphériques. Pour ce faire, nous avons choisi trois groupes cibles: ce sont les patrons, les syndicats et les groupes sociaux. Nous pourrions voir s'ils perçoivent d'une façon positive ou négative ces changements.

Nous ne favorisons pas l'approche fonctionnaliste qui préconise le développement de Montréal tout en négligeant celui des régions périphériques considérées comme "régions-ressources". Cette approche semble oublier que les technologies nouvelles sont présentes également dans les régions comme nous le verrons dans ce mémoire.

Nous devons faire la distinction entre changement technologique et innovation. Le changement technologique est une innovation mais une innovation peut être autre chose qu'un changement technologique. Nous nous rapportons aux innovations de produits et de services, de procédés et de processus de production lorsque nous parlons de changement technologique. Pour ce qui est des technologies nouvelles, nous nous sommes limités à la microélectronique, d'où proviennent l'informatique, la télématique, la bureautique et la robotique.

En ce qui concerne l'emploi par secteur d'activités, nous relevons une baisse pour le primaire et pour le secondaire, tandis que pour le tertiaire, les emplois augmentent d'une façon constante.

Les différentes régions du Québec présentent des disparités. La seule région possédant une gamme étendue et presque complète d'industries allant de l'agriculture au secteur tertiaire moteur est Montréal.

Nous constatons la présence des technologies nouvelles dans de nombreux secteurs, que ce soit en régions ou à Montréal. Les technologies informatiques et électroniques sont les plus souvent rencontrées.

Nous avons effectué une analyse de contenu à l'aide des mémoires déposés lors de la Commission consultative sur le travail et la révision du Code du travail. Cette Commission s'est tenue par des audiences publiques dans différentes régions du Québec, d'octobre à décembre 1984.

Pour ce qui est de la distribution des intervenants, nous relevons une répartition égale en provenance, soit des régions ou de Montréal. Nous notons également une prise de conscience envers les technologies nouvelles, autant en régions qu'à Montréal. Nous avons choisi la méthode quantitative et le mot comme unité de contenu.

Ce mémoire comprend six chapitres. Dans le premier, nous faisons part de la problématique et des concepts. Dans le second, nous exposons la structure économique du Québec, suivie au chapitre III, de la structure économique régionale. Le chapitre IV porte sur les technologies nouvelles, tandis que les chapitres V et VI présentent l'analyse de contenu et les résultats.

Ce mémoire nous a permis de constater que ce sont les mêmes préoccupations concernant les technologies nouvelles qui reviennent en régions et à Montréal, soit pour les patrons, les syndicats ou les groupes sociaux. La différence réside dans l'importance accordée à ces préoccupations.



André Lavoie
Étudiant à la M.E.R.

Pierre W. Boudreault
Directeur du mémoire

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iv
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES CARTES.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	xii
LISTE DES ANNEXES.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER: LA PROBLÉMATIQUE ET LES CONCEPTS.....	8
1.1 Problématique régionale.....	9
1.2 Les concepts.....	15
1.2.1 Le changement technologique.....	15
1.2.2 L'innovation.....	17
1.2.3 Les technologies nouvelles.....	20
1.2.3.1 L'informatique.....	21
1.2.3.2 La télématique.....	22
1.2.3.3 La bureautique.....	23
1.2.3.4 La robotique.....	26
CHAPITRE II: LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC.....	31
2.1 Aperçu général.....	32
2.2 Les secteurs d'activité.....	34

2.2.1	Le secteur primaire.....	39
2.2.1.1	L'agriculture et les pêches hauturières.....	40
2.2.1.2	La forêt.....	41
2.2.1.3	Les mines.....	42
2.2.2	Le secteur secondaire.....	44
2.2.2.1	L'industrie manufacturière.....	44
2.2.2.2	La construction.....	49
2.2.3	Le secteur tertiaire.....	52
2.2.3.1	Le tertiaire moteur.....	53
2.2.3.2	Le transport.....	55
2.2.3.3	Les communications.....	56
2.2.3.4	Autres services publics.....	57
2.2.3.5	Les commerces de gros et de détail.....	59
2.2.3.6	Les finances, les assurances et les affaires immobilières.....	60
2.2.3.7	L'administration publique.....	61
2.2.3.8	L'industrie des services.....	62
CHAPITRE III:	LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE.....	67
3.1	Aperçu général.....	68
3.2	L'évolution démographique.....	70
3.3	Les mouvements migratoires.....	73
3.4	Les secteurs économiques.....	73
CHAPITRE IV:	LES TECHNOLOGIES NOUVELLES.....	84
4.1	Aperçu général.....	85
4.2	Principales technologies par secteur d'activité.....	87
CHAPITRE V:	L'ANALYSE DE CONTENU.....	101
5.1	La méthodologie.....	102
5.1.1	Définition de l'analyse de contenu.....	102
5.1.2	Source des données.....	103

5.1.3 L'unité de contenu	113
CHAPITRE VI: RÉSULTATS D'ANALYSE	125
6.1 Intervenants patronaux en régions	126
6.2 Intervenants patronaux de Montréal.....	130
6.3 Comparaison entre les patrons en régions et les patrons de Montréal.....	134
6.4 Intervenants syndicaux en régions	137
6.5 Intervenants syndicaux de Montréal.....	146
6.6 Comparaison entre les syndicats en régions et les syndicats de Montréal.....	152
6.7 Groupes sociaux en régions.....	157
6.8 Groupes sociaux de Montréal	165
6.9 Comparaison entre les groupes sociaux en régions et les groupes sociaux de Montréal.....	173
CONCLUSION.....	180
BIBLIOGRAPHIE.....	201
ANNEXES.....	214

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1	: Emploi par secteur d'activités - Québec, Ontario et Canada, 1961, 1971, 1976, 1981 et 1985.....	36
TABLEAU 2	: Produit intérieur brut au coût des facteurs par activité économique - Québec et Canada, 1981 et 1984.....	37
TABLEAU 3	: Stock net de capital par activité économique - Canada, mi-année 1985.....	38
TABLEAU 4	: Industries manufacturières - Québec, Ontario et Canada, 1985.....	46
TABLEAU 5	: Travaux de construction exécutés au Québec, 1971, 1976, 1981 et 1985.....	51
TABLEAU 6	: Emploi par activité économique, secteur tertiaire - Québec, Canada, 1985.....	54
TABLEAU 7	: Population des régions administratives du Québec, 1971, 1981, 1984.....	71
TABLEAU 8	: Mouvements migratoires selon le niveau, 1976-1981 - Population de 5 ans et plus en fin de période.....	74
TABLEAU 9	: L'emploi par région et selon le secteur économique, 1985 (en milliers).....	75
TABLEAU 10	: Situation du marché du travail, 1985.....	77
TABLEAU 11	: L'emploi par secteur économique, 1985 (en pourcentage).....	79

TABLEAU 12	: Structure régionale de l'emploi manufacturier, 1985 (en pourcentage).....	81
TABLEAU 13	: Etes-vous tout-à-fait d'accord, plutôt d'accord plutôt en désaccord ou tout-à-fait en désaccord avec l'énoncé suivant: A long terme, le progrès technique crée plus d'emploi qu'il n'en supprime?.....	86
TABLEAU 14	: Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.....	91
TABLEAU 15	: Intervenants des régions et de Montréal.....	104
TABLEAU 16	: Pourcentage des régions et de Montréal.....	105
TABLEAU 17	: Pourcentage des groupes d'intervenants.....	106
TABLEAU 18	: Pourcentage des groupes comparativement des régions et de Montréal.....	106
TABLEAU 19	: Pourcentage des groupes à l'intérieur des régions et à Montréal.....	108
TABLEAU 20	: Intervenants des régions et de Montréal traitant des technologies nouvelles.....	109
TABLEAU 21	: Pourcentage de l'ensemble des régions comparativement à Montréal, traitant des technologies nouvelles.....	110
TABLEAU 22	: Pourcentage des groupes d'intervenants touchant les technologies nouvelles.....	110
TABLEAU 23	: Pourcentage des groupes comparativement des régions et de Montréal traitant des technologies nouvelles.....	111

TABLEAU 24	: Pourcentage des groupes à l'intérieur des régions et à Montréal traitant des technologies nouvelles.....	112
TABLEAU 25	: Patrons (pré-test).....	114
TABLEAU 26	: Syndicat (pré-test).....	115
TABLEAU 27	: Groupes sociaux (pré-test).....	117
TABLEAU 28	: Patrons régions.....	127
TABLEAU 29	: Patrons régions.....	128
TABLEAU 30	: Patrons Montréal.....	131
TABLEAU 31	: Patrons Montréal.....	132
TABLEAU 32	: Comparaison patrons.....	135
TABLEAU 33	: Syndicats régions.....	138
TABLEAU 34	: Syndicats régions.....	143
TABLEAU 35	: Syndicats Montréal.....	147
TABLEAU 36	: Syndicats Montréal.....	150
TABLEAU 37	: Comparaison syndicats.....	153
TABLEAU 38	: Groupes sociaux régions.....	158
TABLEAU 39	: Groupes sociaux régions.....	163
TABLEAU 40	: Groupes sociaux Montréal.....	166
TABLEAU 41	: Groupes sociaux Montréal.....	171
TABLEAU 42	: Comparaison groupes sociaux.....	174

LISTE DES CARTES

CARTE 1	: Régions et sous-régions administratives du Québec.....	69
---------	--	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS

C.F.A.O. : Conception et fabrication assistées par ordinateur.

C.R.D.E. : Centre de recherche en développement économique.

C.R.I.Q. : Centre de recherche industrielle du Québec.

H.M.R. : Higgins, Martin, Raynald.

M.O.C.N. : Machine-outil à commande numérique.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier particulièrement mon directeur de mémoire, Monsieur Pierre W. Boudreault, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Chicoutimi, pour ses nombreux conseils et encouragements.

Je remercie également Madame Johanne Turgeon du Centre de documentation du Ministère du Travail du Québec qui m'a permis de consulter les mémoires déposés lors de la Commission consultative sur le travail.

Mes remerciements vont aussi à l'endroit de Monsieur Roger De La Sablonnière, conseiller en documentation à l'Université du Québec à Chicoutimi, pour sa grande disponibilité.

Enfin, je souligne le bon travail de dactylographie de Madame Johanne Beaumont.

INTRODUCTION

Le phénomène de modernisation entrepris depuis les années 1970 ne cesse de s'accélérer. Le monde du travail va donc faire une place de plus en plus croissante aux technologies nouvelles.

En effet, s'il n'est plus besoin de faire la démonstration que l'automatisation et la robotisation vont transformer profondément l'industrie dans la décennie prochaine, il est très important de soulever les principales préoccupations des différents acteurs sociaux qui auront à faire face à ce défi socio-économique.

Dans ce travail, nous voulons identifier les principales préoccupations engendrées par les technologies nouvelles et vérifier si ce sont les mêmes à Montréal qu'en régions périphériques. Nous avons choisi trois groupes cibles importants qui perçoivent d'une façon positive ou négative ces changements, ce sont les patrons, les syndicats et les groupes sociaux. Par le fait même, cela nous permettra de voir l'impact de ces technologies nouvelles sur les travailleurs.¹

En ce qui concerne les théories socio-économiques avancées par certains auteurs, nous sommes en désaccord avec celle présentée par

Benjamin Higgins, Fernand Martin et André Raynauld (Rapport HMR). Ils nous proposent l'approche fonctionnaliste. C'est-à-dire de mettre l'emphase sur le développement économique de Montréal au détriment des autres régions. Selon eux, Montréal est un pôle de développement, donc où devrait se développer les technologies de pointe, tandis que les régions périphériques ne sont que des zones ressources premières où la technologie est par conséquent très limitée.

Pour effectuer cette recherche, nous utilisons l'analyse de contenu à l'aide des mémoires déposés lors de la Commission consultative sur le travail (Commission Beaudry), qui s'est tenue dans différentes régions du Québec, par des audiences publiques d'octobre à décembre 1984.

Cette Commission a été créée en mars 1984 par le gouvernement du Québec. Son mandat est de déterminer, avec la participation des partenaires socio-économiques:

... des mesures propres à favoriser, particulièrement dans le secteur privé: des relations de travail harmonieuses, une organisation du travail productive et une implication valorisante des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise.²

Toutes les recommandations de la Commission devraient, par la suite, permettre au gouvernement d'apporter des modifications à la présente législation. Toute la démarche s'inscrit dans un contexte le

plus large possible. Un contexte qui permet notamment de prendre connaissance des problèmes à caractère régional tout autant que national.

Nous examinerons donc à l'aide de l'analyse de contenu les différents discours des intervenants patronaux, syndicaux et groupes sociaux. Ces intervenants ont voulu signaler à la Commission consultative sur le travail quelques avenues pouvant assurer des mesures propres à favoriser des relations de travail harmonieuses, une organisation du travail productive et une valorisation du travailleur. Toutes ces choses qui sont en relation avec les changements technologiques.

Nous ne pouvons plus laisser à un petit groupe restreint la libre décision des choix économiques car ce sont ces décisions qui influencent l'organisation de la société et des services qu'elle met à la disposition de ces membres; ce sont ces choix qui décident de notre vécu quotidien et futur. Que l'on soit un travailleur ou un patron, les problèmes et les avantages des technologies nouvelles font partie de notre vie.

Nous touchons directement à la réforme du Code du travail. Par le fait même, nous relèverons les préoccupations les plus importantes que les intervenants souhaiteraient voir traiter ou élaborer davantage dans le prochain Code du travail. Au Québec, il n'y a environ que 34% des travailleurs syndiqués. Cela signifie que les travailleurs non syn-

diqués dépendent directement du Code du travail. Il doit donc être conforme et adapté à la situation réelle du monde du travail, qui présentement doit faire face aux nombreuses technologies nouvelles.

Notre exposé se fera en six chapitres. Dans le premier chapitre, nous parlerons de la problématique régionale et des concepts. Pour ce qui est de la problématique régionale, nous critiquons la théorie HMR qui veut que tout le développement économique soit fait en fonction de Montréal, au détriment des régions périphériques. Le rapport HRM propose comme stratégie de développement la notion de pôle. Nous verrons que cette théorie est très controversée, en particulier lorsqu'on parle de technologies nouvelles.

Dans la seconde partie du chapitre, nous attachons beaucoup d'importance aux différents concepts utilisés et à leur définition. Nous voulons bien expliquer certains termes que l'on considère de base pour cette étude. Nous établissons entre autre la distinction entre changement technologique et innovation. Nous expliquons également ce qu'on entend par technologies nouvelles, informatique, télématique, bureautique et robotique.

Le deuxième chapitre consiste à traiter de l'économie du Québec. Cela est très important pour permettre de nous rendre compte de la situation économique de la province dans les différents secteurs d'activité, c'est-à-dire le primaire, le secondaire et le tertiaire.

Le troisième chapitre dégage la position économique particulière de chacune des régions administratives du Québec.

Pour ce qui est du quatrième chapitre, nous établissons une synthèse des principales technologies dans quelques secteurs d'activité économique du Québec.

Les chapitres II, III et IV nous fournissent donc une analyse de l'économie québécoise et de son développement technologique. Tout cela s'avère nécessaire avant d'effectuer notre analyse de contenu sur les mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry. Il est indispensable d'avoir bien situé le contexte dans lequel les intervenants agissent pour bien saisir le pourquoi et le but de leurs interventions. Également, cette analyse économique nous permet de cerner les forces et les faiblesses de Montréal et des régions périphériques.

Cette analyse économique est suivie des chapitres V et VI qui analysent le contenu des différents mémoires remis lors des audiences publiques de la Commission Beaudry. Le chapitre V nous fournit la définition de l'analyse de contenu, la source des données et l'unité de contenu. Cette analyse s'effectuera en comptabilisant l'utilisation de certains mots dans les mémoires des différents intervenants. Nous pourrons voir si le même mot est utilisé d'une façon positive ou négative selon les intervenants, tant en régions qu'à Montréal.

Bien entendu ces mots sont sélectionnés en fonction de leur rapport avec les technologies nouvelles. Enfin, le chapitre VI nous fait part des résultats d'analyse.

Nous avons donc opté pour l'analyse de contenu plutôt qu'une autre méthode. Le sondage ,par exemple, aurait pu être utilisé. Cependant, étant donné que nous avons eu accès à des mémoires touchant les technologies nouvelles et que ces mémoires provenaient de groupes représentatifs et de toutes les régions du Québec, nous avons donc choisi de faire une analyse de contenu de ces documents.

NOTES ET RÉFÉRENCES

- (1) L'utilisation du masculin dans ce mémoire est faite sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.
- (2) QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Document de consultation*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1984, p.7.

CHAPITRE PREMIER

La problématique et les concepts

1.1 Problématique régionale

Le rapport H.M.R., c'est-à-dire le rapport sur "Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec" présenté par Benjamin Higgins, Fernand Martin et André Raynauld (1970), face aux problèmes socio-économiques du Québec, propose la "solution" suivante: mettre l'emphase sur Montréal. Développer la région montréalaise à outrance, par des politiques d'aides aux entreprises, même au détriment des autres régions du territoire national. C'est pour eux la seule façon de créer un pôle de développement qui produira suffisamment de richesses. On espère ainsi, par une justice redistributive, rendre les citoyens plus égaux économiquement. On pourra, croit-on, faire naître et enrichir des pôles secondaires par suite des forces centrifuges que libérera sa concentration, mais en autant que ces pôles secondaires ne soient pas trop loin.

Le rapport H.M.R. attribue malgré tout un rôle aux régions ressources. Pendant ce temps, les institutions et les valeurs se transforment dans la zone entraînée et l'idéal consiste pour le pôle à partager le pouvoir avec les élites de la zone quand, et seulement quand ces élites sont gagnées elles-mêmes à l'innovation et au progrès.

Lavertue et Villeneuve (1970) analysent les fondements théoriques de la thèse H.M.R. en critiquant la théorie de la polarisation sur laquelle cette dernière trouve appui. Ils critiquent à partir de la théorie de la dépendance, qui prend ses racines dans une toute autre tradition de recherche.

Les auteurs indiquent clairement qu'un de leurs deux objectifs majeurs est la réduction des disparités sociales pour la société québécoise dans son ensemble, même si cet objectif doit être atteint au prix d'une augmentation des disparités entre les régions. Les auteurs s'appuient sur une philosophie sociale étroitement redistributive, selon laquelle l'État rend acceptable certaines des conséquences de développement polarisé.

Pour les théoriciens de la polarisation, ces rapports de domination conduisent au développement de l'ensemble par l'intégration graduelle du territoire à un centre dynamique. Pour les théoriciens marxistes, la domination du centre conduit au développement du sous-développement de la périphérie.

Le rapport H.M.R. propose donc de s'occuper de Montréal prioritairement au détriment des régions.

En attendant, une sagesse élémentaire pourrait être de reconnaître et d'admettre franchement qu'il n'y a pas d'autre pôle de développement au Québec que Montréal et

aucun pôle de croissance - au sens où nous l'avons défini précédemment - qui soit vraiment fort, à l'exception de Sept-Iles. En d'autres termes, on ne peut pas raisonnablement espérer qu'un investissement dans une ville autre que Montréal élève plus que proportionnellement le niveau moyen de revenu et d'emploi dans la province. Il est douteux qu'une autre ville soit même un pôle de croissance faible.¹

Il considère que Montréal est un pôle de développement et que les régions ressources sont des relais de croissances faibles. Il attache une grande importance à la nouvelle technologie qui doit s'implanter dans ce pôle de développement. Il oublie que les autres régions font face également à des technologies nouvelles dans les entreprises.

Si l'on suit son raisonnement, on devrait oublier les problèmes des changements technologiques dans les régions périphériques pour se concentrer sur ceux de Montréal. Selon le rapport H.M.R., toute l'économie doit être en fonction de Montréal.

Dans l'esprit de beaucoup de gens, le développement économique du Québec doit nécessairement passer par celui de Montréal. C'est là, notamment, l'une des hypothèses fondamentales du rapport publié en 1970 par Higgins, Martin et Raynauld, sur les orientations du développement économique régional au Québec.²

Pourtant, il est loin d'être démontré que le développement de Montréal soit bénéfique aux autres villes du Québec.

Le rapport H.M.R. propose aussi deux stratégies complémentaires: c'est-à-dire favoriser la déconcentration de Montréal vers sa zone périphérique de façon à obtenir quelques villes de 10 000 habitants et plus; multiplier les effets d'entraînement de Montréal auprès de sa zone périphérique et des autres régions du Québec.

Si on revient à l'option majeure du rapport H.M.R. qui recommande de faire de Montréal le pôle de développement unique pour le Québec, on rapporte deux hypothèses importantes: le développement de Montréal exerce un impact positif (des effets d'entraînement) sur les autres régions du Québec; un fort processus de déconcentration du secteur manufacturier, de l'île de Montréal vers la périphérie de la région administrative de Montréal est déjà amorcé.

Cependant, depuis 1970, plusieurs économistes émettent des doutes au sujet du rapport H.M.R. D'ailleurs, ni le rapport H.M.R. ni les études subséquentes du Centre de recherche en développement économique (C.R.D.E.) sur la région de Montréal n'ont démontré le bien-fondé de l'existence des effets d'entraînement.

L'économiste Gilles Paquet mentionnait le danger que Montréal ne constitue qu'une enclave à l'intérieur d'une économie québécoise stagnante:

L'accord est vite fait entre les experts sur l'importance des effets externes dans la croissance des villes

mais les mécanismes d'absorption et de transmission de ces effets externes dans et sur les espaces sont encore mal démêlés. Il peut sembler fort dangereux de parier sur Montréal s'il pouvait s'ensuivre un pattern de développement violemment dualiste et des formes de colonisation intérieure. Il ne suffit pas de poser que ce programme de développement va simplement procéder à une descente dans l'espace.³

En ce qui concerne l'hypothèse de la déconcentration manufacturière, elle est une conséquence des effets d'entraînement. Pour les auteurs du rapport H.M.R., si Montréal se renforce comme pôle de développement et si on constate l'existence d'une déconcentration des activités manufacturières de l'île de Montréal vers la périphérie de la région administrative de Montréal, cela indique donc que la prospérité de Montréal va de pair avec celle du reste du Québec.

Si on observe un mouvement de déconcentration de l'emploi industriel à partir de l'île de Montréal vers sa région polarisée ou vers le reste de la province, ceci sera un signe que la tendance n'est pas vers l'étouffement du reste du Québec ⁴

Les auteurs du rapport H.M.R. ont décelé un tel mouvement de déconcentration⁵; cependant, une étude subséquente de l'Institut national de la recherche scientifique a infirmé cette conclusion: tout au plus, il existerait un léger mouvement de décongestion des activités manufacturières de la ville centrale, qui dépasse à peine les confins de l'île de Montréal elle-même.

La stratégie de développement du Québec, proposée par H.M.R., est donc basée sur la notion de pôle. On y distingue d'abord les activités de croissance des activités de développement. "Les premières sont des activités induites qui s'inscrivent dans un schéma de continuité et dont les grandeurs se modifient à un rythme prévisible et régulier"⁶. Elles se poursuivent selon l'état du marché, de la technologie et des coûts de production. Elles se multiplieraient dans les régions où les facteurs de localisation industrielle favorisent la venue de nouvelles entreprises, où il y a des profits disponibles et en plus grande quantité qu'ailleurs.

Quant aux activités de développement:

Elles consistent dans des innovations qui transforment les conditions des opérations; elles sont des activités créatrices qui modifient les structures de coûts et de rendement, et provoquent une rupture, une discontinuité plus ou moins profonde ⁷

Étant donné que les activités de croissance sont des activités induites, les auteurs du rapport H.M.R., faisant appel à la perception de Perroux sur la diffusion de la croissance, ont recours au concept de "circuit d'activités", dont la base est l'innovation, pour formuler leur stratégie. Celle-ci consiste à agrandir l'espace économique de Montréal en concentrant, d'abord, les efforts de développement dans sa périphérie immédiate; dans une deuxième étape, la polarisation d'un tel

espace devrait se poursuivre en satellisant les centres urbains québécois qui se trouvent sur l'axe comprenant Québec, Montréal, Toronto et Windsor.

Cette stratégie, tout en respectant la tradition de Perroux, vise à mettre en oeuvre des arrangements pour assurer au Québec un développement économique conforme à l'histoire, sans se demander s'il s'agit là de la meilleure façon de développer le Québec.

Pour notre part, nous allons démontrer à l'aide des mémoires déposés lors de la Commission consultative sur le travail et la révision du code du travail, qu'il existe des préoccupations en ce qui concerne les technologies nouvelles très importantes autant dans les régions périphériques qu'à Montréal. Cela même si le rapport H.M.R. considère ces régions comme pôle de croissance où la technologie est presque inexistante comparativement à Montréal. Car si l'on consacre toutes nos énergies tant au point de vue de la politique que de l'économie à la région de Montréal, cela signifie à court ou moyen terme la mort des régions qui ne seront qu'un fantôme du développement.

1.2 Les concepts

1.2.1 Le changement technologique

Si on regarde la définition de changement technologique dans le dictionnaire Larousse, on s'aperçoit que les deux mots ont une défini-

tion propre. On n'a pas fait de rapport entre changement et technologique. De plus, on n'apporte pas de précision à ces termes. Au mot "changement", on retrouve la définition: "Action de changer; modification qui en résulte"; à "technologique": "Relatif aux arts et aux métiers, à la technologie". Le mot "technologie" y est défini comme: "Étude des outils, des procédés et des méthodes employés dans les diverses branches de l'industrie".

En consultant le Dictionnaire Canadien des Relations du Travail de Gérard Dion, à changement technologique, on obtient une définition beaucoup plus précise, c'est-à-dire:

Modification apportée au processus de production par l'introduction de nouvelles techniques, de nouveaux procédés, de nouvelles machineries ou diverses modifications prenant la place de ce qui était jusque-là utilisé. Une modernisation n'est pas nécessairement un changement technologique. Il faut distinguer entre les changements technologiques et les effets de ces changements sur la main-d'oeuvre. Les syndicats ouvriers ne s'opposent pas aux changements technologiques comme tels, mais ils cherchent à protéger les travailleurs contre les effets qui leur sont préjudiciables.⁸

Pour ce qui est du mot "technologie", il est défini dans le dictionnaire de Dion comme:

Étude des méthodes, procédés et instruments utilisés par l'industrie, tout particulièrement étude des connaissances et expériences de la physique et de la chimie

en vue d'en tirer des applications pratiques pour l'industrie et le commerce. La technologie est vieille comme le monde. Elle existe depuis que l'homme a commencé à inventer des outils et à percer le secret des matériaux qui l'entouraient. Dans son acception moderne, la technologie est à la fois un organe de réflexion et un élément moteur sans lesquels la technique ne saurait progresser. La technologie oblige à penser, puisqu'elle est le raisonnement normatif et fonctionnel exercé par la pratique. Elle doit aussi vivre les progrès et les mutations de la science technique, et dans une certaine mesure, les prévoir ...⁹

1.2.2 L'innovation

Il est très important de faire une distinction entre changement technologique et innovation. Le changement technologique est une innovation mais une innovation peut être autre chose qu'un changement technologique.

Il existe, selon Gasse (1985), trois définitions possibles de l'innovation. L'innovation peut être considérée comme l'arrivée de quelque chose de nouveau en soi, c'est-à-dire une invention.

Les deux autres définitions tiennent compte du processus d'adoption, d'utilisation ou d'implantation. Ainsi, une deuxième approche considère la nouveauté d'un item par rapport à son environnement. Ainsi, un procédé de production implanté par une entreprise ne serait une innovation que lorsqu'il est nouveau par rapport à l'ensemble des

procédés déjà utilisés. Une entreprise ne faisant qu'implanter un procédé pour rejoindre, par exemple, le niveau technologique de ses concurrents ne serait pas considérée comme innovatrice.

La troisième approche identifie l'innovation par rapport au caractère de nouveauté qu'une pratique peut revêtir pour l'entreprise. C'est donc alors moins le contenu de l'innovation que le processus qui importe.

Cette troisième définition de l'innovation est d'ailleurs adoptée par la plupart des études portant sur les changements technologiques dans les entreprises. Gasse définit l'innovation comme "... l'adoption par une organisation d'un changement qu'elle perçoit comme nouveau"¹⁰. Lamoureux définit aussi le changement tel qu'il est perçu et vécu par l'entreprise même si cela n'est pas une pratique innovatrice pour l'ensemble d'un secteur industriel.¹¹

C'est d'ailleurs cette troisième définition que nous retenons. Ainsi, une entreprise qui implante un procédé par imitation et qui l'adapte à ses besoins est aussi innovatrice qu'une entreprise qui invente un procédé. De toute manière, se limiter à l'innovation au sens de l'invention nous ferait perdre une bonne partie de la réalité québécoise, puisqu'il est reconnu dans la littérature, que plusieurs entreprises québécoises procèdent d'abord par l'adaptation de procédés technologiques qu'elles importent.¹²

Mais il faut noter que toutes les innovations ne sont pas des changements technologiques. Les possibilités d'innovation d'une entreprise ne s'appliquent pas qu'aux nouveaux procédés de fabrication et aux nouveaux produits: elles peuvent s'étendre aux procédures de gestion et de financement ainsi qu'aux nouveaux mécanismes de commercialisation des produits. L'innovation peut porter sur tout ce qui touche directement ou indirectement la rentabilité d'une entreprise.¹³

Yvon Gasse cite Knight et Dalton¹⁴ qui identifient cinq types d'innovations selon les aspects qu'elles touchent: les produits et services, les procédés de production, la structure organisationnelle, les personnes (le personnel) et les politiques ou stratégies de l'organisation. Pour sa part, Gasse propose une classification plus synthétique comprenant trois catégories d'innovations: les innovations technologiques, qui sont des innovations de produits et de services, de procédés et de processus de production; les innovations administratives concernant les choix stratégiques de l'organisation; les innovations commerciales concernant entre autres la publicité et le marketing.

C'est à la première catégorie d'innovation que l'on réfère lorsque l'on parle de changement technologique. L'arrivée de technologies nouvelles peut générer deux types d'innovations dans l'entreprise: les innovations de produit et les innovations de procédé. Les innovations de produit sont la commercialisation des nouveaux produits distribués sur le marché. Le micro-ordinateur domestique est un bon exemple de

ce type d'innovation. L'innovation de procédé est l'utilisation des connaissances technologiques dans les procédés de production. Par exemple, un micro-ordinateur utilisé au contrôle des procédés de production ou à la gestion d'une entreprise est une innovation de procédé.

Le changement technologique, tel que nous le définissons ici, réfère à l'introduction, dans une entreprise, d'innovations de procédé, c'est-à-dire d'éléments nouveaux dans la façon dont est produit un bien ou un service. Évidemment, les innovations de produit et de procédé ne sont pas si facilement distinguables. Une innovation de produit peut entraîner des changements dans la façon dont l'entreprise fabriquera un bien et donc une innovation de procédé.

Le changement technologique se définit donc comme un changement dans la façon dont une entreprise gère, conçoit et fabrique les produits et services qu'elle offre. Il se mesure par rapport au caractère de nouveauté pour l'entreprise qui l'adopte. La nouveauté d'un changement est relative à chaque entreprise.

1.2.3 Les technologies nouvelles

Les technologies dérivées de la microélectronique et les biotechnologies sont deux ensembles de connaissances nouvelles qui caractérisent le virage technologique. Les biotechnologies commencent à être utilisées dans les industries en Europe. Au Québec, elles sont

utilisées seulement dans les laboratoires. Nous nous bornerons donc à la microélectronique.

Quatre technologies nouvelles viennent de la microélectronique, c'est-à-dire: l'informatique, la télématique, la bureautique et enfin la robotique.

1.2.3.1 L'informatique

On pouvait distinguer, dès 1962, trois types d'informatiques: l'informatique scientifique, l'informatique industrielle qui concerne la conduite automatique d'une machine par un système électronique et l'informatique de gestion dont le but est le traitement de l'information nécessaire à la gestion courante de l'entreprise.

Par la suite, on assiste à une miniaturisation accélérée des circuits intégrés qui en augmente l'efficacité et l'accessibilité. Le premier microprocesseur apparaît en 1973. Il s'agit d'un circuit intégré comprenant tous les composants nécessaires à l'interprétation et à l'exécution d'instructions. Ces microprocesseurs sont devenus de plus en plus performants: la vitesse d'exécution a été multipliée par 700 et la densité d'intégration a été augmentée de 20 000 à 500 000 transistors par puce.

Dans les années 1980, les technologies nouvelles sont presque toutes reliées à l'arrivée du microprocesseur, qui est un circuit intégré programmable pouvant exécuter les fonctions qui lui sont fournies par un logiciel. Pour sa part, le logiciel est un ensemble de programmes, procédés et règles guidant le fonctionnement des matériels informatiques.

Ce microprocesseur programmable est à la base des nouvelles disciplines: télématique, bureautique, robotique.

1.2.3.2 La télématique

On définit la télématique comme: "l'imbrication croissante des ordinateurs et des télécommunications"¹⁵. L'intégration de l'informatique et des télécommunications forme la télématique. Lasfargue la définit comme: "l'ensemble des services de nature ou d'origine informatique pouvant être fournis à travers un réseau de télécommunications".¹⁶

Cependant, il faut distinguer la télématique "grand public" de la télématique professionnelle. La première couvre toute activité basée sur les techniques combinées de l'ordinateur, du téléphone et de la télévision et fournissant des services aux usagers: annuaire téléphonique, catalogue de ventes, réservation de billets, etc. Cette télématique a comme but la transformation des rapports entre les usagers et

les services publics. Nous en avons un exemple avec la compagnie Vidéotron de Longueuil, laquelle permet l'utilisation de cette télématique par l'appareil de télévision. Cela nous donne différents services: listes des prix des supermarchés, etc. Cela fait partie de ce que nous appelons la privatique.

Dans ce travail, nous aborderons plus particulièrement la télématique professionnelle, c'est-à-dire l'utilisation des réseaux télématiques dans l'accomplissement de travaux professionnels. Il est difficile d'établir la délimitation de la télématique professionnelle et de la bureautique. La télématique professionnelle constitue un élément central du développement de la bureautique. C'est le même cas pour la robotique, où l'intégration des divers équipements et leur contrôle par des ordinateurs passent par l'application de la télématique.

1.2.3.3 La bureautique

Le rapport Nora Minc définit la bureautique au sens large comme: "l'ensemble des techniques et des procédés visant à faire exécuter par des matériels tout ou partie des tâches de bureau".¹⁷

Les auteurs d'un rapport gouvernemental sur l'utilisation de la machine à traitement de textes¹⁸ souligne que cette définition est tellement large qu'elle laisserait supposer que la bureautique existait avant même que ne se développe l'informatique.

Yves Lasfargue¹⁹ propose une définition plus restreinte de la bureautique comme l'automation des activités de bureau relatives à l'élaboration, au traitement, à la multiplication, à la transmission, au stockage, et à la restitution des informations écrites à l'aide de divers matériels spécialisés: photocopieurs, machines à traitement de texte, meubles de classement et d'archivage, supports magnétiques, disques optiques, micro-fiches et microfilms, etc.

De la même façon, De Blasis situe la bureautique comme un "ensemble de techniques et de moyens tendant à automatiser les activités de bureau et principalement le traitement et la communication de la parole, de l'écrit et de l'image"²⁰. De plus, au sens strict, on réduit souvent la bureautique à l'automation des tâches de secrétariat. Dans ce travail, nous retiendrons la définition proposée par Lasfargue et De Blasis: la bureautique serait l'automation du traitement de l'information.

On rencontre trois étapes dans le développement de la bureautique. La première est l'automation de certaines tâches de bureau en partant de machines indépendantes. En s'attaquant d'abord aux tâches de dactylographie, de traitement de textes et d'archivage, cette étape concerne particulièrement le personnel de secrétariat. Yves Lasfargue affirme que c'est la période qui se développe aujourd'hui en France.²¹

La connexion des machines individuelles à un système central est la deuxième étape. Cela affecte l'ensemble du personnel administratif. Pour certains auteurs, c'est seulement là que s'effectue la véritable bureautique dont la condition principale est l'intégration des équipements.

La troisième étape est l'installation de postes de travail très évolués et connectés entre eux. Le réseau local alors formé, qui est limité en général à l'entreprise, relie des postes de travail entre eux et relie l'ensemble qu'ils forment à des systèmes extérieurs.

La forme achevée de la bureautique est précisément l'intégration de divers services et équipements du bureau jusqu'ici dispersés et incompatibles faisant appel aux techniques de l'informatique des télécommunications et de l'organisation administrative.²²

Si nous revenons à la télématique professionnelle, nous constatons qu'elle est très reliée à la bureautique dont elle est l'une des composantes. Jean-Paul De Blasis appelle ainsi "télébureautique", l'ensemble des équipements facilitant les communications de bureau, comme par exemple: le réseau téléphonique, le réseau télex, les réseaux de téléinformatique, la télécopie, le courrier électronique, etc.

Dans ce travail, nous désignerons la télématique professionnelle comme la possibilité de travail à distance et la bureautique

comme l'usage des équipements de bureau non connectés entre eux par un réseau ou connectés entre eux dans un même espace de travail.

1.2.3.4 La robotique

La robotique couvre, au sens large, l'ensemble des équipements utilisés dans le secteur de la production industrielle. Elle est devenue plus qu'un embranchement de l'informatique, c'est une synthèse de plusieurs disciplines: mécanique, électrotechnique, électronique, pneumatique, informatique, hydraulique, optique et télématique; dans le but de concevoir et de fabriquer un produit. Le développement de la robotique suppose d'ailleurs une intégration de la télématique qui permet de connecter entre eux divers équipements utilisés dans la production industrielle et d'en faire une système intégré.

Cependant, au sens strict, la définition de la robotique est utilisée par ceux qui ont une approche empirique et qui tentent de faire le tour des diverses technologies utilisées. Le Centre de Recherche Industrielle du Québec (C.R.I.Q.) évalue de cette façon la percée de la robotique au Québec en assimilant cette discipline à l'usage de robots industriels et en y excluant les autres technologies de production telles que machine-outil à commande numérique (M.O.C.N.), conception et fabrication assistées par ordinateur (C.F.A.O.), ...

Dans ce travail, nous retiendrons la définition large de la robotique. Elle permet de rendre compte de la diversité des équipements utilisés dans la production industrielle et de leurs possibilités d'intégration.

NOTES ET RÉFÉRENCES

- (1) HIGGINS, Benjamin, Fernand MARTIN et André RAYNAULD, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ministère de l'Expansion économique régionale, 1970, p.145.
- (2) THIBODEAU, Jean-Claude et Mario POLESE, *Les effets d'entraînement de Montréal sur les autres régions du Québec*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, 1976, p.6.
- (3) PAQUET, Gilles, "Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec", *L'Actualité Économique*, vol. 47, n° 4, 1971, p.128.
- (4) HIGGINS, Benjamin, Fernand MARTIN et André RAYNAULD, *Op. cit.*, p.60.
- (5) *Ibid.*, pp.67-68.
- (6) HIGGINS, Benjamin, Fernand MARTIN et André RAYNAULD, *Op. cit.*, p.105.
- (7) *Ibid.*, p.105.
- (8) DION, Gérard, *Dictionnaire canadien des relations du travail*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976, p.58.
- (9) *Ibid.*, p.358.

- (10) GASSE, Yvon, *Le processus et les déterminants de l'innovation dans les organisations*, Québec, Université Laval, Faculté des sciences de l'administration, p.5.
- (11) LAMOUREUX, Daniel, *L'introduction de technologies nouvelles dans l'entreprise: Facteurs et conséquences*, Montréal, Institut national de productivité, 1983, p.5.
- (12) DALPE, Robert, "La stratégie technologique de Bombardier", *Recherches sociographiques*, vol XXV, n° 2, pp.167-187.
- (13) MASCOLO, Dominique, "L'innovation dans les petites et moyennes entreprises manufacturières au Québec", *L'ingénieur*, janvier/février 1985, p.25.
- (14) KNIGHT et DALTON (1968) cités par Yvon Gasse, *Op. cit.*, p.9.
- (15) NORA, Simon et Alain MINC, *L'informatisation de la société*, Paris, La documentation française, 1978, p.11.
- (16) LASFARGUE, Yves, *Vivre l'informatique*, Paris, Édition d'organisation, 1984, p.11.
- (17) NORA, Simon et Alan MINC, cités par Carmelle Benoit et al., *L'incidence de la machine à traitement de textes sur l'emploi et le travail*, Québec, Ministère du Travail, 1984, p.179.
- (18) *Ibid*, p.179.
- (19) LASFARGUE, Yves, *Op. cit.*, p.41.

- (20) DE BLASIS, Jean-Paul, *La bureautique: outils et applications*, Paris, Édition d'organisation, 1982, p.240.
- (21) LASFARGUE, Yves, *Op. cit.*, p.41.
- (22) BENOIT, Carmelle et *al.*, *Op. cit.*, p.179.

CHAPITRE II

La structure économique du Québec

2.1 Aperçu général

Historiquement, le développement du Québec s'est fondé sur trois facteurs principaux. Premièrement, le fait de posséder des ressources hydro-électriques et des ressources naturelles a servi de base au développement de l'industrie de première transformation des métaux et des entreprises forestières. Deuxièmement, la main-d'oeuvre abondante a encouragé le développement des industries du textile, de l'habillement et du cuir. Troisièmement, l'existence de l'agglomération de Montréal, principal centre des transports au Canada, a concouru au développement des industries manufacturières reliées au marché local et à l'exportation et à celui des services financiers et commerciaux.

C'est ainsi que, jusqu'à la fin des années 1950, ces facteurs ont permis une croissance rapide qui pouvait se comparer avantageusement à celle de l'ensemble canadien. Par contre, après la guerre, la situation était moins favorable pour le Québec. Au plan géographique, le Québec devenait presque une périphérie par rapport aux principaux pôles industriels du centre-nord des Etats-Unis. La structure industrielle du Québec était peu représentée par les industries à croissance rapide, telles celles reliées à l'acier. Ces facteurs ont favorisé un déplacement graduel de l'économie canadienne vers le sud-ouest de l'On-

tario et par le fait même, une diminution de la position de l'économie du Québec dans l'ensemble canadien.

Au milieu des années 1960, le déclin relatif de l'économie québécoise est devenu évident. Depuis ce temps, la croissance de l'activité économique fut en général plus lente au Québec que dans l'ensemble du Canada et elle fut même, à plusieurs points, inférieure à celle des provinces de l'Atlantique. D'ailleurs, on avait noté dès le début des années 1950, le déplacement vers l'Ontario des activités financières et des sièges sociaux de la région de Montréal. Ce déplacement des centres de décisions s'est accentué et a produit des conséquences importantes, en particulier dans l'industrie manufacturière et le transport. Nous avons eu depuis les années 1960, une croissance faible de l'activité manufacturière. Cette situation s'explique par les difficultés croissantes auxquelles ont eu à faire face les industries traditionnelles et la faible représentation des industries à croissance rapide. Le retard de la croissance du Québec s'est fait sentir en particulier sur le marché du travail, où le rythme de création d'emplois a baissé. Également, nous avons assisté à une diminution du poids démographique du Québec.

La détérioration économique de la position du Québec s'est poursuivie pendant les années 1971-1978 et les problèmes du début se sont aggravés. Présentement, le chômage qui est élevé, les problèmes de l'industrie manufacturière et le déclin relatif de Montréal

constituent des problèmes encore plus intenses qu'auparavant. Également, le secteur public prend une place de plus en plus grande dans l'économie québécoise.

Par contre, le Québec est un important fournisseur de matières premières dont le degré de transformation sur place pourra être accru, et il a de plus un avantage important sur le plan de l'énergie hydro-électrique. Le Québec dispose également d'une main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée, grâce au rattrapage réalisé dans le domaine de l'éducation depuis le début des années 1960. Pour sa part, l'agglomération de Montréal, même si elle a connu une perte de vitesse dans plusieurs secteurs, continue d'être un important centre urbain du nord-est américain. Enfin, la province possède un réservoir d'épargne important et des institutions permettant de canaliser de plus en plus ces capitaux dans des projets d'investissement.

2.2 Les secteurs d'activité

L'évolution en longue période des trois grands secteurs économiques au Québec est marquée par le déclin régulier de l'importance des activités primaires, par l'évolution irrégulière mais à la baisse des activités secondaires et par le progrès à peu près constant des activités tertiaires. Ce schéma est le même que celui suivi par la plupart des pays industrialisés.¹

Entre 1961 et 1985, le nombre de travailleurs s'est accru, au Québec, de plus d'un million de personnes. Dans cette même période, le secteur tertiaire a augmenté également, plus d'un million de personnes; celui du secteur secondaire a augmenté de 43 000 travailleurs tandis que le secteur primaire a accusé une perte d'environ 60 000 emplois. En 1985, seulement un travailleur sur vingt a trouvé un emploi dans le secteur primaire comparativement à plus d'un travailleur sur dix en 1961. Par contre, en 1985, on retrouve sept travailleurs sur dix dans le secteur tertiaire tandis qu'en 1961, il y en avait cinq sur dix. D'ailleurs, si on regarde le tableau 1, on se rend compte de cette tendance.

L'emploi a subi un changement beaucoup plus profond que la répartition sectorielle de la production (tableau 2). En substituant le facteur capital au facteur travail, il est de plus en plus facile d'augmenter la production. Cela va donc permettre l'accroissement de la productivité du travailleur. D'ailleurs, les industries qui possèdent une très forte intensité de capital vont avoir plus de facilité à intégrer de nouvelles technologies. Ils possèdent donc beaucoup plus d'équipement par employé. C'est plus précisément le type d'activité économique qui fait varier le stock net de capital par employé. Nous notons au tableau 3, pour la mi-année de 1985, un stock net de capital important par employé pour certaines activités: l'électricité, le gaz et l'eau 1 168 684\$; les mines, carrières et puits de pétrole 529 565\$;

TABLEAU 1

Emploi par secteur d'activités
Québec, Ontario et Canada, 1961, 1971, 1976, 1981 et 1985.

	Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire		Total
	(en milliers)	(en %)	(en milliers)	(en %)	(en milliers)	(en %)	
Québec							
1961	189	11,5	631	38,4	824	50,1	1 644
1971	135	6,2	686	31,7	1 339	62,0	2 161
1976	135	5,0	826	30,6	1 737	64,4	2 698
1981	128	4,8	709	26,4	1 848	68,8	2 685
1985	126	4,5	680	24,1	2 012	71,4	2 818
Ontario							
1961	199	8,8	834	36,9	1 227	54,3	2 260
1971	186	6,1	1 019	33,5	1 840	60,4	3 045
1976	181	4,6	1 239	31,7	2 491	63,7	3 911
1981	202	4,8	1 261	30,1	2 724	65,1	4 187
1985	162	3,7	1 229	27,8	3 029	68,5	4 420
Canada							
1961	865	14,3	1 828	30,2	3 361	55,5	6 054
1971	713	9,0	2 255	28,3	4 991	62,7	7 958
1976	754	7,4	2 830	27,6	6 672	65,1	10 256
1981	798	7,3	2 765	25,3	7 370	67,4	10 933
1985	727	6,4	2 565	22,6	8 049	71,0	11 341

SOURCE: Statistique Canada, La population active, 71-001, Ottawa.

TABLEAU 2

Produit intérieur brut au coût des facteurs par activité économique - Québec et Canada, 1981 et 1984.

	1981				1984			
	Québec (en millions de \$)	Canada (en millions de \$)	Québec (en %)	Canada (en %)	Québec (en millions de \$)	Canada (en millions de \$)	Québec (en %)	Canada (en %)
SECTEUR PRIMAIRE TOTAL	3 201	32 458	4,3	10,3	3 442	40 265	3,8	10,3
01 - Agriculture	1 342	10 512	1,8	3,3	1 729	10 984	1,9	2,8
02 - Forêts	479	2 417	0,6	0,8	478	2 674	0,5	0,7
03 - Pêche et piégeage	48	704	0,1	0,2	57	673	0,1	0,2
04 - Mines, carrières et puits de pétrole	1 332	18 825	1,8	6,0	1 178	25 934	1,3	6,6
SECTEUR SECONDAIRE TOTAL	20 859	83 750	28,3	26,6	22 866	90 212	25,5	23,0
05 - Industries manufacturières	16 682	64 136	22,6	20,4	18 674	71 939	20,8	18,3
06 - Construction	4 177	19 614	5,7	6,2	4 192	18 273	4,7	4,7
SECTEUR TERTIAIRE TOTAL	49 759	198 272	67,4	63,1	63 285	262 476	70,7	66,7
07 - Transport	3 297	16 630	4,5	5,3	4 141	21 396	4,6	5,4
08 - Entreposage	138	781	0,2	0,3	163	957	0,2	0,2
09 - Communications	2 312	8 524	3,1	2,7	3 270	11 714	3,7	3,0
10 - Electricité, gaz et eau	2 345	10 979	3,2	3,5	3 410	15 999	3,8	4,1
11 - Commerce de gros	3 208	14 585	4,3	4,6	3 902	16 925	4,4	4,3
12 - Commerce de détail	4 596	19 662	6,2	6,3	5 764	23 112	6,4	5,9
13 - Finances, assurances et affaires immobilières	10 294	36 001	13,9	11,4	14 178	56 280	15,8	14,3
14 - Administration publique	5 369	23 922	7,3	7,4	6 880	31 809	7,7	8,1
15 - Services	18 200	67 188	24,7	21,4	21 577	84 284	24,1	21,4
TOTAL	73 819	314 480	100,0	100,0	89 593	392 953	100,0	100,0

SOURCES: Bureau de la Statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses, Québec, 1987.
Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et des dépenses, 1970-1984.

TABLEAU 3

Stock net de capital par activité économique
Canada, mi-année 1985.

	Stock net de capital (en millions \$)	Nombre d'employés (en milliers)	Stock net de capital par employé (en \$)
SECTEUR PRIMAIRE	148 274	726	204 234
Agriculture	42 580	440	96 773
Forêts	3 201	63	50 810
Pêche et piégeage	1 346	32	42 063
Mines, carrières et puits de pétrole	101 147	191	529 565
SECTEUR SECONDAIRE	145 497	2 565	56 724
Industries manufacturières	137 441	1 988	69 135
Construction	8 056	577	13 962
SECTEUR TERTIAIRE	617 650	8 049	76 736
Transport et entreposage	70 740	500	141 480
Communications	41 100	271	151 661
Electricité, gaz et eau	155 435	133	1168 684
Commerce	28 594	2 051	13 941
Finances, assurances et affaires immobilières	51 372	643	79 894
Administration publique	96 577	783	123 342
Services	173 832	3 668	47 391
TOTAL	911 421	11 340	80 372

SOURCES: Statistique Canada, Flux et stock de capital fixe, 13-211, Ottawa.
La population active, 71-001, Ottawa.

les communications 151 661\$; le transport et l'entreposage 141 480\$; enfin, l'administration publique 123 342\$.

Il faut également noter qu'étant donné qu'on assiste à la présence de ressources différentes au Québec et au Canada, la répartition de l'activité économique n'a donc pas la même importance relative (tableaux 1 et 2). Par exemple, l'importance relative occupée par le secteur primaire au Canada s'explique par la prédominance de l'agriculture et du pétrole dans l'Ouest canadien. Par ailleurs, le fait que le Québec ne possède pas de pétrole et que l'augmentation de son prix est très rapide depuis 1973, ont donné pour effet l'accroissement des différences de structures. Cependant, le secteur de la fabrication est relativement plus fort au Québec comparativement à l'ensemble du Canada. Nous retrouvons des industries manufacturières tout particulièrement en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

2.2.1 Le secteur primaire

Il ne faut pas croire que cette industrie est dérisoire même si la part relative de l'emploi en 1981 et 1985 et de la production du secteur primaire en 1981 et 1984 au Québec est inférieure à 5% (tableaux 1 et 2). Ce secteur constitue l'épine dorsale de l'économie au Québec et cela se constate aussi pour le Canada, par les effets d'entraînement du secteur primaire sur les secteurs secondaires et tertiaires et l'impact sur les exportations et la balance des paiements.

2.2.1.1 L'agriculture et les pêches hauturières

En ce qui concerne l'agriculture, elle est responsable de moins de 2% de la valeur totale de la production au Québec (tableau 2).

Cependant, l'emploi dans ce secteur augmentera légèrement au Québec. Le redressement qui a commencé au début des années 1980 se continuera². Pour ce qui est des années 1984 et 1985, elles ont été bonnes pour la production. Selon les estimations du Conference Board du Canada, nous avons assisté à une croissance de 6,5% en 1984 et de 5,0% en 1985. De plus, l'emploi va s'accroître grâce à la recherche de l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire. Cependant, "les besoins financiers des producteurs agricoles sont sans cesse croissants et la survie de plusieurs établissements est fortement liée à l'aide gouvernementale"³.

Les secteurs prioritaires d'intervention demeurent les mêmes qu'en 1979: production céréalière, viande bovine et horticulture. Cependant, la diversification et le lancement de nouvelles productions seront particulièrement encouragés. Par ailleurs, la hausse (...) de l'énergie et de l'alimentation des animaux, (...) la protection de l'environnement posent en ce moment de sérieuses contraintes (...) La solution à ces problèmes réside à moyen terme dans un accroissement de la productivité⁴.

Pour obtenir cet accroissement de productivité cela n'est possible qu'en maximisant la recherche dans ce domaine. Il faut avoir

également de meilleures méthodes d'exploitation et une plus grande spécialisation.

Enfin, pour les pêches hauturières au Québec, nous notons l'utilisation de bateaux de plus en plus modernes. Afin de respecter les contraintes liées à la préservation des ressources et d'augmenter leurs captures, les pêcheurs visent la diversité accrue des espèces pêchées, la connaissance des zones les plus poissonneuses et l'utilisation de meilleures techniques. La pêche au Québec est l'activité économique de trois régions: la Gaspésie, les Iles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord.

2.2.1.2 La forêt

Depuis une vingtaine d'années, le travail en forêt a subi des transformations profondes, suite à une mécanisation de plus en plus poussée et à un changement dans la gestion de la ressource. L'abattage et la sylviculture employaient à peu près 23 000 personnes en 1981 et totalisaient une valeur de production représentant moins de 1% du produit intérieur brut total (tableau 2).

Même si l'apport de l'activité de l'abattage est faible, le secteur forestier demeure toujours l'un des maillons très importants de l'économie québécoise. D'ailleurs, il faut souligner qu'il comprend non seulement la gestion et les conditions d'exploitation de la ressource

mais aussi la transformation de cette ressource, c'est-à-dire la production de pâtes et papiers, de bois d'oeuvre, de placages, de contreplaqués et de meubles. De plus les produits de l'industrie forestière se classent au premier rang des exportations québécoises.

Depuis plusieurs années, une réforme en profondeur est effectuée par le gouvernement du Québec:

... réorganisation administrative (régionalisation), prise en main de la gestion forestière par l'État (révocation des concessions, plans de gestion), amélioration des forêts publiques (travaux sylvicoles, reboisement), mise en valeur de la forêt privée (...) et mise en place d'un réseau approprié de routes d'accès⁵.

2.2.1.3 Les mines

La production minière est une faible part du produit intérieur brut (tableau 2.). Les principales substances extraites du sous-sol québécois sont, par ordre décroissant de leur valeur de production, l'or, le minerai de fer, l'amiante, le cuivre et le titane. Comparativement aux autres industries du secteur primaire, elle n'a pas les mêmes effets en aval. On effectue pour la grande majorité de la production minière qu'une opération d'affinage.

Le Québec est un pays à ressources, particulièrement dans le secteur minier. Le Québec est formé par trois régions géologiques distinctes: les basses terres du Saint-Laurent, les Appalaches et le Bouclier Cana-

dien; ce dernier compte pour 90% du territoire et se divise en trois parties appelées Supérieur, Churchill et Grenville.⁶

Il faut également tenir compte que 80% du territoire n'a pas été prospecté.

Après la baisse de valeur d'environ 15% en 1982, les expéditions minérales québécoises se stabilisent en 1983 et, selon les données préliminaires, connaissent une légère augmentation en 1984, pour se chiffrer à 2,05 milliards de dollars.⁷

L'instabilité des marchés est une caractéristique de l'industrie minière. On y retrouve des entreprises multinationales ayant des stratégies mondiales d'exploration et d'exploitation et enfin, l'obligation de disposer de capitaux élevés. Nous notons donc une domination du secteur minier par les entreprises étrangères. De plus, l'existence de réserves abondantes en amiante ou en fer n'a pas amené le développement d'industries de transformation au Québec.

En effet, les activités de soutien liées à l'extraction et à la transformation minières sont, pour des raisons de stratégie nationale ou corporative, généralement implantées à l'extérieur du Québec. C'est le cas notamment des activités de recherche et de développement et des activités des sièges sociaux, dont l'absence a empêché le Québec de profiter de retombées économiques intéressantes.⁸

Le secteur minier varie donc beaucoup, cela peut amener pour les pays producteurs des problèmes très graves. Une ville entière peut dépendre de l'exploitation d'un gisement. Nous avons d'ailleurs plusieurs exemples au Québec: Murdochville, Fermont, Thetford-Mines, Chibougamau, Gagnon, etc.

C'est ainsi que le Québec s'est donné, depuis 1980, une politique minière comprenant quatre grands objectifs: une plus grande participation des Québécois à l'activité minière, un plus grand effort d'exploration, une intégration plus poussée des activités d'exploration, d'exploitation et de transformation et une diversification des économies régionales.

2.2.2 Le secteur secondaire

Au Québec, l'évolution des vingt-cinq dernières années a été caractérisée par des performances très médiocres en termes de croissance de la production et de l'emploi. Par ailleurs, les signes de renouvellement de la structure de l'industrie manufacturière ne sont pas évidents.⁹

2.2.2.1 L'industrie manufacturière

Nous remarquons depuis plusieurs années, une perte de vitesse importante dans l'industrie de la fabrication. Sa participation au produit intérieur brut total baisse continuellement.

Elle était de 34,5% en 1956, de 28,8% en 1966 et seulement 25,5% en 1973. (...) Depuis 1970, plusieurs études ont porté sur l'analyse de ce déclin (...) le problème structurel est reconnu unanimement.¹⁰

En 1985, le Québec compte environ 27,8% des emplois manufacturiers canadiens mais sa part de la valeur des expéditions n'est que de 22,9%. Cela se comprend car les industries à forte intensité de main-d'oeuvre sont en majorité implantées au Québec. Le Québec représente 52,0% des emplois canadiens de ces quatre groupes manufacturiers: cuir, textiles de première transformation, produits textiles, habillement. Le Québec figure également bien dans les groupes liés à l'exploitation des ressources naturelles: première transformation des métaux, scieries, pâtes et papiers et meubles en bois. Pour ce qui est de la machinerie et de l'équipement de transport, la part relative du Québec est très faible (tableau 4).

L'Ontario est responsable de 56% de la valeur canadienne des expéditions manufacturières (tableau 4). Si nous réunissons les trois principaux groupes majeurs de l'Ontario, c'est-à-dire: le matériel de transport, les aliments et l'industrie chimique, nous cumulons alors une valeur des expéditions plus élevée que celle de tout le secteur québécois de la fabrication. En ce qui concerne l'équipement de transport, même si le Québec est doté d'une industrie aéronautique importante, l'Ontario bénéficiant d'une très forte concentration de l'indus-

TABLEAU 4

Industries manufacturières - Québec, Ontario et Canada, 1985.

	Nombre d'employés*			Valeur des expéditions		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario (en millions de \$)	Canada
Aliments	45 557	74 241	192 000	9 485,8	15 839,1	38 996,9
Boissons	10 466	11 775	31 903	1 347,9	2 784,1	5 713,5
Tabac	3 963	2 690	7 097	1 529,7	869,6	2 399,3
Caoutchouc	---	15 302	25 366	---	2 487,9	3 483,9
Plastique	9 805	22 567	38 182	1 080,3	2 596,6	4 344,1
Cuir	8 206	13 763	23 129	490,5	919,8	1 494,3
Textiles 1ère transformation	14 388	10 920	26 758	1 450,7	1 350,5	2 944,6
Produits textiles	13 959	14 216	31 110	1 313,3	1 347,4	2 859,1
Habillement	63 209	33 870	110 910	3 567,8	1 691,1	5 929,4
Bois	29 588	23 207	107 560	2 660,4	2 196,0	11 456,4
Meubles	16 273	27 718	49 868	1 044,5	2 060,3	3 503,5
Papier et produits connexes	41 231	40 990	114 187	6 389,6	6 264,2	18 844,0
Imprimerie, édition	29 301	59 623	117 062	2 619,4	5 345,9	9 982,1
1ère transformation métaux	27 061	64 040	106 808	4 711,2	10 066,3	17 366,5
Produits en métal	32 356	82 250	139 698	3 916,4	8 504,7	14 942,2
Machinerie	13 133	44 394	74 732	1 252,1	5 456,9	8 589,3
Matériel de transport	34 404	156 152	210 984	5 372,4	51 471,3	59 164,8
Prod. électriques et électron.	35 472	87 666	137 165	3 575,8	10 802,1	15 695,2
Minéraux non métalliques	12 861	25 218	50 605	1 482,6	3 468,1	6 554,6
Pétrole et charbon	2 159	9 291	16 739	6 023,8	8 881,1	25 723,8
Industries chimiques	24 983	50 700	87 224	4 655,1	12 625,8	21 405,4
Autres industries	---	40 825	67 676	---	4 006,8	6 036,6
TOTAL	490 742	911 418	1 766 763	65 921,1	161 035,3	287 429,4

* Cela comprend les propriétaires et les associés actifs.

SOURCE: Statistique Canada, Industries manufacturières: niveaux national et provincial, 1985, 31-203, Ottawa.

trie de l'automobile sur son territoire, compte plus de 80% de la valeur des expéditions de l'ensemble de l'industrie.

Depuis une vingtaine d'années, la part relative de l'emploi et de la production des industries manufacturières a diminué, en particulier en raison de la très forte croissance du secteur tertiaire (tableaux 1 et 2). Directement, le secteur de la fabrication ne peut créer le plus grand nombre d'emplois; mais pour ce qui est de ceux créés indirectement, il continue d'être le plus grand générateur. La production du secteur primaire dépend en grande partie de la bonne marche du secteur secondaire, c'est le même phénomène pour plusieurs activités du secteur tertiaire qui reposent sur l'industrie de la transformation. De là toute l'importance qu'allouent les gouvernements au développement des industries manufacturières et à la stimulation des investissements dans ce secteur.

Le gouvernement du Québec s'est engagé dans la voie de l'aide aux entreprises assez tardivement par rapport à d'autres pays. Les premières véritables mesures ont été prises à partir de 1961. Alors est apparue (...) toute une série d'initiatives non coordonnées entre elles et poursuivant des objectifs très disparates.¹¹

Présentement, il existe énormément de mesures pour venir en aide aux entreprises. Parmi ces mesures, le plus grand nombre est destiné exclusivement aux entreprises manufacturières. Les program-

mes, sauf exception, sont conçus pour des entreprises manufacturières en général.

Le gouvernement canadien a essayé en vain de définir pour le secteur de la fabrication une politique industrielle pancanadienne, c'est-à-dire déterminer les industries à privilégier, préciser les objectifs et enfin mettre en oeuvre des moyens. Cela consiste donc à définir une politique pour l'Ontario étant donné le poids relatif des industries manufacturières de cette province. D'ailleurs, les entreprises d'un même groupe possèdent souvent des caractéristiques très différentes d'une région à l'autre qu'il est impossible d'avoir une politique unique. Nous avons pu nous en rendre compte lors du débat sur la décision du gouvernement fédéral de participer au programme québécois de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers. Comme cette stratégie ne pouvait s'appliquer qu'au Québec, le gouvernement fédéral n'avait pas l'intention de subventionner l'accélération des vieilles machines à papier.

De toute façon, une politique sectorielle ne peut pas se limiter aux industries manufacturières car le secteur secondaire est trop lié aux deux autres secteurs de l'économie. Nous sommes beaucoup plus réalistes en parlant d'une stratégie de développement de l'ensemble de l'industrie du bois ou de l'industrie agro-alimentaire que de séparer, dans chaque cas, les activités qui appartiennent au secteur primaire de celles qui relèvent du secteur secondaire ou du secteur tertiaire.

De toute manière, il est beaucoup plus facile d'identifier des moyens gouvernementaux d'intervention au niveau des secteurs primaires et tertiaires qu'à celui du secondaire. Par ailleurs, ce sont les provinces qui contrôlent une grande partie de ces moyens. Il est donc facile de comprendre que jusqu'à maintenant très peu de politiques sectorielles canadiennes aient été mises de l'avant et que l'apport du fédéral ait fréquemment consisté à participer ou à remplacer des programmes élaborés par les provinces, nous pouvons citer: la consolidation des industries du textile, de la bonneterie, de l'habillement et la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers.

2.2.2.2 La construction

L'industrie de la construction renferme les entreprises générales et les entreprises spécialisées dont l'activité principale est la construction de bâtiments de toutes sortes, de routes et de grands travaux. "L'activité se maintient à un niveau assez élevé dans l'industrie de la construction en 1984 grâce à la reprise de la demande de construction non résidentielle".¹²

Les dépenses en bâtiments et en travaux de génie de toutes les autres activités de l'économie constituent la production de l'industrie de la construction. L'industrie de la construction a subi beaucoup de fluctuations depuis vingt ans, qu'on pense simplement aux grandes

périodes de travaux publics: le métro de Montréal, les travaux hydro-électriques de Manic-Outardes et les Jeux Olympiques.

La construction privée non domiciliaire (industrielle, commerciale, institutionnelle) est influencée par à peu près les mêmes facteurs. Cependant, la demande et le taux de vacances des logements sont reliés directement à la construction domiciliaire. Nous notons donc que les parts relatives des différents travaux de construction varient considérablement d'une année à l'autre (tableau 5).

Nous remarquons plusieurs modifications dans l'industrie de la construction depuis les vingt dernières années. Il y a moins de variation saisonnière. De nos jours, les entrepreneurs généraux emploient peu de personnel et s'occupent de décrocher des contrats. Par la suite, ils les font exécuter en sous-traitance par des firmes spécialisées. Il y a une augmentation chaque année de la construction préfabriquée en usine. Maintenant, plusieurs firmes québécoises sont reconnues sur le plan international pour offrir des services d'experts en construction de logements, d'édifices à bureaux, d'usines, d'hôpitaux et d'écoles. Les Québécois sont aussi de très bons constructeurs de métro, de barrages, de centrales hydro-électriques, de routes et de lignes de transmissions.

Par contre, nous notons une nette diminution des travailleurs de la construction.

TABLEAU 5

Travaux de construction exécutés au Québec, 1971, 1976, 1981 et 1985.

	1971		1976		1981		1985	
	(en millions de \$)	(en %)	(en millions de \$)	(en %)	(en millions de \$)	(en %)	(en millions de \$)	(en %)
CONSTRUCTION NON DOMICILIAIRE	2 342		5 117		7 036		8 039	
Bâtiment	1 020	29,9	2 207	29,5	2 514	24,4	3 869	26,9
Industriel	226		392		644		1 072	
Commercial	253		1 049		1 018		1 522	
Institutionnel	422		371		509		784	
Divers	119		395		343		491	
Travaux de génie	1 322	38,7	2 910	38,9	4 522	43,9	4 170	28,9
CONSTRUCTION DOMICILIAIRE	1 070	31,4	2 361	31,6	3 274	31,7	6 376	44,2
TOTAL	3 412	100,0	7 478	100,0	10 310	100,0	14 415	100,0

SOURCE: Statistique Canada, La construction au Canada, 64-201, Ottawa.

Le nombre de salariés chute de plus de la moitié (-51,5%) au Québec au cours de la période 1974-1983. De 150 897 en 1974, ce nombre diminue chaque année pour se retrouver à 73 226 en 1983. Le nombre total d'heures travaillées diminue encore plus fortement, passant de 147,6 millions en 1974 à 67,4 millions en 1983 (-54,3%).¹³

2.2.3 Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est le plus important en termes d'emplois, de production et d'investissements (tableaux 1 et 2) mais il est très mal connu sur le plan statistique.

On compte plus de deux travailleurs sur trois oeuvrant dans ce secteur. Il comprend:

... une très forte proportion de la main-d'oeuvre hautement qualifiée du Québec. Ces travailleurs hautement qualifiés jouent un rôle moteur dans l'économie, étant à la base du système de production, de circulation et de traitement de l'information, et à l'origine de la création de nombreuses activités économiques nouvelles.¹⁴

Le secteur tertiaire présente des caractéristiques particulières car il regroupe des activités très différentes dont la presque totalité sont du secteur public. Egalement, il paie des salaires à la fois parmi les plus élevés et les plus bas. Enfin, il emploie une forte proportion de main-d'oeuvre féminine.

Plusieurs auteurs, comme par exemple Rodrigue Tremblay, ne sont pas d'accord avec cette croissance sans cesse du secteur tertiaire.

A brève échéance, le Québec devra arrêter ce mouvement de tertiarisation et rendre son secondaire beaucoup plus important; il faudra faire des choix stratégiques quant aux composantes du tertiaire qui continueront à progresser et à celles qui diminueront.¹⁵

Nous présentons les activités économiques du secteur tertiaire au tableau 6. Pour établir un tel regroupement, les deux principaux critères sont la nature et la finalité du service rendu. Par ailleurs, les établissements dont les activités ont un caractère essentiellement gouvernemental et qui ne pouvaient être classés sous une autre rubrique, ont été regroupés sous l'activité "administration publique". Ce groupe n'inclut donc qu'une faible partie du secteur tertiaire public. Finalement, le groupe "services" comprend une foule de services socio-culturels, commerciaux et personnels, y compris des services publics comme l'enseignement et les soins médicaux.

2.2.3.1 Le tertiaire moteur

Il y a des activités qui sont neutres ou peu reliées à la croissance de la production industrielle comme par exemple la plupart des services publics: hôpitaux, écoles et équipements de loisir. Par contre d'autres activités suivent de très près l'évolution de la production in-

TABLEAU 6
Emploi par activité économique, secteur tertiaire -
Québec, Canada, 1985.

	Québec		Canada	
	(en milliers)	(en %)	(en milliers)	(en %)
Transports, communications et autres services publics	221	11,0	884	11,1
Commerce (gros et détail)	491	24,6	2 001	25,1
Finances, assurances et affaires immobilières	156	7,8	629	7,9
Administration publique	195	9,8	802	10,1
Services	937	46,8	3 648	45,8
TOTAL	2 000	100,0	7 964	100,0

SOURCE: Statistique Canada, La population active, 71-001, Ottawa.

dustrielle, c'est-à-dire la finance, le transport, la publicité et certains services fournis aux entreprises. Finalement, quelques activités qui possèdent un fort contenu technologique, soit essentielles à d'autres secteurs de l'économie ou encore exportables vont jouer un rôle stratégique vis-à-vis le développement en suscitant des effets d'entraînement en amont et en aval. C'est ce qu'on appelle le concept de tertiaire moteur.

On retrouve dans ce tertiaire moteur: les centres d'innovation et de recherche, les services de génies-conseil, les services spéciali-

sés aux entreprises, les sièges sociaux, les transitaires internationaux, les activités liées au marketing international, les centres de congrès, les complexes de manutention, de transbordement et de distribution du fret aérien et les sociétés d'exportation. Tout cela entraînent les activités des secteurs primaires et secondaires. On ne reconnaît cet élément moteur que depuis peu de temps et les entreprises impliquées sont éligibles à l'aide de la Société de développement industriel (SDI) et aux programmes québécois d'aide à l'exportation.

2.2.3.2 Le transport

Les frais de transport représentent un élément majeur. Dans l'élaboration des politiques de développement économique, l'industrie du transport a une place très importante. Par contre, on note une diminution de l'emploi, en 1979 on comptait 149 000 travailleurs, en 1983 on en comptait 119 000, enfin, en 1984 le nombre était de 115 000 travailleurs. Pour ce qui est des dépenses en immobilisation, elles sont en baisse de 2,6% en 1984 pour atteindre 736,2 millions de dollars comparativement à 755,9 millions de dollars en 1983 et 886,1 millions de dollars en 1982.¹⁶

Nous divisons l'industrie du transport en quatre grands secteurs: routier, ferroviaire, maritime et aérien. La compétition du transport maritime par rapport au transport terrestre et aérien s'est accentuée avec la montée des coûts énergétiques. Mais en ce qui con-

cerne les liaisons interrégionales, c'est le réseau routier québécois d'une longueur de 127 000 km qui est le moyen de transport le plus dominant.

Quant au réseau ferroviaire, les Québécois et les Canadiens ne sont pas devenus de grands innovateurs dans ce domaine. Malgré l'abondance d'énergie électrique, les Québécois n'ont pas de ligne de chemin de fer électrifiée et le réseau ferroviaire est technologiquement dépassé. De plus, le Canada n'a pas de marine marchande.

Les gouvernements et certaines entreprises se sont vraiment intéressés aux technologies du transport que récemment. Un bel exemple est la construction du métro à Montréal. A partir de technologies importées de l'étranger on a su mettre au point une technologie originale. Maintenant, les Québécois sont devenus des constructeurs et des vendeurs d'équipements de métro reconnus mondialement.

2.2.3.3 Les communications

La radiodiffusion et la télévision, le réseau de téléphonie et de télégraphie et les postes, constituent l'industrie des communications. Nous notons également une diminution des travailleurs dans cette industrie. Il y avait en 1979, 67 000 travailleurs comparativement à 61 000 travailleurs en 1983, en 1984 on en compte plus que 60 000.¹⁷

Présentement, il y a beaucoup de développement dans ce secteur, en particulier du côté de la télématique, notamment dans l'exploitation de banques de données, l'acheminement de courrier, le transfert électronique de fonds et le développement des téléconférences.

Nous assistons à une forte concurrence des techniques sur les marchés mondiaux. Certaines entreprises québécoises y sont très actives, en particulier dans le domaine de la câblodistribution, de la téléphonie et des fibres optiques. Les innovations concernent également un grand nombre de systèmes d'équipement et de services pouvant s'adapter à des besoins très spécifiques.

2.2.3.4 Autres services publics

En plus de la distribution de l'eau, du gaz et d'une multitude de services d'utilité publique (enlèvement des ordures ménagères), ce groupe d'industries comprend la production et le transport d'énergie électrique, même si cette énergie est destinée principalement à une usine de l'industrie manufacturière. De là le fait que nous retrouvons au Canada, dans ce groupe d'industries, le plus fort niveau de stock de capital par employé, c'est-à-dire 1 168 684\$ en 1985 (tableau 3); puisqu'il comprend les gros investissements effectués dans les barrages hydro-électriques et quelques réseaux de distribution.

Pour plusieurs entreprises, la possibilité d'obtenir des ressources énergétiques à prix relativement bas, constitue un facteur important de localisation. Egalement, la grande quantité d'eau douce est un avantage. L'accroissement de l'autonomie du Québec, le renforcement de la sécurité d'approvisionnement et la promotion des économies d'énergie sont les trois objectifs de la politique québécoise de l'énergie énoncée dans le Livre blanc de 1978.

Cependant, nous notons au Québec dans les dernières années, une diminution globale de la consommation:

... par la réduction de la place occupée par le pétrole et par une hausse importante des prix. La consommation énergétique totale au Québec diminue en 1983 pour une quatrième année consécutive. Elle s'élève à 28,4 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep), un recul de 15,3% depuis 1979.¹⁸

En ce qui concerne la diminution de la consommation d'énergie, il y a une baisse très importante du pétrole au profit du gaz naturel et de l'électricité, et cela en conformité avec la politique québécoise de l'énergie. "Entre 1978 et 1983, la part du pétrole passe de 65,3% à 52,7%, alors que celle de l'électricité augmente de 25,9% à 34,5% et celle du gaz naturel de 7,1% à 11,5%".¹⁹

2.2.3.5 Les commerces de gros et de détail

Les commerces de gros vendent à des détaillants, à des industries, à des institutions et à des commerçants. Les commerces de détail s'adressent au grand public. Dans le secteur tertiaire, en 1985, le quart de la main-d'oeuvre travaille dans le commerce (tableau 6).

Le nombre de travailleurs augmentent d'environ 5% en 1984, par rapport à 1983; on compte 480 000 employés dans le commerce en 1984, ce qui est supérieur au nombre de 462 000 de 1981. Cependant, c'est du côté de l'emploi à temps partiel que nous dénotons une hausse, passant de 83 000 en 1981 à 98 000 en 1984, tandis qu'il y a une légère diminution de l'emploi à temps plein qui passe de 385 000 en 1981 à 382 000 en 1984.²⁰

La part relative de production de ce secteur est de 10,8% (tableau 2). Le stock net de capital par employé est très faible environ 14 000\$, étant donné la forte intensité de main-d'oeuvre dans ces industries (tableau 3). "En ce qui concerne le commerce de détail, l'accroissement de la valeur des ventes est de 12,5% en 1984 suite à une augmentation de 9,7% en 1983, par rapport à l'année précédente"²¹. Les ventes au détail sont une variable très importante au plan conjoncturel. Ces ventes permettent de juger de la demande de biens des particuliers.

Nous avons assisté à de profondes modifications structurelles dans le commerce tant au gros qu'au détail depuis vingt-cinq ans. Nous remarquons la constitution de grandes chaînes, la concentration des établissements, la construction de centres commerciaux, de supermarchés, l'arrivée de boutiques très spécialisées et du système de franchises, la croissance énorme de la publicité, enfin l'implantation de technologies nouvelles.

2.2.3.6 Les finances, les assurances et les affaires immobilières

Ce groupe comprend l'ensemble des institutions financières, notamment la Banque du Canada, les banques à charte et les caisses populaires, les autres institutions de crédit, de prêt et de placement financier, les assureurs et les exploitants immobiliers.

Le secteur financier oriente (...) l'activité économique. Par l'établissement de critères de rentabilité, par des conseils et avis sur les placements ainsi que sur les champs et les projets d'investissement, par la gestion des affaires de leurs clients et enfin en rendant disponibles les ressources financières ...²²

On enregistre dans l'ensemble du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières une hausse de 10,9% du produit intérieur brut en 1984, suite à l'augmentation de 19,7% en 1983. En ce qui concerne les salariés, la rémunération en 1984 totalise 4,2 milliards de dollars, ce qui est une hausse de 8,9% par rapport à 1983.

L'emploi total du secteur qui était de 142 900 en 1983 et 146 500 en 1984 atteint 156 000 en 1985 (Tableau 6). Malgré cela, cette croissance ne fait que compenser la diminution de l'emploi qui a eu lieu au cours de la récession et de la réorganisation des opérations qui l'a accompagnée, car en 1980 il y avait 150 700 emplois dans ce secteur.²³

Présentement, les institutions financières tendent à être de moins en moins spécialisées. Elles offrent par contre une grande variété de services. Cela favorise le développement de nouveaux services et l'accroissement de la concurrence. Par le fait même, les institutions ont donc été forcées à entrer dans l'ère de l'électronique dans le but d'accroître leur productivité, de simplifier leurs opérations et de donner un meilleur service à la clientèle. L'arrivée des guichets automatiques est un bel exemple de cette situation

2.2.3.7 L'administration publique

Ce sont des regroupements d'organismes qui ont pour fonction principale de fournir des biens et des services à des fins non commerciales. Sous la catégorie "administration publique", nous retrouvons: les services de la défense, les commissions, les régies et les offices, le contrôle des dépenses, la perception des impôts, les bureaux des gouvernements étrangers, les prisons, etc.

Le nombre de travailleurs en 1985 est de 195 000 (tableau 6). Il demeure à peu près le même qu'il était en 1984 et en 1983²⁴. "Le produit intérieur brut du secteur mesure pour sa part l'ensemble des revenus générés par le secteur; il est en hausse de 7,1% en 1984, par rapport à 1983".²⁵

2.2.3.8 L'industrie des services

Sous cette rubrique, nous retrouvons plusieurs activités très différentes, allant des services ménagers à la gestion des systèmes d'ordinateurs. Nous retrouvons ici les activités répondant au concept du "tertiaire moteur" tel que mentionné auparavant.

Au Québec en 1985, 46,8% de tous les employés du secteur tertiaire appartiennent à l'industrie des services (tableau 6). Ce secteur s'accroît à chaque année. Le nombre de travailleurs augmente en 1983 de 3,1% par rapport à 1982 et de 3,5% en 1984 par rapport à 1983 (26). En 1985 l'augmentation est de 5,2% par rapport à 1984. Nous retrouvons 937 000 personnes en 1985 dans l'industrie des services (tableau 6).

Nous avons donc examiné la structure économique du Québec. Cela nous a permis de constater que pour les années à venir les technologies nouvelles joueront un rôle de plus en plus important dans les trois secteurs d'activités.

D'ailleurs, au quatrième chapitre, nous présenterons une synthèse des principales technologies rencontrées dans différents secteurs d'activité économique du Québec. Mais avant, nous examinerons la structure économique régionale.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. COSSETTE, Alfred, *La tertiarisation de l'économie québécoise*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, p. 20.
2. QUÉBEC, MINISTÈRE DE LA MAIN-DOEUVRE ET DE LA SÉCURITÉ DU REVENU, *Perspectives du marché du travail*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, p.10.
3. *Ibid.*, p. 10.
4. QUÉBEC, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, *Le virage technologique*, Québec: Direction générale des publications gouvernementales, 1982, p.121.
5. *Ibid.*, p. 129.
6. LAFLAMME, Marcel, *Québec: contexte socio-économique*, Chicoutimi Gaëtan Morin, 1978, p. 169.
7. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Le Québec statistique*, Québec, Annuaire du Québec, 1985, p.700.
8. QUÉBEC, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, *op. cit.*, p.143.
9. LE GROUPE QUÉBÉCOIS DE PROSPECTIVE, *Le futur du Québec au conditionnel*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, p.107.

10. FRECHETTE, Pierre, Roland JOUANDET-BERNADAT et J.P. VEZINA, *L'économie du Québec*, Montréal, HRW, 1975, p.299.
11. *Ibid.*, p.301.
12. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *La situation économique au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1985, p.132.
13. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Le Québec statistique*, p.718.
14. COSSETTE, Alfred, *op. cit.*, p.159.
15. TREMBLAY, Rodrigue, *L'économie québécoise*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1979, p.352.
16. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *La situation économique au Québec*, p.167.
17. *Ibid*, p.167.
18. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Le Québec statistique*, p.731.
19. *Ibid*, p.731.
20. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *La situation économique au Québec*, p.168.

21. *Ibid.*, p.169.
22. COSSETTE, Alfred, *op. cit.*, p.112.
23. QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *La situation économique au Québec*, pp.170-171.
24. *Ibid.*, p.174.
25. *Ibid.*, p.174.
26. *Ibid.*, p.172.

CHAPITRE III

La structure économique régionale

3.1 Aperçu général

"L'étude des régions québécoises révèle des disparités importantes sur les plans de la croissance de l'activité économique, de l'emploi, du chômage et du niveau de vie. Ces disparités sont en partie causées par les structures économiques caractéristiques de chaque région".¹

Au Québec, les disparités interrégionales existent depuis toujours. Nous avons d'un côté, des régions sous-développées et de l'autre, la région métropolitaine de Montréal qui est toutefois en perte de vitesse par rapport aux autres centres nord-américains. L'état de santé de la région de Montréal va se répercuter sur le développement des autres régions québécoises. Enfin, nous constatons de plus en plus que l'entrepreneurs régional et le dynamisme des agents économiques de chacune des régions sont deux facteurs importants du développement régional.

"Au Québec, l'administration publique a procédé en 1966 à un découpage du territoire en dix régions administratives. Ce découpage a permis d'établir un cadre pour la régionalisation des services gouvernementaux et pour l'application des politiques et des programmes"². Voir à ce sujet la carte 1 à la page suivante.

CARTE 1: Régions et sous-régions administratives du Québec.



Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce.

3.2 L'évolution démographique

En examinant le tableau 7, nous remarquons pour 1981, une augmentation de la population québécoise de 6,8% par rapport à 1971 où on dénombrait un peu plus de 6 millions de Québécois.

Elle ne représente plus que 26,5% de la population canadienne, comparativement à 28,0% en 1971. Durant cette décennie, le poids démographique de l'Ontario au Canada se maintient autour de 35%. Entre 1971 et 1981, la densité de la population québécoise oscille entre 4,4 et 4,7 habitants au kilomètre carré et celle de l'Ontario entre 8,6 et 9,4³.

De 1981 à 1984, nous notons au Québec une faible augmentation de 1,8% de la population.

C'est le long des rives du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal, ainsi que dans les centres urbains de Sherbrooke et de Hull que réside la majorité de la population. Ce territoire est appelé le "Québec de base". Il est composé de la région de Montréal, de deux régions à vocation d'administration publique (Québec et Outaouais) et de deux régions à vocation manufacturière (Cantons de l'Est et Trois-Rivières). Le reste de la population est situé dans cinq régions périphériques: Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, Côte-Nord, Nouveau-Québec; ces régions sont appe-

TABEAU 7

Population des régions administratives du Québec, 1971, 1981, 1984.

Régions	1971		1981		1984	
	Population	en %	Population	en %	Population	en %
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	232 600	3,9	234 011	3,6	238 400	3,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	280 462	4,7	300 825	4,7	309 700	4,7
Québec	941 490	15,6	1 032 077	16,0	1 053 400	16,1
Trois-Rivières	420 695	7,0	441 408	6,9	451 400	6,9
Cantons de l'Est	224 185	3,7	239 136	3,7	242 500	3,7
Montréal	3 423 530	56,8	3 631 440	56,4	3 691 700	56,3
Outaouais	243 280	4,0	273 683	4,3	280 900	4,3
Abitibi-Témiscamingue	150 053	2,5	153 083	2,4	156 600	2,4
Côte-Nord et Nouveau-Québec	111 460	1,8	132 740	2,1	128 700	2,0
Le Québec	6 027 755	100,0	6 438 403	100,0	6 553 500	100,0

SOURCES: Bureau de la Statistique du Québec, *Démographie québécoise: passé, présent* 1983, p.30.
Bureau de la Statistique du Québec, *La situation démographique au Québec*, 1986, p.31.

lées "Québec des ressources"⁴ par rapport à l'activité économique qui s'appuie sur les ressources naturelles.

Nous notons une grande variation dans la taille des régions du Québec (tableau 7). Celle de Montréal est très différente des autres puisqu'elle regroupe 56,3% de la population du Québec en 1984. Le Québec de base, qui ne comprend qu'environ 10% du territoire québécois, rassemble pourtant plus de 87% de la population. Le reste est répandu à travers le Québec des ressources. Nous constatons une certaine stabilité de la structure régionale de la population depuis quelques décennies, particulièrement depuis 1971. Il y a malgré tout une légère augmentation de la population dans les régions, à l'exception de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, où il y a une baisse entre 1981 et 1984.

De plus, aucune région ne dépasse 460 000 habitants à l'exception des régions de Montréal (3 691 700 habitants) et de Québec (1 053 400 habitants). La moyenne des régions est de 258 314 personnes. Cela donne donc comme résultat, un marché interne de faible dimension. C'est ainsi que le développement économique de ces régions résulte d'un effort continu d'ouverture vers l'extérieur. C'est-à-dire qu'elles doivent absolument exporter des biens ou des services; car elles ne peuvent pas s'appuyer sur leur propre marché pour se développer.

3.3 Les mouvements migratoires

Sur le plan de la migration interrégionale et interprovinciale⁵, nous notons une certaine homogénéité du comportement des régions québécoises entre 1976 et 1981 (tableau 8). Toutes les régions ont une sortie nette de population. En général, elles connaissent un taux de migration nette⁶ d'environ -26 pour 1 000 habitants. Nous avons des taux inférieurs pour Québec et Trois-Rivières, c'est-à-dire -11 et -6 respectivement. Par contre, la Côte-Nord a un taux de -84 pour 1 000 habitants. Les migrations interprovinciales concernent à peu près autant de gens que les migrations interrégionales; nous comptons 248 440 personnes qui se sont déplacées entre les régions québécoises, tandis que 264 295 personnes ont passé les frontières du Québec en provenance ou à destination des autres provinces. Finalement, nous remarquons que les sorties sont trois fois plus nombreuses que les entrées pour ce qui est des migrations interprovinciales.

3.4 Les secteurs économiques

En examinant les indicateurs économiques, nous remarquons la supériorité de Montréal sur les autres régions. Nous retrouvons à Montréal 64,1% de l'emploi du secteur secondaire et 60,2% de celui du secteur tertiaire (tableau 9). Il y a donc une concentration des emplois secondaires et tertiaires dans cette région. Ce n'est pas le même cas pour les emplois primaires. Dans ce secteur, Montréal regrou-

TABLEAU 8

Mouvements migratoires selon le niveau, 1976-1981
Population de 5 ans et plus en fin de période.

Régions	Migrations Interrégionales		Migrations Interprovinciales		Migrations nettes
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	14 485	18 230	1 430	3 690	- 6 005
Saguenay-Lac-Saint-Jean	13 700	18 395	1 345	4 665	- 8 015
Québec	45 900	49 835	5 540	12 250	- 10 645
Trois-Rivières	26 750	27 690	1 090	2 480	- 2 330
Cantons de l'Est	16 250	18 425	1 475	5 565	- 6 265
Montréal	92 780	67 800	36 035	148 000	- 86 985
Outaouais	13 020	12 735	10 055	17 410	- 7 070
Abitibi-Témiscamingue	8 890	10 550	2 600	4 730	- 3 790
Côte-Nord et Nouveau-Québec	16 665	24 780	1 680	4 250	- 10 685
Le Québec	248 440	248 440	61 255	203 040	-141 785

SOURCE: Compilations du Bureau de la Statistique du Québec à partir de données non publiées de Statistique Canada.

TABLEAU 9

L'emploi par région et selon le secteur économique, 1985 (en milliers).

Régions	Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire	
	Emplois	En % du Québec	Emplois	En % du Québec	Emplois	En % du Québec
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	15,1	11,5	21,6	3,2	78,2	3,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	8,6	6,6	26,3	3,9	77,1	3,9
Québec	25,1	19,1	69,6	10,3	304,1	15,2
Trois-Rivières	15,2	11,6	54,2	8,0	112,4	5,6
Cantons de l'Est	10,3	7,8	34,8	5,2	66,1	3,3
Montréal	33,9	25,8	431,8	64,1	1203,4	60,2
Outaouais	5,7	4,3	19,3	2,9	88,3	4,4
Abitibi-Témiscamingue	9,7	7,4	8,6	1,3	37,3	1,9
Côte-Nord et Nouveau-Québec	7,8	5,9	7,3	1,1	32,6	1,6
Le Québec	131,4	100,0	673,5	100,0	1999,5	100,0

SOURCE: Ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Perspectives du marché du travail, mai 1986, pp.74-84.

pe 25,8% des emplois. La région de Québec arrive en deuxième place pour les emplois primaires avec 19,1%. En regardant les tableaux 7 et 9, nous constatons que l'emploi dans le secteur primaire de toutes les régions, sauf Montréal et l'Outaouais, dépasse le poids démographique de ces régions. Cela nous fait prendre conscience de l'importance des ressources naturelles au Québec.

Nous notons une bonne répartition sur le territoire québécois de l'activité primaire. Malgré tout, ce sont Montréal et Québec qui arrivent en tête pour l'industrie primaire; viennent ensuite les régions du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie et de Trois-Rivières. Nous retrouvons 68% des emplois primaires dans ces quatre régions. Pour sa part, l'activité du secteur secondaire est plus concentrée; Montréal et Québec regroupent 74,4% des emplois. La même chose se produit pour le secteur tertiaire, alors que Montréal et Québec comptent 75,4% de l'emploi. Depuis les vingt-cinq dernières années, cette distribution de l'activité économique est très stable. Nous ne remarquons pas de tendance pour qu'il y ait à Montréal ou à Québec une concentration accrue de l'activité économique.

Ce qui détermine la situation du marché du travail dans les régions, c'est le niveau d'activité économique plus ou moins prospère. Entre les régions du Québec, il y a des écarts importants pour ce qui est des taux d'activité et des taux de chômage. Pour 1985, le taux d'activité de l'Outaouais dépasse celui du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie de 13 unités de pourcentage (tableau 10). Les régions périphériques, à

TABLEAU 10

Situation du marché du travail (1985).

Régions	Population active (en milliers)	Emplois (en milliers)	Taux d'activité (en %)	Taux de chômage (en %)
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	98	80	53,8	18,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	131	111	56,2	15,0
Québec	491	445	61,0	9,3
Trois-Rivières	209	180	58,5	13,6
Cantons de l'Est	115	104	61,5	10,1
Montréal	1 883	1 663	64,1	11,7
Outaouais	142	126	66,8	10,8
Abitibi-Témiscamingue	68	59	57,7	13,8
Côte-Nord et Nouveau-Québec	52	45	63,3	14,2
Le Québec	3 188	2 813	62,3	11,8

SOURCE: Statistique Canada, catalogue #71-001.

l'exception de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, dénotent en général des taux d'activité plus faibles. Dû au marché du travail moins prospère, les personnes s'habituent à ne pas trouver d'emploi et finissent par ne plus en chercher. De plus, les faibles taux d'activité concordent avec des taux de chômage élevés. Les taux de chômage pour 1985 s'établissent entre 9,3% dans la région de Québec et 18,2% dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie (tableau 10).

En regardant le tableau 11, nous pouvons voir que les régions de Québec et de l'Outaouais se caractérisent par un secteur tertiaire gonflé. Les autres régions du Québec de base se distinguent par l'importance du secteur manufacturier. Pour sa part, le Québec des ressources concernent surtout le développement des activités primaires.

Les deux activités importantes qui composent le secteur primaire dans les régions du Québec des ressources sont: les mines et l'abattage forestier. Dans les régions de Québec et de l'Outaouais, plus de trois personnes sur quatre travaillent dans le secteur tertiaire, étant donné l'importance de l'administration publique. Cela compense pour la faiblesse relative du secteur secondaire dans ces régions. Par ailleurs, le coeur industriel du Québec, c'est-à-dire les Cantons de l'Est, Trois-Rivières, Montréal et même le Saguenay-Lac-Saint-Jean, possèdent un secteur secondaire important (tableau 11).

TABLEAU 11

L'emploi par secteur économique, 1985 (en %).

Régions	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Total
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	13,1	18,8	68,1	100,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7,7	23,5	68,8	100,0
Québec	6,3	17,4	76,3	100,0
Trois-Rivières	8,4	29,8	61,8	100,0
Cantons de l'Est	9,3	31,3	59,4	100,0
Montréal	2,0	25,9	72,1	100,0
Outaouais	5,0	17,1	77,9	100,0
Abitibi-Témiscamingue	17,4	15,5	67,1	100,0
Côte-Nord et Nouveau-Québec	16,4	15,3	68,3	100,0
Le Québec	4,7	24,0	71,3	100,0

SOURCE: Ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Perspectives du marché du travail, mai 1986, pp.74-84.

Nous constatons une bonne diversification de la structure industrielle de l'économie québécoise; cependant, elle est très reliée à la transformations des ressources naturelles dans plusieurs régions. C'est ainsi que le bois, le papier et la première transformation des métaux sont les trois principaux secteurs des industries manufacturières des régions-ressources. Cela va entraîner automatiquement une diminution de l'économie de ces régions s'il arrive une baisse de la demande extérieure de ces produits. Ces industries regroupent 74,1% de l'emploi manufacturier dans la région de la Côte-Nord-Nouveau-Québec, 75,8% au Saguenay-Lac-Saint-Jean et 78,9% dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (tableau 12). Les aliments et boissons remportent la première place au chapitre de l'emploi manufacturier dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie en raison de la transformation du poisson. Dans cette région, les aliments et boissons, le bois et le papier comptent pour 67,1% de l'emploi. Nous notons une grande ressemblance entre les économies des régions de Trois-Rivières et des Cantons de l'Est. Le groupe des industries du textile et du vêtement domine. Il est couplé avec le papier dans la région de Trois-Rivières. Nous remarquons également que ces industries procurent 39,8% des emplois manufacturiers dans les Cantons de l'Est et 44,2% dans la région de Trois-Rivières. En ce qui concerne l'Outaouais, cette région s'apparente plutôt aux régions-ressources, puisque les industries du bois et du papier comptent pour 52,1% de l'emploi manufacturier.

TABLEAU 12

Structure régionale de l'emploi manufacturier, 1985 (en %).

Industries Régions	Bas-St- Laurent- Gaspésie	Saguenay- Lac-St- Jean	Québec	Trois- Rivières	Cantons de l'Est	Montréal	Outaouais	Abitibi- Témisca- mingue	Côte-Nord Nouveau- Québec	Le Québec
Aliments et boissons	29,0	6,3	13,2	7,4	7,9	9,6	7,5	6,1	16,7	10,1
Tabac	0	0	2,3	0	0	1,0	0	0	0	0,9
Caoutchouc et matières plastiques	0,7	0,5	3,7	0,7	8,7	4,1	0,8	0	0	3,6
Cuir	0,7	0	1,9	1,1	3,2	1,3	0	0	0	1,4
Textile	1,3	0,5	2,3	9,7	14,1	3,8	0,8	0	0	4,3
Vêtement	2,6	1,0	13,0	14,5	17,0	18,0	3,3	0	0	15,4
Bois	25,2	14,5	10,5	5,5	6,9	2,0	14,9	45,5	13,0	5,4
Meubles et articles d'ameublement	3,9	0,5	6,8	7,8	3,2	4,3	3,3	1,5	0	4,5
Papier et produits connexes	12,9	21,7	8,2	20,0	7,9	3,8	37,2	18,2	18,5	7,7
Imprimerie et édition	3,2	2,9	6,4	4,4	3,6	6,2	7,4	1,5	3,7	5,6
Première transformation des métaux	1,3	39,6	3,7	6,2	1,4	5,3	1,7	15,2	42,6	6,6
Produits métalliques	5,2	4,8	5,1	3,4	4,0	6,3	2,5	3,0	3,7	5,6
Machinerie	1,3	2,4	1,2	3,9	5,4	3,0	0,8	3,0	0	2,9
Matériel de transport	9,0	0	4,5	2,5	8,3	9,0	0,8	1,5	0	7,3
Appareils et matériel élect.	0,6	0	3,5	4,4	2,2	8,2	9,1	1,5	1,8	6,5
Produit minéraux non métal.	1,9	2,9	4,5	3,2	2,9	2,6	2,5	3,0	0	2,8
Produits du pétrole et du charbon	0	1,0	1,0	0,2	0	1,0	0	0	0	0,8
Industrie chimique	0,6	0	3,7	2,8	0,4	6,7	4,1	0	0	5,2
Industries manufacturières diverses	0,6	1,4	4,5	2,3	2,9	3,8	3,3	0	0	3,4
Total des industries manu- facturières	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Emploi total	15 500	20 700	51 400	43 500	27 700	364 500	12 100	6 600	5 400	547 400

SOURCE: Ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Perspectives du marché du travail, mai 1986, pp.73-84.

Montréal et Québec sont les deux seules régions à posséder un secteur manufacturier vraiment diversifié. Les aliments et boissons, le vêtement, le bois, le papier et l'imprimerie fournissent 51,3% des emplois manufacturiers de la région de Québec. En ce qui concerne Montréal, même si l'industrie du vêtement, avec 18,0% de l'emploi, est le principal employeur manufacturier de la région, l'industrie manufacturière y est particulièrement diversifiée: aliments et boissons (9,6%), matériel de transport (9,0%), appareils électriques (8,2%), industrie chimique (6,7%), produits métalliques (6,3%), imprimerie (6,2%), etc.

Nous pouvons faire ressortir quelques traits fondamentaux de l'économie des régions du Québec. Il est à noter que la seule région qui bénéficie d'une gamme étendue et presque complète d'industries allant de l'agriculture au secteur tertiaire moteur est Montréal. Pour ce qui est des régions près de Montréal, elles se caractérisent par un secteur manufacturier relativement important, mais basé en grande partie sur des industries à croissance lente. En ce qui concerne l'économie des régions éloignées de Montréal, elle repose sur l'exploitation des richesses naturelles et leur transformation.

Au fil des ans, l'économie de chacune des régions s'est spécialisée dans quelques secteurs particuliers. Il est possible de consolider et de développer ces spécialisations de façon à assurer une meilleure performance économique.

NOTES ET RÉFÉRENCES

- (1) LE GROUPE QUÉBÉCOIS DE PROSPECTIVE, *Le futur du Québec au conditionnel*. Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, p.155.
- (2) QUÉBEC, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, *Le virage technologique*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1982, p.185.
- (3) QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Le Québec statistique*. Québec, Annuaire du Québec, 1985, p.271.
- (4) Cette terminologie est celle de l'Office de Planification et de Développement du Québec, dans *L'Aménagement du territoire et le développement économique*, 1973.
- (5) Les chiffres de migration ne comprennent pas la migration internationale.
- (6) Le taux de migration nette représente l'émigration nette divisée par la population du début de la période, multipliée par 1 000; on obtient ainsi le taux pour 1 000 habitants.

CHAPITRE IV

Les technologies nouvelles

4.1 Aperçu général

Après avoir présenté la structure économique du Québec et celle des régions, nous exposons maintenant les principales technologies par secteur d'activité économique. Dans ce chapitre, nous avons préféré procéder par un tableau dans le but de faciliter la présentation des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec (tableau 14).

Avant d'examiner le tableau 14, il est intéressant de se demander si la présence sans cesse croissante des technologies nouvelles dans le milieu du travail est perçue d'une façon positive ou négative. Nous constatons à la lecture du tableau 13 que l'image positive de la technologie créatrice d'emplois se heurte chez près de la moitié des gens à celle négative de technologie dévoreuse d'emplois.

D'ailleurs, en se référant au tableau 13, nous constatons que seulement une faible marge des personnes interviewées, c'est-à-dire 50,3% contre 40%, considèrent que le progrès technique à long terme crée plus d'emplois qu'il n'en supprime. De plus, ce sont les Montréalais qui, ayant une expérience plus grande ou moins traumatisante des technologies nouvelles les perçoivent le plus positivement (56,1% pour et 35,3% contre); tandis que les répondants de l'extérieur de la

TABLEAU 13

Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord
ou tout à fait en désaccord avec l'énoncé suivant:
A long terme, le progrès technique crée plus d'emplois qu'il n'en supprime?

	(n)	Tout à fait d'accord (%)	Plutôt d'accord (%)	Plutôt en désaccord (%)	Tout à fait en désaccord (%)	Pas de réponse (%)
Ensemble de l'échantillon	(1 050)	23,8	26,5	26,8	13,2	9,8
Régions						
Montréal Métropolitain	(465)	22,6	33,5	23,7	11,6	8,7
Reste de la province	(581)	24,8	21,0	29,5	14,6	10,0
Revenu familial (Province de Québec)						
Faible	(234)	22,2	19,5	28,5	18,3	11,6
Moyen	(444)	22,8	27,6	27,0	14,8	7,9
Elevé	(182)	20,6	36,0	27,8	10,9	4,7

SOURCE: ROY, Jean et Victor TREMBLAY, Sondage d'opinion en matière de science et de technologie, Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Science et de la Technologie, Montréal, 1985, p.117.

région de Montréal expriment une opinion très mitigée à ces technologies (45,8% pour et 44,1% contre).

Enfin, la perception de l'effet du progrès technique sur l'emploi est également influencée par le revenu familial. Ceux qui ont un revenu élevé ont une opinion plus positive, 56,6% d'entre eux présentant une opinion favorable comparativement à 41,7% pour ceux qui ont un revenu familial faible (tableau 13).

4.2 Principales technologies par secteur d'activité

Ici nous examinons le "Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec" (tableau 14). Nous pouvons nous rendre compte que ce sont les technologies informatiques et électroniques qui sont les plus courantes. L'amélioration de la machinerie devient un des critères de recherche de la qualité des produits et de hausse de la productivité.

Pour chacun des secteurs considérés, nous constatons que l'impact des technologies nouvelles sur la main-d'oeuvre est généralement négatif. Par exemple, dans l'industrie du sciage, l'utilisation d'une empileuse automatique fait passer le nombre d'employés de 5 à 2 sur le segment classement et triage. Une usine de pâtes et papiers d'une capacité de 1000 tonnes métriques de production journalière et qui

adopte le procédé thermomécanique de production de pâte voit son nombre d'employés diminué de 167.

Pour ce qui est du rythme de pénétration des technologies nouvelles, il faut reconnaître qu'il est très difficile d'en arriver à des estimations précises. De nombreux facteurs interviennent dont, entre autres, la taille des entreprises, la rentabilité immédiate de l'investissement, le taux d'utilisation de la capacité du matériel existant et le degré du risque de part du marché.

Cependant, certains secteurs vont être plus propices à se moderniser, dont notamment: les pâtes et papiers, le textile et la bonneterie. En effet dans les usines de pâtes et papiers, plusieurs spécialistes s'attendent à une modernisation complète d'ici vingt ans. Pour ce qui est de l'industrie du sciage, plusieurs usines au Québec sont déjà assez modernes. Par exemple, même si son utilisation demande un haut volume de production dépassant 20 000 m³ et plus de bois, l'empileuse automatique constitue une innovation particulière. Il en est de même pour les industries du textile et de la bonneterie, sous la pression de la concurrence étrangère et plus encore des innovations déjà bien connues, ces industries n'ont pas d'autres alternatives que de se moderniser d'ici 1991.

Dans l'industrie de l'aluminium, les réductions de l'emploi sont substantielles en passant de l'ancienne technologie à la nouvelle. A

l'étape du procédé chimique, le fait de remplacer les anciens fours rotatifs par des presses verticales, en nombre moins important, réduit de 50% les besoins en emploi de production. Au niveau de l'électrolyse, les économies en main-d'oeuvre sont encore plus considérables, soit aux alentours de 65%. La raison réside dans l'utilisation d'une cuve plus grosse, donc plus productive, et le recours au manipulateur polyvalent opéré par une seule personne, mais qui remplace plusieurs pièces d'équipement auparavant manipulées par plusieurs ouvriers. Au stade de la coulée, la différence en main-d'oeuvre est également importante: 43% de moins, en faveur de la nouvelle technologie. Ici c'est l'installation de la roue de coulée qui élimine beaucoup d'ouvriers.

Dans d'autres secteurs, tels que les portes et châssis, les produits laitiers, l'hôtellerie et la restauration, le commerce de détail, nous retenons surtout le fait que les technologies nouvelles ne percent que dans les grandes usines ou les chaînes à succursales multiples.

Pour ce qui est des institutions d'épargne et de crédit, elles utilisent des ordinateurs et des programmes de plus en plus performants. Les micro-ordinateurs dans les hôpitaux peuvent servir à établir le premier diagnostic et à fixer les rendez-vous. Pour sa part, l'avionnerie emploie de plus en plus de procédés de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO et FAO). Egalement dans le secteur des transports, les chargements sont contrôlés automatique-

ment afin d'obtenir une utilisation maximum des charges. Enfin, la majeure partie de la production dans l'industrie des boîtes de métal a été automatisée.

En terminant, nous sommes conscients que le Canada et le Québec se caractérisent par un haut niveau d'importation, du moins en ce qui a trait aux secteurs ici considérés, à partir principalement des États-Unis, des pays européens et du Japon. Cette forte tendance du Canada et du Québec à importer de la machinerie ne manquerait pas d'avoir une répercussion défavorable sur la capacité créatrice d'emplois des technologies nouvelles.

Malgré tout, il faut mentionner que certaines industries au Québec font preuve de dynamisme et s'appliquent à trouver des méthodes pour augmenter leur productivité. C'est le cas pour l'industrie laitière, dans les techniques de fermentation ou du secteur des équipements de télécommunication pour la mise en marché de nouveaux produits.

Nous avons pu nous apercevoir que les technologies nouvelles sont présentes dans plusieurs secteurs de l'économie au Québec et qu'elles ont des conséquences sur le travail. La Commission consultative sur le travail est donc une belle occasion pour analyser les différentes positions des intervenants, c'est-à-dire: les patrons, les syndicats et les groupes sociaux; en ce qui concerne les technologies nouvelles. C'est d'ailleurs ce que nous traiterons aux chapitre V et VI.

TABLEAU 14

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Sciage	<ul style="list-style-type: none"> • Informatique et automates programmables. • Empileuse automatique. • Bouilloire de bois. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sert à extraire de la bille le maximum de produit fini. • Elimine la manipulation du bois. • Sépare les essences en détectant leur taux d'humidité. • Permet le séchage à un coût minimum avec économie d'énergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'effet significatif. • Demande de personnel d'entretien (électricien, mécanicien). • Elimine les emplois du segment d'empilage; un classeur permet de faire passer le nombre d'employés de 5 à 2. • Pas d'impact significatif sur l'emploi mais augmente la valeur ajoutée du bois qui est séché. 	<ul style="list-style-type: none"> • 9% des scieries en disposent en 1980. • 16% des scieries en disposent en 1980. • 23% des scieries en disposent en 1980. Il est prévu que vers 1990, plus des 2/3 de la production sera réalisée à l'aide de ces technologies et environ 90% en 1996.
Portes et châssis	<ul style="list-style-type: none"> • Perfectionnement technique des équipements et utilisation des ordinateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Machines de sciage reliées en série par des convoyeurs, tronçonneuses semi-électro-niques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse de la productivité par l'élimination de la manipulation du bois. • Amélioration de la qualité du produit. 	<ul style="list-style-type: none"> • C'est surtout l'organisation du travail qui importe beaucoup et surtout de la restructuration de l'industrie au profit des grandes entreprises.
Pâtes et papiers	<ul style="list-style-type: none"> • Conversion à la pâte thermomécanique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'obtention d'un papier plus résistant et de meilleure qualité, élimination totale de la pâte chimique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une usine de capacité de 1000 tonnes métriques/jour convertie entraîne une baisse de 167 emplois. Avec une capacité moyenne de 680 tonnes/jour au Québec, la conversion de 8 usines entraînerait une perte de 913 emplois entre 1983 et 1990. 	<ul style="list-style-type: none"> • Seulement 2% des usines de papier journal produisent à partir de la pâte thermomécanique actuellement. • D'ici 20 ans, toutes les usines au Québec seront converties, soit une conversion/année ou 8 entre 1983 et 1990 (coût onéreux de 30 à 60 millions \$).

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Pâtes et papiers (suite)	<ul style="list-style-type: none"> Conversion d'une machine de papier journal en machines à papier connexes et amélioration technique des machines à papier. 	<ul style="list-style-type: none"> Tels que papier roto, papier offset. Par ajout des contrôles électroniques, les contrôles auto-correcteurs pour le taux d'humidité du papier, incorporation du principe de la double toile verticale à un fourdrinier existant. 	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'effet significatif sur la main-d'oeuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> Coût onéreux de nouvelles machines à papier (entre 60 et 90 millions \$). Capacité existante excédentaire.
Exploitation forestière	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration technique de coupe. 	<ul style="list-style-type: none"> Les abatteuses, ébrancheuses, débusqueuses subiront des modifications: augmentation de la pression, hausse du couple de propulseur, performance dans les virages, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Effet positif sur les opérateurs d'abatteuses, ébrancheuses au détriment des bûcherons. 	<ul style="list-style-type: none"> L'industrie s'est modernisée dès le début de 1970. La technique de l'arbre entier mécanique augmenterait pour toucher 40 à 50% des récoltes vers 1996 à partir de son niveau de 30% en 1985.
Aluminium	<ul style="list-style-type: none"> Calcinatoires verticaux. Cuve à haut ampérage et manipulateur polyvalent. 	<ul style="list-style-type: none"> A l'étape du procédé chimique, remplacer les anciens fours rotatifs par des presses verticales, en nombre moins important. Au niveau de l'électrolyse, l'utilisation d'une cuve plus grosse, donc plus productive. Le recours au manipulateur polyvalent opéré par une seule personne, mais qui remplace plusieurs pièces d'équipement auparavant manipulées par plusieurs ouvriers. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduit de 50% les besoins en emploi de production. Les économies en main-d'oeuvre sont aux alentours de 65%. 	

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Aluminium (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • Roue de coulée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au stade de la coulée, c'est l'installation de la roue de coulée qui élimine beaucoup d'ouvriers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a 43% de moins d'employés. 	
Industrie agricole (lait)	<ul style="list-style-type: none"> • Système électronique de contrôle et d'automation incorporés aux équipements de champs. • Système d'alimentation des troupeaux sous contrôle électronique. • Amélioration génétique des troupeaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Herses à dents avec soc à pattes d'oies et hauteur ajustable avec senseurs électroniques et auto-correcteurs de type Brion; semoir à céréales et à fourrage avec alimenteur d'engrais; faucheuse à luzerne auto-motrice, moissonneuse, batteuse avec égraineuse. • Utilisation du malaxeur avec levée électronique pour la ration alimentaire. • Distribution motorisée passant devant chaque logette. • Par l'insémination artificielle, soit par la transplantation d'embryons en développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliore la qualité du travail surtout, et hausse de productivité. • Passant d'impact sur la main-d'oeuvre. • Pas d'effet sur la main-d'oeuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion lente en raison du faible taux de dépréciation du matériel agricole et surcapacité existantes. • Dans la région de Montréal, 50% du volume de lait (contre 5% en 1980) serait produit à l'aide de cette technologie vers 1991 et 70% en 1996. Diffusion du modèle de fourrages secs de 70% en 1991 et 100% en 1996 dans le reste du Québec à partir de 38% à 40% actuellement.
Produits laitiers	<ul style="list-style-type: none"> • Appareil automatisé pour la standardisation/pasteurisation avec utilisation d'un tableau de contrôle central. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tel que clarificateur-séparateur programmé pour remélanger le lait écrémé et la crème. • Pasteurisation de procédé en continu à haute température (H.T.S.T.) et automatisé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse d'emploi entre 33% et 50% du segment de traitement du lait. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'industrie opère déjà avec des équipements modernes. Mais ce sont les firmes de grandes tailles qui vont le plus s'automatiser dépendamment des conditions favorables de la demande.

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Produits laitiers (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des machines d'ensachage et de mise en carton. • Automatisation du processus de fabrication du fromage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour plus de flexibilité de nettoyage, et répondant aux exigences sanitaires. • Les opérations de découpage, brassage, salage, brisage, et pressage pour la fabrication du fromage s'effectue en continu dans un tour de cheddari-sation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de 24% d'emploi sur le segment emballage. • Réduction de la main-d'oeuvre de l'ordre de 44% sur le segment égouttement, finition et mise en meules. 	
Bonneterie	<ul style="list-style-type: none"> • Censeurs électroniques. • Procédé "Jet" à la place du "Winch". • Système informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour détecter des défauts de fabrication, installer des machines à tricoter. • Comportant un ajout de contrôle électronique des paramètres (température, pression, temps des opérations). • Pour l'automatisation des segments: couture (conception), dessin de patrons. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'effet significatif sur la main-d'oeuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le principe des machines à tricoter circulaires est connu et automatisé depuis déjà longtemps. • 75% des équipements dans les segments de tricots et teinture ont moins de 15 ans. • D'ici 1991, presque toutes les usines vont moderniser les segments: design et découpage.
Textile	<ul style="list-style-type: none"> • Automatisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Robot alimenteur. • Alimentation automatique et vidage automatique des segments: alimentation, carde, banc d'éti-rage, banc broche, métier à filer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse substantielle de la main-d'oeuvre pouvant atteindre entre 60% et 75% selon les segments. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ces innovations sont déjà connues et introduites. D'ici 5 ans (1990), presque toutes les usines adopteront ces nouvelles technologies.

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Textile (suite)	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle électronique. 	<ul style="list-style-type: none"> Pour le segment inspection où il y a une détection électronique. Dans la finition de blanchissement et teinture. 	<ul style="list-style-type: none"> Baisse de main-d'oeuvre variant entre 50% et 75%. 	
Vêtement	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de CAO (du dessin à la gradation). 	<ul style="list-style-type: none"> Le dessinateur peut travailler son dessin sur écran, modifier les lignes, changer les tailles. Il peut ajouter une poche, modifier la largeur du col, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> D'ici 10 ans, permettrait de produire le même volume de production avec 33% de moins de main-d'oeuvre. 	
Équipements de télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> Perçuses automatiques programmées et systèmes élévateurs automatiques. Robots dans le segment de gestion des stocks et systèmes programmables. Machine automatique d'insertion des cartes. 	<ul style="list-style-type: none"> Pour le perçage des trous des cartes et leur cuivrage. Pour la gestion automatique des stocks à l'aide d'ordinateur central et d'ascenseur robot pour le déplacement des composantes. Machine comprenant un dispositif d'entraînement de chariots sur lesquels sont placées des cartes équipées de leurs composantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Hausse du rythme de production et diminution du risque d'erreurs dans ce segment. Réduction de 67% des emplois dans ce segment de cuivrage. Réduction de l'intervention humaine au strict minimum; baisse de 50% des emplois dans la gestion de stocks. Réduction du taux de rejet et baisse de près de 50% des emplois dans l'assemblage de cartes. 	<ul style="list-style-type: none"> Entre 1985 et 1991, 34% à 48% du niveau de production du sous-secteur sera réalisé par l'ensemble des nouvelles technologies. De 1991 à 1996 le pourcentage se situerait entre 53% et 67%.

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Équipements de télécommunication (suite)	<ul style="list-style-type: none"> Machines-outils à contrôle numérique ou programmées. 	<ul style="list-style-type: none"> En usage dans le segment de machine et montage. 	<ul style="list-style-type: none"> Léègè baisse d'emploi. 	
Avionnerie	<ul style="list-style-type: none"> Technologie de fabrication: Automatisation des machines-outils (CN). Conception assistée par ordinateur (CAO). Fabrication assistée par ordinateur (FAO). Fabrication intégrée par ordinateur (FIO ou CIM). Technologie de produit. 	<ul style="list-style-type: none"> Machines à contrôle numérique, robots. Systèmes de stockage et de gestion des flux d'information. Intégration de différents systèmes en un seul; gestion de l'information. Utilisation de nouveaux produits: plastique, résine, fibre de verre, de graphite, composites divers. 	<ul style="list-style-type: none"> Une conversion complète supprimerait 6 emplois dans l'usinage; dans la tôlerie, abolition de 8%. Effet indirect sur les services de soutien à l'ingénierie de conception. Sur une période de 10 ans: -50% d'employés à la production; -33 % de main-d'oeuvre indirecte. 	

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Transport (ferroviaire, aérien, par camion)	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux systèmes de suspension et de charge. • Amélioration des moteurs. • Nouveaux systèmes d'entretien. • Contrôle informatisé des routes, des parcs de véhicules, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pneus radiaux. • Plates-formes plus longues. • Economies d'énergie et productivité accrue. • Machines spéciales. • Modules électroniques. • Satellite. • Radio-émetteur. • Tachymètre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Economies faibles (sauf pour l'entretien). • Augmentation de la qualité. • Substitution professionnelle. 	
Santé et services sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Technologies d'équipements médicaux. • Imagerie médicale. • Technologies des services auxiliaires. • Technologies médico-administratives. • Diagnostic informatisé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Automatisation des analyses de laboratoire. • Radiographie numérique. • Médecine nucléaire. • Résonance magnétique nucléaire, etc. • Efficacité des appareils de chauffage, des cuisines et de la buanderie. • Tenue de livres automatisée: index-patient, index des rendez-vous, des ressources humaines, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'effet est négatif seulement lors de nouveaux engagements. • L'impact qualitatif est plus important. 	

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Institutions d'épargne et de crédit	<ul style="list-style-type: none"> • Informatisation des services et de la gestion (micro-électronique). 	<ul style="list-style-type: none"> • Guichet automatique. • Accès presque instantané aux données de transaction. • Cartes de crédit et de débit. 	<ul style="list-style-type: none"> • La mécanisation électronique a un peu d'effet, car elle augmente les services. • Le guichet automatique a une influence négative sur la croissance de l'emploi. 	
Matriçage et emboutissage de métaux (industrie des boîtes de métal et tôlerie)	<ul style="list-style-type: none"> • Procédé d'emboutissage-étirage ("draw-redraw"). • Procédé de modelage par "roll-forming". 	<ul style="list-style-type: none"> • Comprend le traitement du métal, l'impression des étiquettes sur le métal, la construction de la canette (entièrement automatisée, contrôlée par ordinateur). • Comprend le déroulement du métal, le débitage, le modelage, la coupe du matériel et l'emballage (aujourd'hui processus modernes automatisés et contrôlés par ordinateur). 	<ul style="list-style-type: none"> • Même répartition des emplois qu'en 1985. • Pertes d'emplois parmi les outilleurs, les emballeurs. 	
Raffinerie de pétrole	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de catalyseurs moins coûteux. • Contrôle par ordinateur. • Isomérisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Transformation de couches lourdes en produits légers. • Correcteur automatique (meilleur contrôle). • Pour remplacer le plomb dans l'essence à moteur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse du nombre d'opérateurs à cause de l'informatisation croissante. • Augmentation de l'emploi à l'entretien due au nombre plus grand d'équipements. 	

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Assurances	<ul style="list-style-type: none"> • Micro-ordinateur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour le traitement automatique de l'émission des polices, la comptabilité, la recherche actuarielle, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Génère un besoin d'analystes-programmeurs. • Permet aux employés de bureau d'accomplir des tâches de production. 	<ul style="list-style-type: none"> • Multiplication accélérée des micro-ordinateurs dans les sièges sociaux et chez les vendeurs. • Adoption de ces technologies par presque toutes les firmes à partir de 1991.
Hôtellerie et restauration	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes micro-électroniques de communication, d'entretien des stocks. • Préparation des aliments à l'avance. • Chauffage et climatisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour enregistrement des arrivées et des réservations, la comptabilité, le suivi de la préparation des chambres, le nettoyage et les achats. • Avec emballage sous vide ou à refroidissement qui peut se faire à la chaîne. • Bi-énergie, thermopompes, énergie solaire, récupérateurs de chaleur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse de productivité des travailleurs, des femmes de chambre et des surveillants. • Transforme les chefs en distributeurs de menus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pénétration dans les grandes chaînes. • Importance de plus en plus marquée dans les restaurants semi-gastronomiques, hôpitaux, compagnies aériennes. La part de la restauration-minute montera de 20% à 24% en 1991 pour tomber ensuite à 14% en 1996 au profit des automates-minute à menus complexes. • Déjà en bonne partie en place.

TABLEAU 14 (suite)

Tableau synthèse des principales technologies dans différents secteurs d'activité économique du Québec.

Secteur	Technologie	Description	Effet sur la main-d'oeuvre	Rythme de diffusion
Commerce de détail	<ul style="list-style-type: none"> • Système électronique avec lecteur optique, calculatrice électronique, emballeuse électronique automatique, technologie du microfilm. • Système électronique de transfert de fonds et achat de la maison. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour la prise de commande et approvisionnement, gestion des stocks. La caisse électronique est un système relié avec l'ordinateur central de la compagnie. Les emballeuses électroniques, emballent, pèsent, impriment et collent l'étiquette sans intervention humaine. • Entre le détaillant et le consommateur par l'intermédiaire d'une institution financière par une carte de crédit: Visa, Master Card. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de certaines catégories dont celles du bureau administratif du siège social. • Diminution probable d'emplois par réduction de la paperasse administrative, réduction du volume d'argent liquide manipulé, rapidité du traitement de la commande du point de vente. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ces nouvelles technologies s'implantent surtout dans les firmes de haut volume de vente. • Les chaînes à succursales multiples telles que Pascal, Canadian Tire ont atteint déjà un haut niveau de technologie. • En gestation.

SOURCES: LAMOUREUX, Daniel, L'introduction de technologies nouvelles dans l'entreprise: facteurs et conséquences, Montréal, Institut National de Productivité, 1983, 59 p.

LAROCHE, Robert, André LAVOIE et Madeleine MARY, Impact social des technologies nouvelles dans la région du Saguenay-Lac-Jean, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985, 144 p.

THIBODEAU, Jean-Claude, Pierre-André JULIEN et Goerges MATHEWS, Les nouvelles technologies et l'emploi, Québec, Bureau de la Statistique du Québec, 1983, 147 p.

QUÉBEC, SECRÉTARIAT PERMANENT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC, L'informatisation, l'emploi et le travail, Québec, Rapport de la Commission 3, 1984, 66 p.

CHAPITRE V

L'analyse de contenu

Dans ce chapitre, nous présentons la méthodologie utilisée pour effectuer une analyse de contenu sur les mémoires déposés par les différents intervenants lors des audiences publiques de la Commission consultative sur le travail et la révision du code du travail (Commission Beaudry). Nous avons pu faire cette analyse grâce à la collaboration du ministère du Travail de la province de Québec qui nous a facilité la consultation des mémoires.

5.1 La méthodologie

5.1.1 Définition de l'analyse de contenu

Il existe plusieurs définitions de l'analyse de contenu. Celle qui revient la plus souvent est de Berelson la décrivant comme "une technique de recherche visant la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste des communications"¹. Malgré certaines réticences, nous notons un consensus sur la définition suivante:

Quoique certains chercheurs (en particuliers, les psychobiographes) peuvent remettre en question l'aspect quantitatif, il semble se former un consensus général sur le fait que l'analyse de contenu doit reposer sur des critères d'objectivité, de systématisme et de généralité. Le critère d'objectivité reflète la nécessité

de construire l'analyse sur des règles et processus spécifiques qui permettront la reproduction de la recherche et assureront que les résultats ne représentent pas simplement les prédispositions subjectives du chercheur. Le critère de systématisme réfère à l'utilisation de catégories consistantes permettant l'inclusion ou l'exclusion de contenus de la façon la moins biaisée possible. Le critère de généralité, ou la possibilité d'interconnecter des phénomènes, est peut-être la plus grande exigence que doit rencontrer une analyse de contenu.²

L'analyse de contenu permet de soulever dans ce travail, par ordre d'importance, les différentes préoccupations des patrons, des syndicats et des groupes sociaux dus aux technologies nouvelles. Nous verrons également si l'impact des technologies nouvelles est le même sur les travailleurs en régions et ceux de Montréal.

5.1.2 Source des données

La source des données est composée des différents mémoires déposés par les intervenants patronaux, syndicaux et groupes sociaux lors des audiences publiques de la Commission Beaudry. La liste des mémoires est fournie à l'Annexe 1 et comprend 182 participants³. Nous présentons également le tableau 15 qui nous donne la répartition des différents intervenants. Dans ce tableau, les mémoires sont classés par régions et par groupes d'intervenants. Nous y retrouvons huit régions et la grande région de Montréal. Les huit régions sont: Jonquière, Baie-Comeau, Rouyn, Rimouski, Trois-Rivières, Sherbrooke,

TABLEAU 15

Intervenants des régions et de Montréal.

Régions et Mont- réal Groupes	Jonquière	Baie- Comeau	Rouyn	Rimouski	Trois- Rivières	Sher- brooke	Québec	Hull	Total Régions	Montréal	Total Régions et Montréal
Patronaux	4	2	4	4	5	5	6	4	34	31	65
Syndicaux	8	2	3	1	6	5	5	2	32	15	47
Sociaux	9	2	5	4	5	8	7	6	46	24	70
									112	70	182

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Québec et Hull, ces régions représentent la périphérie. 112 intervenants ont présenté des mémoires en régions, ce qui représente 62% des mémoires (tableau 16). Pour Montréal nous en comptons 70, c'est-à-dire 38% des mémoires (tableau 16).

TABLEAU 16
% des régions et de Montréal.

<div>Groupes \ Nombre</div>	Nombre	%
Régions	112	62
Montréal	70	38
Total	182	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Sur les 182 mémoires, nous avons 65 intervenants patronaux (tableau 15), ce qui signifie 36% de l'ensemble des mémoires (tableau 17). Le syndicat fournit 26% des mémoires (tableau 17), c'est-à-dire 47 mémoires, enfin les groupes sociaux 70 (38%).

Si nous regardons le tableau 18, sur les 65 intervenants patronaux, 34 (52%) sont en régions et 31 (48%) proviennent de la région de Montréal. Pour les intervenants syndicaux, sur les 47, 32 (68%) viennent des régions tandis que 15 (32%) de Montréal. Enfin pour les in

TABLEAU 17

% des groupes d'intervenants.

Groupes \ Nombre	Nombre	%
Patronaux	65	36
Syndicaux	47	26
Sociaux	70	38
Total	112	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 18

% des groupes comparativement des régions et de Montréal.

Groupes Ré- gions et Montréal	Patronaux		Syndicaux		Sociaux	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régions	34	52	32	68	46	66
Montréal	31	48	15	32	24	34
Total	65	100	47	100	70	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

tervenants sociaux, sur les 70, 46 (66%) sont issus des régions comparativement à 24 (34%) de Montréal. Donc si au niveau patronal il y a une très forte ressemblance pour le nombre des intervenants des régions et de Montréal, l'inverse est observé pour ce qui touche la provenance des intervenants syndicaux et sociaux. L'importance des intervenants régionaux est plus du double au niveau syndical et près du double pour les intervenants sociaux.

Maintenant en regardant la répartition des intervenants en régions et à Montréal, nous observons au tableau 19: 34 (30%) d'intervenants patronaux, 32 (29%) d'intervenants syndicaux et 46 (41%) d'intervenants sociaux. Pour Montréal 31 (44%) d'intervenants patronaux, 15 (22%) pour les syndicats et 24 (34%) de sociaux.

Nous voyons que pour les régions, ce sont les intervenants sociaux qui sont les plus nombreux tandis que pour Montréal ce sont les patrons. Au deuxième rang, nous retrouvons les patrons en régions et les intervenants sociaux pour Montréal. Nous remarquons que le rang de ces deux groupes est inversé selon la provenance. Par ailleurs, en troisième place, on retrouve tant en régions qu'à Montréal les intervenants syndicaux.

Cependant, pour effectuer notre analyse, nous n'avons utilisé que les mémoires qui traitaient des technologies nouvelles. Nous en comptons 42 et la liste est fournie à l'Annexe 2. De plus, le tableau

TABLEAU 19

% des groupes à l'intérieur des régions et à Montréal.

Régions et Montréal Groupes	Régions		Montréal	
	Nombre	%	Nombre	%
Patronaux	34	30	31	44
Syndicaux	32	29	15	22
Sociaux	46	41	24	34
Total	112	100	70	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

20 permet de visualiser la répartition des intervenants qui ont déposé des mémoires touchant les technologies nouvelles. Nous remarquons que toutes les régions fournissent des intervenants soit au niveau patronal, syndical ou social. Nous avons donc une diversification régionale de la provenance des intervenants.

Nous remarquons au tableau 21, une répartition égale des intervenants provenant soit des régions ou de Montréal. Il y a donc une prise de conscience des technologies nouvelles tant en régions qu'à Montréal. Par contre, en regardant le tableau 22 qui comprend les intervenants des régions et de Montréal, nous nous rendons compte que ce sont les groupes sociaux qui semblent être les plus concernés par l'ar-

TABEAU 20

Intervenants des régions et de Montréal traitant des technologies nouvelles.

Régions et Mont- réal Groupes	Jonquière	Baie- Comeau	Rouyn	Rimouski	Trois- Rivières	Sher- brooke	Québec	Hull	Total Régions	Montréal	Total Régions et Montréal
Patronaux	0	0	1	0	0	2	0	0	3	4	7
Syndicaux	3	1	2	0	1	0	1	1	9	7	16
Sociaux	2	1	1	1	0	1	2	1	9	10	19
									21	21	42

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 21

% de l'ensemble des régions comparativement à Montréal, traitant des technologies nouvelles.

Régions et Montréal	Nombre	Nombre	%
Régions		21	50
Montréal		21	50
Total		42	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 22

% des groupes d'intervenants touchant les technologies nouvelles.

Groupes	Nombre	Nombre	%
Patronaux		7	17
Syndicaux		16	38
Sociaux		19	45
Total		42	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

rivée des technologies nouvelles. Nous dénombrons 19 interventions venant des groupes sociaux sur 42, c'est-à-dire 45% du total. Ce sont

les syndicats qui arrivent deuxième avec 16 (38%) mémoires concernés par ce sujet et enfin loin derrière les patrons avec 7 (17%) mémoires.

En ce qui concerne les différents groupes d'intervenants, 3 (43%) patrons proviennent des régions tandis que 4 (57%) sont de Montréal. Pour les syndicats, nous en avons 9 (56%) en régions et 7 (44%) de Montréal. Enfin, pour ce qui a trait aux groupes sociaux, nous en retrouvons 9 (47%) en régions et 10 (53%) à Montréal. A la lumière de ces chiffres, nous observons une représentation des intervenants très bien répartie entre les régions et Montréal (tableau 23).

TABLEAU 23

**% des groupes comparativement des régions et de Montréal
traitant des technologies nouvelles.**

Groupes Régions et Montréal	Patronaux		Syndicaux		Sociaux	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régions	3	43	9	56	9	47
Montréal	4	57	7	44	10	53
Total	5	100	16	100	19	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Par contre, à l'intérieur des régions et de Montréal, la distribution des intervenants est moins bien divisée (tableau 24). Les intervenants patronaux sont nettement minoritaires avec 3 (14%) en régions et 4 (19%) à Montréal. Cependant, pour les intervenants syndicaux et sociaux en régions, nous notons une similitude de la répartition soit 9 (43%) dans les deux cas; tandis que pour Montréal nous comptons 7 (33%) syndicats et 10 (48%) intervenants sociaux.

TABLEAU 24

**% des groupes à l'intérieur des régions et à Montréal
traitant des technologies nouvelles.**

Régions et Montréal Groupes	Régions		Montréal	
	Nombre	%	Nombre	%
Patronaux	3	14	4	19
Syndicaux	9	43	7	33
Sociaux	9	43	10	48
Total	21	100	21	100

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Mais en regardant ces chiffres, nous voyons une importante ressemblance entre les régions et Montréal pour la distribution des intervenants, c'est-à-dire patrons, syndicats et groupes sociaux.

5.1.3 L'unité de contenu

Comme unité de contenu, nous avons choisi le mot. Pour effectuer les choix de catégorisation des unités d'enregistrement, nous avons procédé à un pré-test sur chacun des trois groupes d'intervenants: les patrons, les syndicats et les groupes sociaux (tableaux 25, 26 et 27).

Pour faire ce pré-test, nous avons donc choisi au hasard⁴ un intervenant patronal sur les trois au niveau des régions, cela représente donc 33,3% du groupe patronal (tableau 25). Pour ce qui est de Montréal, toujours au hasard, nous avons retenu un intervenant ce qui signifie 25% du groupe (tableau 25). En ce qui concerne les intervenants syndicaux, nous en avons sélectionné deux pour les régions, c'est-à-dire 22,2% de l'ensemble et donc également pour Montréal représentant 28,6% des intervenants syndicaux (tableau 26). Enfin, pour les groupes sociaux, nous avons choisi également deux intervenants pour les régions et deux intervenants pour Montréal, ce qui représente respectivement 22,2% et 20% de ces groupes (tableau 27).

Donc, dix intervenants ont servi pour le pré-test sur les 42 intervenants de l'ensemble de la population; c'est-à-dire des intervenants patronaux, syndicaux et sociaux des régions et de Montréal. A l'aide de ce pré-test, nous avons pu faire ressortir les principaux

TABLEAU 25

Patrons (pré-test)

Mots Inter-venants	Adaptation*	Agé*	Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé*	Implantation		Information		Jeune*		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité*
			** (+)	*** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	
Association des manu- facturiers canadiens, section Granby (Sherbroo- ke).			8	0	0	0	4	1	0	0	11	0		0	0	5	0			5	11	9	1	0	0	11	0	
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal			3	0	1	0	2	3	1	0	5	0		5	0	4	0			3	12	7	0	1	0	0	0	
TOTAL REGIONS ET MONTREAL			11	0	1	0	6	4	1	0	16	0		5	0	9	0			8	23	16	1	1	0	11	0	

* Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

* * Fréquence positive.

* * * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 26

Syndicat (pré-test)

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé****	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-		+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Conseil Central CSN Hauterive (Baie-Co-meau).	0	0	1	1	1	0	0	7	5	12	8	10	5	0		6	0	7	3	0	0	6	0	1	0	1	1	8	0	4	3
Fédération Syndicats Secteur Aluminium Inc. Jonquière.	1	0	1	0	1	0	0	0	10	16	0	0	11	0		9	2	8	7	2	0	27	0	9	0	2	1	6	0	1	0
TOTAL REGION	1	0	2	1	2	0	0	7	15	28	8	10	16	0		15	2	15	10	2	0	33	0	10	0	3	2	14	0	5	3

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 26 (suite)

Syndicat (pré-test)

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Conseil conjoint #91 des teamster (Montréal).	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	3	0		0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Fraternité des policiers de la CUM (Montréal).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	2	0		0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MONTREAL	1	0	0	0	0	0	0	0	1	4	0	1	5	0		0	0	0	0	0	0	3	0	2	0	0	1	0	0	0	0
TOTAL REGIONS ET MONTREAL	2	0	2	1	2	0	0	7	16	32	8	11	21	0		15	2	15	10	2	0	36	0	12	0	3	3	14	0	5	3

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 27

Groupes sociaux (pré-test)

Mots Inter-venants	Adaptation*	Agé*	Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé*	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité*
			** (+)	*** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	
Centre- Emersion Baie-Co- meau.			0	0	0	0	0	6	2	4	0	0		0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	
Table de concertation des organis- mes travail de la région de Québec.			3	0	3	0	0	7	0	0	2	0		1	1	7	1	0	1	3	0	0	0	3	0	5	0	
TOTAL REGIONS			3	0	3	0	0	13	2	4	2	0		1	1	7	1	0	1	3	1	0	0	3	2	5	0	

* Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

* * Fréquence positive.

* * * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 27 (suite)

Groupes sociaux (pré-test)

Mots Inter-venants	Adaptation*	Agé*	Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé*	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité*
			** (+)	*** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	
Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au Travail (C.I.A.F.T.).			0	0	2	18	4	20	17	32	31	4		1	0	6	0	0	0	31	1	2	0	0	2	0	0	
Table de concertation des organismes Jeunes-se Travail.			1	0	3	0	2	7	0	2	2	0		0	1	6	0	0	0	1	0	0	0	2	0	4	0	
TOTAL MONTREAL			1	0	5	18	6	27	17	34	33	4		1	1	12	0	0	0	32	1	2	0	2	2	4	0	
TOTAL REGIONS ET MONTREAL			4	0	8	18	6	40	19	38	35	4		2	2	19	1	0	1	35	2	2	0	5	4	9	0	

* Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

* * Fréquence positive.

* * * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

mots utilisés pour ce qui touche l'impact des technologies nouvelles sur les travailleurs.

Pour effectuer notre analyse de contenu, nous avons utilisé la méthode quantitative. En se servant des différents mémoires remis à la Commission Beaudry, nous avons quantifié la fréquence des mots concernant l'impact des technologies nouvelles sur les travailleurs, exprimés par les intervenants (tableaux 25, 26 et 27).

Nous avons retenu, pour notre analyse, les mots qui étaient mentionnés le plus souvent par les intervenants. Ces mots sont au nombre de 16, nous les énumérons ici tout en expliquant quel sens ils prennent pour les intervenants.

- | | |
|--------------------|---|
| Adaptation | : si les travailleurs s'adaptent facilement ou difficilement aux technologies nouvelles. |
| Age | : si les intervenants considèrent que l'emploi pour les personnes âgées reste stable ou si par contre il y a des pertes d'emplois chez ce groupe dues aux technologies nouvelles. |
| Concurrence | : si les technologies nouvelles ont un rôle positif ou négatif pour une entreprise qui est en compétition. |

- Condition(s) (de travail) :** si les technologies nouvelles améliorent ou détériorent les conditions de travail, c'est-à-dire la sécurité d'emploi, les heures de travail, les taux de salaires, les vacances, etc.
- Emploi :** si les technologies nouvelles ont un effet positif ou négatif sur le taux d'emploi dans les entreprises.
- Femme :** si les technologies nouvelles produisent un effet positif ou négatif sur le taux d'emploi des femmes dans les entreprises.
- Formation :** si on considère bonne ou mauvaise la formation donnée aux employés par l'entreprise ou par des personnes, des institutions et des firmes mandatées par elle, pour faire face aux technologies nouvelles.
- Handicapées :** si les technologies nouvelles ont un effet positif ou négatif sur le taux d'emploi des personnes handicapées.
- Implantation :** si on est satisfait ou non de la façon que les entreprises implantent les technologies nouvelles. L'entreprise doit avoir prévu une méthode d'implantation des technologies nouvelles pour minimiser les heurts chez les employés.
- Information :** si on est satisfait ou non de la qualité de l'information transmise par la direction aux employés en ce qui concerne les technologies nouvelles.

- Jeune** : si les technologies nouvelles ont un effet positif ou négatif sur le taux d'emploi des jeunes.
- Loi** : si on favorise ou non une intervention légale face aux technologies nouvelles, c'est-à-dire demander une réglementation de ces technologies nouvelles de la part de nos gouvernements.
- Participation** : si les intervenants sont favorables ou défavorables à la collaboration, à la consultation ou à l'implication des travailleurs en ce qui touche les technologies nouvelles dans l'entreprise.
- Poste(s) (de travail)** : si les technologies nouvelles produisent un effet positif ou négatif sur la façon d'exécuter un travail, c'est-à-dire une ou des modifications positives ou négatives sur la tâche, les obligations ou les responsabilités confiées à un employé.
- Productivité** : si les technologies nouvelles ont un effet positif ou négatif sur la productivité de l'entreprise.
- Santé-sécurité** : si les technologies nouvelles améliorent ou détériorent la santé-sécurité des travailleurs, c'est-à-dire la prévention et la diminution des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Nous présentons à l'Annexe 3 les catégories de mots retenus lors du pré-test. Il faut noter que les mots sélectionnés incluent les synonymes, les adjectifs, les pronoms et les articles qui remplacent ces mots. Par exemple, pour le mot femme, on comptabilise les mots: madame, féminin, travailleuse, salariée, employée, elle, leur, etc.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, nous avons relevé dans les tableaux 25, 26 et 27, 16 mots dont la fréquence était significative. Nous calculons le nombre d'apparition positive ou négative du mot dans la section du texte traitant des technologies nouvelles qui nous donne comme résultat la fréquence positive et négative de ce mot. D'ailleurs, nous savons que: "l'importance d'une unité d'enregistrement croît avec sa fréquence d'apparition"⁵. Par exemple, au tableau 25, lors du pré-test, nous avons constaté que la loi revenait à plusieurs reprises dans le discours des patrons en ce qui a trait aux technologies nouvelles dans les régions et à Montréal. La fréquence de ce mot est de 31. Ce mot ou ses synonymes ont été employés par les patrons à huit reprises d'une façon positive et à 23 reprises d'une façon négative. Nous pouvons donc conclure que les patrons, dans 74% des cas, ne favorisent pas l'intervention des gouvernements par une loi pour réglementer l'arrivée des technologies nouvelles dans l'entreprise.

Dans le prochain chapitre, nous présentons les résultats d'analyse des mémoires remis par les patrons, les syndicats et les groupes sociaux des régions et de Montréal.

NOTES ET RÉFÉRENCES

- (1) BERELSON, Bernard, *Content analysis in communications research*, New York, Hafner, 1984, p.18.
- (2) GAUTHIER, Benoît, *Recherche sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1984, p.297.
- (3) Il faut noter que les intervenants individuels ont été exclus de cette liste et ceux représentant toute la province.
- (4) Comme tous les mémoires étaient numérotés, nous avons pigé au hasard le nombre de numéro nécessaire dans chaque groupe d'intervenants pour effectuer ce pré-test.
- (5) BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, France, Presses Universitaires de France, 1977, p.108.

CHAPITRE VI

Résultats d'analyse

6.1 Intervenants patronaux en régions

En consultant le tableau 28, nous remarquons trois intervenants patronaux: l'Association des manufacturiers canadiens de Granby, la Compagnie Shefford Textiles des Cantons de l'Est et enfin, Tembec Inc. de Rouyn. Nous pouvons voir également la répartition du codage.

Au tableau 29, nous remarquons que trois mots sont très souvent employés par les patrons en régions. La participation occupe le premier rang et est soulevée à 25 reprises, la loi est au deuxième rang avec 24 et enfin, la productivité au troisième rang avec 19. Le mot participation est employé d'une façon positive dans 96% des cas. Les patrons favorisent donc la participation des employés aux technologies nouvelles. Par contre, ils diffèrent d'opinion en ce qui a trait à l'intervention légale face aux technologies nouvelles. Nous pouvons voir que lorsqu'on utilise le mot loi, les patrons l'emploient d'une façon négative dans 54% des cas. C'est donc seulement un peu plus de la moitié des interventions. Le désir des patrons en vue d'une réglementation de la part des gouvernements est donc partagé. Pour ce qui est de la productivité on est unanime, elle est améliorée avec la venue des technologies nouvelles et les patrons sont positifs à 100%.

TABLEAU 28

Patrons régions.

Mots Inter-venants	Adaptation*	Agé*	Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé*	Implantation*	Information		Jeune*	Loi		Participation		Poste(s)* (de travail)		Productivité		Santé- sécurité*	
			** (+)	*** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)			(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Association des manufacturiers canadiens, section Granby (Sherbrooke).			8	0			4	1			11	0			5	0		5	11	9	1			12	0	0	0
Shefford Textiles Ltée (Sherbrooke).			1	0			0	0	1	0	1	0			0	0		3	1	2	0			1	0	0	0
Tembec Inc (Rouyn)			0	0	2	0	1	1	0	0	0	0			7	0		3	1	13	0			6	0	2	0
TOTAL REGIONS			9	0	2	0	5	2	1	0	12	0			12	0		11	13	24	1			19	0	2	0

* Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

* * Fréquence positive.

* * * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 29
Patrons régions.

Rang	Mots	Fréquence positive		Fréquence négative		Fréquence totale nb
		nb	%	nb	%	
1	Participation	24	96	1	4	25
2	Loi	11	46	13	54	24
3	Productivité	19	100	0	0	19
4	Information	12	100	0	0	12
4	Formation	12	100	0	0	12
5	Concurrence	9	100	0	0	9
6	Emploi	5	71	2	29	7
7	Condition(s) (de travail)	2	100	0	0	2
7	Santé-sécurité	2	100	0	0	2
8	Femme	1	100	0	0	1

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Au quatrième rang, nous retrouvons à égalité l'information et la formation qui reviennent dans le discours du patronat à 12 reprises. Les patrons sont d'accord à 100% pour affirmer qu'il y a une bonne formation donnée aux employés pour faire face aux technologies nouvelles et que l'information est bien rendue également.

La concurrence occupe le cinquième rang avec 9 interventions positives. Les patrons s'entendent pour dire que les technologies nouvelles améliorent la situation concurrentielle de l'entreprise. Très près au sixième rang, avec une fréquence de 7, nous retrouvons le problème de l'emploi. Ce problème de gain ou de perte d'emplois avec l'arrivée des technologies nouvelles dans l'entreprise est soulevé d'une façon positive dans 71% des cas. C'est-à-dire que les patrons considèrent qu'il n'y a pas de perte d'emploi dans la plupart des cas.

Enfin, les trois dernières préoccupations rencontrées par les patrons sont les conditions de travail qui reviennent dans les mémoires seulement à deux reprises, la santé-sécurité à deux reprises également, les femmes sont mentionnées seulement une fois. Nous avons donc un désintéressement des patrons en régions vis-à-vis les conditions de travail, la santé-sécurité et les femmes, en ce qui concerne les technologies nouvelles.

Nous notons également que six préoccupations n'ont pas été soulevées par les intervenants. On ne parle pas d'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles. Les travailleurs âgés sont ignorés de même que les handicapés et les jeunes. On ne mentionne pas la façon d'implanter les technologies nouvelles de même que l'effet sur les postes de travail. Ce sont des sujets que les patrons des régions n'abordent pas dans leur mémoire présenté à la Commission.

6.2 Intervenants patronaux de Montréal

Au tableau 30, nous retrouvons la Chambre de commerce de Laval, le Conseil du Patronat du Québec section Montréal (C.P.Q.), la Corporation des marchands de meubles de Montréal et la Fédération des Caisses Populaires Desjardins de Montréal.

En regardant le tableau 31, nous voyons que l'emploi vient au premier rang des préoccupations soulevées par les patrons de la région de Montréal. Nous rencontrons cet énoncé à 29 reprises. Nous en comptons 59% positifs. C'est donc dire que dans presque 60% des cas, les patrons considèrent que l'emploi augmente avec l'arrivée des technologies nouvelles.

TABLEAU 30

Patrons Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation*	Agé*	Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé*	Implantation		Information		Jeune*	Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité*			
			**	***																										
			(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	
Chambre de commerce de Laval.			0	0	0	0	4	2	4	0	4	0		0	0	2	0		0	6	0	0	2	0	0	0				
Conseil du Patronat du Qué., section Mtl, C.P.Q.			4	0	10	0	11	7	0	0	6	0		0	0	0	0		1	3	0	0	0	0	12	0				
Corporation des marchands de meubles de Montréal.			3	0	2	0	0	0	0	0	1	0		0	0	1	0		1	0	0	0	1	0	5	0				
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal			3	0	1	0	2	3	1	0	5	0		5	0	4	0		3	12	7	0	1	0	0	0				
TOTAL MONTRÉAL			10	0	13	0	17	12	5	0	16	0		5	0	7	0		5	21	7	0	4	0	17	0				

* Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

** Fréquence positive.

*** Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 31
Patrons Montréal.

Rang	Mots	Fréquence positive		Fréquence négative		Fréquence totale nb
		nb	%	nb	%	
1	Emploi	17	59	12	41	29
2	Loi	5	19	21	81	26
3	Productivité	17	100	0	0	17
4	Formation	16	100	0	0	16
5	Condition(s) (de travail)	13	100	0	0	13
6	Concurrence	10	100	0	0	10
7	Information	7	100	0	0	7
7	Participation	7	100	0	0	7
8	Femme	5	100	0	0	5
8	Implantation	5	100	0	0	5
9	Poste(s) (de travail)	4	100	0	0	4

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Pour ce qui est de faire des lois pour contrôler les technologies nouvelles, nous retrouvons au deuxième rang 26 interventions dont 81% sont négatives. Les patrons ne sont donc pas d'accord pour que l'on impose des lois de ce genre.

La productivité et la formation prennent respectivement le troisième rang avec une fréquence de 17 et le quatrième rang avec 16. Les patrons sont positifs à 100% dans les deux cas. La venue des technologies nouvelles améliore la productivité de l'entreprise et la formation que l'on dispense est adéquate.

Les conditions de travail arrivent au cinquième rang avec une fréquence de 13 parmi les préoccupations soulevées par les patrons. Ils sont d'accord à 100% pour affirmer que ces conditions s'améliorent avec la venue des technologies nouvelles.

Au sixième rang et ayant une fréquence de 10, c'est la concurrence. Les patrons sont tous positifs à ce sujet. Elle est favorisée par l'arrivée des technologies nouvelles.

Possédant une fréquence de 7, nous retrouvons l'information et la participation à égalité au septième rang. De plus, les patrons sont d'accord à 100% dans les deux cas pour souligner la présence d'une bonne information et d'une participation adéquate des travailleurs vis-à-vis les technologies nouvelles.

Les interventions traitant des femmes sont situées au huitième rang possédant une fréquence de 5. Elles sont à égalité avec les interventions sur l'implantation des technologies nouvelles. Ces deux préoccupations sont considérées positivement à 100% par les patrons.

C'est-à-dire qu'il n'y a pas de pertes d'emplois pour les femmes et que la façon d'implanter les technologies nouvelles est adéquate, prévue d'avance et structurée.

Au neuvième rang, avec seulement une fréquence de 4, nous avons les postes de travail. A ce sujet les patrons sont d'accord pour affirmer une amélioration sur les postes de travail grâce aux technologies nouvelles.

Enfin, les patrons n'ont pas touché aux problèmes d'adaptation des travailleurs, des travailleurs âgés, des handicapés, des jeunes et de la santé-sécurité.

6.3 Comparaison entre les patrons en régions et les patrons de Montréal

Le tableau 32 compare l'importance des différentes préoccupations amenées par les technologies nouvelles chez les intervenants patronaux en régions et à Montréal.

TABLEAU 32

Comparaison patrons

Régions			Montréal		
*		**	*		**
1	Participation	(+) 96	1	Emploi	(+) 59
2	Loi	(-) 54	2	Loi	(-) 81
3	Productivité	(+) 100	3	Productivité	(+) 100
4	Information	(+) 100	4	Formation	(+) 100
4	Formation	(+) 100	5	Condition(s) (de travail)	(+) 100
5	Concurrence	(+) 100	6	Concurrence	(+) 100
6	Emploi	(+) 71	7	Information	(+) 100
7	Condition(s) (de travail)	(+) 100	7	Participation	(+) 100
7	Santé-sécurité	(+) 100	8	Femme	(+) 100
8	Femme	(+) 100	8	Implantation	(+) 100
			9	Poste(s) (de travail)	(+) 100

* Rang.

** Fréquence positive (+) ou négative (-) en %.

..... Rang similaire.

—— Rang différent.

SOURCE: Mémoire déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Nous remarquons qu'une seule préoccupation est négative et c'est la loi, cela pour les deux groupes d'intervenants. Nous retrou-

vons une similitude au niveau du rang pour quatre préoccupations. Au deuxième rang, nous avons la loi, au troisième rang la productivité, au quatrième rang la formation et enfin, au huitième rang les femmes. Comme on a pu le voir, la loi est perçue beaucoup plus négativement à Montréal avec 81% de fréquence négative comparativement aux régions avec 54% de fréquence négative. La productivité la formation et les femmes sont positives à 100% pour les deux groupes d'intervenants.

La concurrence vient presque au même rang pour les deux groupes. Elle est au cinquième rang en régions et au sixième rang à Montréal. De plus elle est positive à 100% dans les deux cas.

Les conditions de travail sont également situées à des rangs rapprochés dans les deux groupes. Elles sont au cinquième rang à Montréal et au septième rang en régions. Les intervenants les considèrent positives à 100%.

L'information vient au quatrième rang en régions et pourtant elle n'est située qu'au septième rang à Montréal. Il existe donc une différence de rang assez importante. Cependant, l'information est positive à 100% dans les deux cas.

Il y a des préoccupations qui ont une grande différence de rang. On considère en régions la participation comme la préoccupation la plus importante. Elle occupe le premier rang. Par contre à Montréal,

elle est reléguée au septième rang. Cependant, les deux groupes d'intervenants sont très positifs à ce sujet, en régions dans 96% des interventions et à Montréal dans 100%. Pour ce qui est de l'emploi, il occupe le premier rang des préoccupations à Montréal tandis que dans les régions on le situe seulement au sixième rang. En ce qui concerne la cote, il y a également des différences. Les patrons de Montréal ne sont positifs que dans 59% des interventions, pour ceux des régions nous obtenons 71%. On est donc plus pessimiste à Montréal.

Enfin, il faut souligner que le problème de santé-sécurité n'a été soulevé que par les patrons des régions et il est situé seulement au septième rang. Également, ce n'est que Montréal qui a mentionné le problème d'implantation des technologies nouvelles au huitième rang et des effets sur les postes de travail au neuvième rang. De plus, en examinant les tableaux 28 et 30, nous remarquons que les patrons en régions et ceux de Montréal ne traitent pas d'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles. De même, ils ne mentionnent pas l'effet des technologies sur les travailleurs âgés, les handicapés et les jeunes.

6.4 Intervenants syndicaux en régions

En regardant le tableau 33, nous y retrouvons 9 intervenants syndicaux: le Conseil central de la Côte-Nord (CSN) de Baie-Comeau, le Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais (CSN) de Hull,

TABLEAU 33

Syndicats régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Conseil Central de la Côte-Nord CSN (Baie-Comeau).	0	0	1	1	1	0	0	7	5	12	8	10	5	0		6	0	7	3	0	0	6	0	1	0	1	1	12	0	4	3
Conseil Central des Syndicats Nationaux de l'Outaouais CSN (Hull).	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	1	0		0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	4	1	0	0	0
Conseil Central des Syndicats Nationaux du Nord-Ouest Québécois CSN (Rouyn).	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4	1	1	0	0		0	0	2	4	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 33 (suite)

Syndicats régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Fédération de la métallurgie, région de Trois-Rivières, CSN.	0	0	0	8	1	0	4	10	7	26	0	12	0	2		1	6	6	1	0	5	6	2	6	0	0	2	11	0	0	0
Fédération des Syndicats Autonomes, F.S.A. (Jonquière).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0		1	0	4	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Fédération des Syndicats du Secteur Aluminium FSSA (Jonquière).	1	0	1	0	1	0	0	0	10	16	0	0	11	0		9	2	8	7	2	0	27	0	9	0	2	1	6	0	1	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 33 (suite)

Syndicats régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Regroupe- ment de syn- dicats d'en- seignants(es) du primaire/ secondaire région 03, C.E.Q. (Québec).	0	0	0	0	1	0	1	8	0	7	1	1	0	0		0	0	0	2	0	0	5	5	0	0	0	2	2	0	0	0
Syndicat National des Travailleurs des Pâtes et Papiers de Port-Alfred S.P. (Jon- quière).	0	0	1	0	0	0	0	0	5	22	1	5	1	0		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	0	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 33 (suite)

Syndicats régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Syndicats affiliés à la F.T.Q. dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (Rouyn).	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL REGIONS.	1	0	3	9	4	0	5	28	28	92	11	29	20	2		17	9	28	17	2	5	53	7	19	0	3	14	36	0	5	3

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

le Conseil central des syndicats nationaux du Nord-ouest québécois (CSN) de Rouyn, la Fédération de la métallurgie (CSN) de Trois-Rivières, la Fédération des Syndicats Autonomes (FSA) de Jonquière, la Fédération des Syndicats du Secteur Aluminium (FSSA) de Jonquière, le Regroupement de Syndicats d'enseignant(e)s du primaire/secondaire région 03 (CEQ) de Québec, le Syndicat national des Travailleurs des Pâtes et Papiers de Port-Alfred (CSN) et finalement les Syndicats affiliés à la FTQ dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Au tableau 34, nous remarquons que c'est l'emploi qui est de loin la préoccupation numéro un des syndicats avec une fréquence de 120. Les syndicats considèrent ce mot négativement dans 77% des cas. C'est-à-dire qu'il y a une diminution de l'emploi avec la venue des technologies nouvelles.

La loi, qui occupe le deuxième rang avec une fréquence de 60, est bien vue dans 88% des cas.

On favorise donc de légiférer en matière de technologies nouvelles pour diminuer l'impact de ces technologies dans l'entreprise.

L'information vient au troisième rang avec une fréquence de 45. Les syndicats considèrent que l'information est bien donnée dans les entreprises. Dans 62% des cas ce mot est utilisé de façon positive.

TABLEAU 34
Syndicats régions.

Rang	Mots	Fréquence positive		Fréquence négative		Fréquence totale nb
		nb	%	nb	%	
1	Emploi	28	23	92	77	120
2	Loi	53	88	7	12	60
3	Information	28	62	17	38	45
4	Femme	11	28	29	72	40
5	Productivité	36	100	0	0	36
6	Condition(s) (de travail)	5	15	28	85	33
7	Implantation	17	65	9	35	26
8	Formation	20	91	2	9	22
9	Participation	19	100	0	0	19
10	Poste(s) (de travail)	3	18	14	82	17
11	Age	3	25	9	75	12
12	Santé-sécurité	5	63	3	37	8
13	Jeune	2	29	5	71	7
14	Concurrence	4	100	0	0	4
15	Adaptation	1	100	0	0	1

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Au quatrième rang, nous retrouvons l'effet des technologies nouvelles sur le groupe des femmes. Sur une fréquence d'utilisation du mot de 40, 72% des cas sont négatifs. Le groupe des femmes est donc très affecté par l'arrivée des technologies nouvelles.

Possédant une fréquence de 36, la productivité vient au cinquième rang des préoccupations. Les syndicats des régions sont positifs à 100% pour affirmer qu'elle est améliorée avec l'arrivée des technologies nouvelles.

Pour ce qui est des conditions de travail, situées au sixième rang avec une fréquence de 33, 85% des interventions sont considérées comme affectant négativement ces conditions.

Au septième rang, la façon d'implanter les technologies nouvelles est jugée comme bonne dans 65% des 26 apparitions du mot.

La formation des employés occupe le huitième rang et revient dans les mémoires à 22 reprises. La participation est située au neuvième rang, elle a une fréquence de 19. La formation est considérée comme excellente dans 91% des cas et la participation dans 100%.

Par contre, l'impact des technologies nouvelles sur les postes de travail est négatif dans 82% des 17 fois qu'on utilise ce mot. Ce-

pendant, les postes de travail occupent seulement le dixième rang des préoccupations.

On ne mentionne pas beaucoup les travailleurs âgés, nous notons une fréquence de 12. De plus, dans 75% des cas relevés dans les mémoires, les syndicats considèrent que les technologies ont un effet négatif sur ce groupe de travailleurs. Les travailleurs âgés sont classés au onzième rang.

Loin au douzième rang, on soulève très peu le problème de la santé-sécurité au travail. On est positif dans 63% des 8 interventions. Les syndicats croient donc que les technologies nouvelles améliorent cet aspect du travail.

Les jeunes ne reviennent dans les mémoires déposés par les syndicats qu'à sept reprises et occupent le treizième rang. On est d'ailleurs négatif dans 71% des interventions. De plus, la concurrence au quatorzième rang avec une fréquence de 4 et l'adaptation des travailleurs au quinzième rang avec une fréquence de 1, sont presque oubliées par les intervenants.

Finalement, nous notons que les personnes handicapées n'ont pas été mentionnées par les syndicats.

6.5 Intervenants syndicaux de Montréal

Au tableau 35, nous constatons la présence de sept intervenants syndicaux: la Centrale de l'Enseignement du Québec section Montréal (CEQ), la Centrale des Syndicats Démocratiques section Montréal (CSD), la Confédération des Syndicats Nationaux section Montréal (CSN), le Conseil Conjoint #91 des Teamsters de Montréal, le Conseil du Travail de Montréal (FTQ), la Fédération des Travailleurs du Québec section Montréal (FTQ) et enfin la Fraternité des Policiers de la CUM.

En regardant le tableau 36, on se rend compte que la loi vient au premier rang des préoccupations des syndicats de Montréal avec 48 de fréquence. On est positif dans 92% des interventions pour qu'il y ait un contrôle des technologies nouvelles par la loi.

Au second rang ayant 38 de fréquence, il y a la préoccupation de l'emploi avec 87% d'interventions négatives. Les technologies nouvelles sont donc perçues comme nuisibles à l'emploi dans la grande majorité des cas. Très près, avec une fréquence de 35, nous avons les femmes au troisième rang. Les syndicats considèrent également que les technologies nouvelles ont un rôle négatif sur ce groupe dans 91% des interventions.

TABLEAU 35

Syndicats Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		*** Concurrence	Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	+	-	+	-		+	-	+	-	+	-	+	-		+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Centrale de l'Enseignement du Québec, Section Montréal, C.E.Q.	0	1	0	1		0	1	0	10	0	1	0	2		0	2	0	1	0	0	6	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Centrale des Syndicats Démocratiques, section Montréal, CSD.	3	0	1	0		0	2	2	7	0	4	5	0		0	0	10	0	0	0	18	3	15	0	0	3	9	0	1	1
Confédération des Syndicats Nationaux, section, Montréal CSN.	0	0	0	1		0	1	2	6	3	16	12	1		1	2	0	3	0	0	9	0	0	0	1	1	1	0	0	5

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 35 (suite)

Syndicats Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Agé		*** Concurrence	Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Conseil conjoint #91 des teams- ters de Montréal.	1	0	0	0		0	0	1	1	0	1	0	3		0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Conseil du Travail de Montréal FTQ.	0	0	0	0		0	0	0	6	0	8	0	0		0	2	0	0	0	1	2	0	0	0	0	5	1	0	0	1
Fédération des Travail- leurs du Québec, sec- tion Mont- réal, FTQ.	0	0	0	0		0	3	0	0	0	2	0	0		0	2	0	4	0	0	6	1	0	0	0	2	0	0	0	1

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 35 (suite)

Syndicats Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Agé		* * * Concurrence	Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Fraternité des policiers de la C.U.M.	0	0	0	0		0	0	0	3	0	0	2	0		0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MONTREAL.	4	1	1	2		0	7	5	33	3	32	19	6		1	8	10	8	0	1	44	4	17	0	1	13	11	0	1	8

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 36
Syndicats Montréal.

Rang	Mots	Fréquence positive		Fréquence négative		Fréquence totale nb
		nb	%	nb	%	
1	Loi	44	92	4	8	48
2	Emploi	5	13	33	87	38
3	Femme	3	9	32	91	35
4	Formation	19	76	6	24	25
5	Information	10	56	8	44	18
6	Participation	17	100	0	0	17
7	Poste(s) (de travail)	1	7	13	93	14
8	Productivité	11	100	0	0	11
9	Implantation	1	11	8	89	9
9	Santé-sécurité	1	11	8	89	9
10	Condition(s) (de travail)	0	0	7	100	7
11	Adaptation	4	80	1	20	5
12	Age	1	33	2	67	3
13	Jeune	0	0	1	100	1

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Nous retrouvons au quatrième rang avec une fréquence de 25, la formation. Nous comptons 76% d'interventions positives. Les syndicats sont donc satisfaits de la formation donnée pour faire face aux technologies nouvelles.

On est beaucoup plus mitigé à propos de l'information venant au cinquième rang avec une fréquence de 18 et un taux d'interventions positives de seulement 56%. Par contre, au sixième rang, la participation ayant une fréquence de 17, est perçue comme positive à 100%.

Pour ce qui est des postes de travail qui ont une fréquence de 14 au septième rang, on est négatif dans 93% des cas sur l'effet des technologies nouvelles. Par contre, au huitième rang, on est positif à 100% sur une fréquence de 11 en ce qui a trait à la productivité. Les technologies nouvelles ont donc un effet positif certain à ce sujet.

A égalité au neuvième rang, nous retrouvons l'implantation des technologies nouvelles et la santé-sécurité. Toutes les deux ont une fréquence de 9 et sont négatives à 89%. Les syndicats ne sont donc pas satisfaits de la façon qu'on implante les technologies nouvelles dans les entreprises et de la santé-sécurité qui les entoure.

Les conditions de travail occupent seulement le dixième rang des priorités. Nous notons une insatisfaction complète de la part des syndicats avec une fréquence négative de 100%.

L'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles avec une fréquence de 5 au onzième rang, de même que les problèmes des travailleurs âgés avec une fréquence de 3 au douzième rang et des jeunes ayant une fréquence de 1 au treizième rang, sont à peine soulevés dans les mémoires remis par les syndicats.

Enfin, il faut noter que seules la concurrence et les personnes handicapées n'ont pas été mentionnées.

6.6 Comparaison entre les syndicats en régions et les syndicats de Montréal.

Au tableau 37, nous comparons l'importance des différentes préoccupations amenées par les technologies nouvelles chez les intervenants patronaux en régions et à Montréal.

Il est important de noter que les préoccupations négatives en régions le sont également à Montréal, c'est-à-dire: l'emploi, les femmes, les conditions de travail, les postes de travail, les travailleurs âgés et les jeunes. Cependant, les syndicats de Montréal ajoutent à cela l'implantation des technologies nouvelles et la santé-sécurité au travail, deux éléments qui sont pourtant positifs pour les syndicats en régions.

TABLEAU 37

Comparaison syndicats.

Régions			Montréal		
*		**	*		**
1	Emploi	(-) 77	1	Loi	(+) 92
2	Loi	(+) 88	2	Emploi	(-) 87
3	Information	(+) 62	3	Femme	(-) 91
4	Femme	(-) 72	4	Formation	(+) 76
5	Productivité	(+) 100	5	Information	(+) 56
6	Condition(s) (de travail)	(-) 85	6	Participation	(+) 100
7	Implantation	(+) 65	7	Poste(s) (de travail)	(-) 93
8	Formation	(+) 91	8	Productivité	(+) 100
9	Participation	(+) 100	9	Implantation	(-) 89
10	Poste(s) (de travail)	(-) 82	9	Santé-sécurité	(-) 89
11	Age	(-) 75	10	Condition(s) (de travail)	(-) 100
12	Santé-sécurité	(+) 63	11	Adaptation	(+) 80
13	Jeune	(-) 71	12	Age	(-) 67
14	Concurrence	(+) 100	13	Jeune	(-) 100
15	Adaptation	(+) 100			

- * Rang.
 ** Fréquence positive (+) ou négative (-) en %.
 Rang similaire.
 — Rang différent.

SOURCE: Mémoire déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Nous remarquons également qu'une seule préoccupation, les jeunes, est située au même rang pour les deux groupes d'intervenants, c'est-à-dire au treizième rang. Elle est d'ailleurs placée bien loin dans la hiérarchie des préoccupations. De plus, cette préoccupation est négative dans 71% des cas en régions et dans 100% à Montréal. Il y a donc un problème d'emploi pour les jeunes encore plus important à Montréal.

Nous notons que plusieurs préoccupations ont un rang presque similaire d'un groupe à l'autre. L'emploi, qui est considéré comme une préoccupation très importante pour les régions, est au premier rang avec 77% de fréquences négatives. Nous retrouvons l'emploi au deuxième rang à Montréal avec 87% de fréquences négatives. Il y a donc une ressemblance au niveau de la fréquence malgré la plus grande importance d'intervention négative pour Montréal. Pour ce qui est de la loi, elle est au premier rang des préoccupations avec 92% de fréquences positives à Montréal. Elle est au deuxième rang en régions et comprend 88% des fréquences positives. Il y a donc au niveau des fréquences une très forte ressemblance. Les femmes occupent le troisième rang avec 91% de fréquences négatives à Montréal et le quatrième rang avec 72% de fréquences négatives en régions. Nous pouvons voir ici, d'après les fréquences, que les femmes sont plus affectées par les technologies nouvelles à Montréal. Enfin, les travailleurs âgés viennent seulement au onzième rang avec 75% de fréquences négatives en régions et au douzième rang avec 67% de fréquences négatives.

tives à Montréal. On attache donc pas tellement d'importance à la perte d'emploi chez les travailleurs âgés tant en régions qu'à Montréal. Pourtant on est négatif dans les deux cas.

D'autres préoccupations ont également des rangs rapprochés. L'information est au troisième rang avec 62% de fréquences positives en régions et au cinquième rang avec 56% de fréquences positives à Montréal. Il y a donc une ressemblance marquée au niveau des fréquences. Pour sa part, l'implantation des technologies nouvelles est située au septième rang en régions et au neuvième rang à Montréal. Par contre, il y a une très grande différence en ce qui concerne les fréquences des deux groupes d'intervenants à ce sujet. En régions, les syndicats sont positifs dans 65% de leurs interventions tandis qu'à Montréal 89% des interventions sont négatives. L'implantation des technologies est donc bien acceptée par les syndicats en régions contrairement à ceux de Montréal.

Il y a des préoccupations qui ont des différences de rang plus éloignées. La productivité occupe le cinquième rang en régions et nous la retrouvons au huitième rang à Montréal. Les deux groupes d'intervenants sont entièrement d'accord qu'elle augmente avec l'arrivée des technologies nouvelles. Pour sa part, la participation est située au sixième rang à Montréal mais elle n'arrive qu'au neuvième rang en régions. On attache donc moins d'importance à cette préoccupation en régions. Cependant, les deux groupes d'intervenants sont complète-

ment positifs dans leurs interventions. Par ailleurs, les postes de travail viennent au septième rang des préoccupations à Montréal et au dixième rang en régions. On y attache donc plus d'importance à Montréal. De plus, on est très négatif en ce qui concerne l'effet des technologies nouvelles sur les postes de travail. Nous avons 93% de fréquences négatives à Montréal et 82% en régions. Pour ce qui est de la santé-sécurité au travail, nous la retrouvons au neuvième rang à Montréal et seulement au douzième rang en régions. De plus, nous remarquons une très nette contradiction de la part des deux groupes d'intervenants. Les syndicats de Montréal relèvent une détérioration de la santé-sécurité dans 89% des interventions tandis que ceux des régions soulèvent une amélioration dans 63% des interventions.

Enfin, il y a des préoccupations qui ont un très grand écart. Nous avons la formation qui est considérée à Montréal comme une préoccupation importante au quatrième rang pourtant nous la retrouvons au huitième rang en régions. Cependant, les interventions sont positives tant à Montréal avec 76% que dans les régions où l'on remarque notamment une fréquence de 91%. La formation est donc plus loin dans le classement en régions, mais elle est considérée comme très positive. Les conditions de travail occupent le sixième rang en régions et sont reléguées au dixième rang à Montréal. Les syndicats de Montréal n'attachent donc pas tellement d'importance aux conditions de travail. De plus, nous relevons des fréquences négatives élevées chez les deux groupes d'intervenants: 85% en régions et 100% à Mont-

réel. En ce qui concerne l'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles, elle est située très loin dans les préoccupations des intervenants. Les syndicats de Montréal placent l'adaptation au onzième rang, avec une fréquence positive de 80%; ceux des régions au quinzième rang avec une fréquence positive de 100%. Il est surprenant de constater le manque d'importance pour l'adaptation des travailleurs chez les intervenants.

Finalement, la concurrence est soulevée seulement par les syndicats des régions et cela au quatorzième rang des préoccupations. Également, en regardant les tableaux 33 et 35, nous remarquons que les syndicats en régions et ceux de Montréal ne traitent pas des travailleurs handicapés.

6.7 Groupes sociaux en régions

En consultant le tableau 38, nous remarquons neuf groupes sociaux: le Centre d'Intervention et de Recherche pour l'Amélioration des Situations de Travail (C.I.R.A.S.T.) de l'Université du Québec à Rimouski, le Centre-Emersion de Baie-Comeau, le Conseil diocésain de pastorale de Gatineau-Hull, le Conseil Régional de Développement de l'Abitibi-Témiscamingue (C.R.D.A.T.), le Conseil Régional de Développement de l'Estrie (C.R.D.E.) de Sherbrooke, le Groupe de professeurs en Sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi, le Groupe d'Intervention de gestion des ressources hu-

TABLEAU 38 (suite)

Groupes sociaux régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Conseil Régional de Développement de l'Abitibi-Témiscamingue, CRDAT.	0	0	0	0	3	0	1	0	0	3			1	0								3	5	3	0					1	0
Conseil Régional de Développement de l'Estrie, CRDE (Sherbrooke).	4	0	1	0	0	0	0	0	3	5	3	0	2	0				2	0	2	6	12	1	1	0	0	3				
Gr. de Prof. en Sc. économiques et administratives, UQAC (Jonquière).	0	0	0	1	4	0	4	2	7	13	6	2	13	0		3	0	10	1			6	0			0	3	4	0		

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 38 (suite)

Groupes sociaux régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé****	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		
Groupe d'intervention de gestion des ressources humaines du Cégep de Jonquière.	0	0	1	0	0	0	0	0	2	5			5	0								0	1			1	0				
Réseau d'Action et d'Information pour les Femmes de la région de Qué., RAIF.	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	2	2	2	0		2	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0
Table de concertation des organismes travail de la région de Qc.	0	0	0	0	3	0	3	0	0	7	0	0	2	0		1	1	7	1	0	1	3	0	0	0	3	0	5	0	0	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 38

Groupes sociaux régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-		+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Centre d'Intervention et de Recherche pour l'Amélioration des Situations de Travail, CIRAST (U.Q.A.R.).	0	0	0	0	3	0	2	3	0	5	1	0	15	6		10	7	8	6			11	0	15	2	2	2	6	0	4	2
Centre-E-mersion (Baie-Comeau).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	2	4										0	1			0	2				
Conseil Diocésain de pastorale de Gatineau-Hull.	0	1	0	0	0	0	0	1	0	5	0	4	10	1						0	3	4	0			0	1				

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 38 (suite)

Groupes sociaux régions.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé***	Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)		(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
TOTAL REGIONS.	4	2	2	1	13	0	10	7	12	49	14	12	50	7		16	9	28	8	2	10	39	8	20	2	6	13	15	0	5	2

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

* * * Ce mot n'a pas été mentionné par les intervenants.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

maines du Cégep de Jonquière, le Réseau d'Action et d'Information pour les Femmes de la région de Québec (R.A.I.F.) et enfin la Table de Concertation des Organismes Travail de la Région de Québec.

En examinant le tableau 39, l'emploi avec une fréquence de 61 et la formation de 57 occupent presque à égalité les deux premiers rangs des préoccupations des groupes sociaux. Par contre, ils ont des opinions bien différentes. L'emploi est considéré comme très affecté par les technologies nouvelles, 80% des interventions sont négatives. Tandis que la formation est très adéquate, 88% des interventions sont positives.

La loi vient au troisième rang avec une fréquence de 47. Nous relevons 83% d'interventions positives à l'implication de la loi dans la venue de technologies nouvelles.

Nous avons l'information au quatrième rang avec 36 de fréquence. Les groupes sociaux considèrent que l'information est bien donnée dans les entreprises car 78% des interventions sont positives.

Presqu'à égalité au cinquième et sixième rangs, nous retrouvons les femmes avec 26 de fréquence et l'implantation des technologies nouvelles avec 25. Les groupes sociaux sont très partagés sur l'effet des technologies nouvelles sur les femmes. Nous obtenons seulement 54% d'interventions positives. Pour ce qui est de l'implantation, 64%

TABLEAU 39
Groupes sociaux régions.

Rang	Mots	Fréquence positive		Fréquence négative		Fréquence totale nb
		nb	%	nb	%	
1	Emploi	12	20	49	80	61
2	Formation	50	88	7	12	57
3	Loi	39	83	8	17	47
4	Information	28	79	8	22	36
5	Femme	14	54	12	46	26
6	Implantation	16	64	9	36	25
7	Participation	20	91	2	9	22
8	Poste(s) (de travail)	6	32	13	68	19
9	Condition(s) (de travail)	10	59	7	41	17
10	Productivité	15	100	0	0	15
11	Concurrence	13	100	0	0	13
12	Jeune	2	17	10	83	12
13	Santé-sécurité	5	71	2	29	7
14	Adaptation	4	67	2	33	6
15	Age	2	67	1	33	3

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

des interventions sont positives. On est donc relativement satisfait de la façon d'implanter les technologies nouvelles dans l'entreprise. Quant à la participation, elle revient à 22 reprises. Elle est située au septième rang avec 91% d'interventions positives. Les groupes sociaux considèrent donc la participation des travailleurs comme adéquate.

Les postes de travail occupent le huitième rang des préoccupations des groupes sociaux avec 19 de fréquence. Ces groupes considèrent que les technologies nouvelles ont une influence négative sur les postes dans 68% de leurs interventions. Non loin derrière, nous avons au neuvième rang les conditions de travail ayant 17 de fréquence. Les groupes sociaux croient qu'il y a une amélioration des conditions de travail dans 59% de leurs interventions.

Les groupes sociaux sont d'accord à 100% pour affirmer qu'il y aura une amélioration de la productivité et de la position concurrentielle avec l'arrivée des technologies nouvelles. La productivité obtient une fréquence de 15 au dixième rang et la concurrence une fréquence de 13 au onzième rang. Par contre, les interventions au sujet des jeunes travailleurs sont au nombre de 12 et dans 83% des cas elles sont négatives. De plus, les jeunes sont situés très loin, c'est-à-dire au douzième rang, dans les préoccupations des intervenants.

Nous avons respectivement au treizième rang et au quatorzième rangs, la santé-sécurité et l'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles. Ces deux éléments sont très négligés par les groupes sociaux. La santé-sécurité obtient 7 interventions dont 71% positives et l'adaptation en a 6 dont 67% positives. Egalement les travailleurs âgés, situés au quinzième rang, sont presque complètement oubliés par les groupes sociaux. Les interventions sur ce groupe de travailleurs sont au nombre de 3 dont 67% sont positives.

Finalement, il faut noter que le problème des personnes handicapées n'a pas été soulevé par les groupes sociaux.

6.8 Groupes sociaux de Montréal

En consultant le tableau 40, nous comptons dix groupes sociaux: le Comité ad hoc de ressources jeunesse de Montréal, le Comité des Coopératives de production de travail et pré-coopératives de Montréal, la Conférence des cadres de Montréal, le Conseil d'intervention pour l'Accès des Femmes au Travail de la région de Montréal (C.I.A.F.T.), la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation de Montréal, le Groupe d'étudiants en Sciences Juridiques à l'Université du Québec à Montréal, la Fédération des Unions de Familles de Montréal, la Table de concertation des organismes de promotion des personnes handicapées de Montréal, la Table de Concertation des organismes Jeunesse-Tra-

TABLEAU 40

Groupes sociaux Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé		Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Comité ad hoc de ressources jeunesse de Montréal.	0	0	0	1	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	19	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0
Comité des coopératives de production de travail et pré-coopératives de Montréal.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Conférence des cadres de Montréal.	0	1	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	4	2	0	0	0	0	0	2	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 40 (suite)
Groupes sociaux Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé		Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au Travail de la région de Montréal, CIAFT.	0	0	0	0	0	0	2	18	4	20	17	32	31	4	0	0	1	0	6	0	0	0	31	1	2	0	0	2	0	0	0	0
Corporation professionnelle des conseillers d'orientation de Montréal.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	5	1	0	0	0	0	2	0	0	0	5	0	0	0	0	2	6	0	0	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 40 (suite)

Groupes sociaux Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé		Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Groupe d'étudiants en sciences juridiques à l'U.Q.A.M.	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	1	0	0	1	0	1	0
Fédération des Unions de Familles de Montréal.	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Table de concertation des organismes de promotion des personnes handicapées de Montréal.	9	2	0	0	1	0	0	1	1	0	2	0	5	2	26	2	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	7	2	5	0	0	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

TABLEAU 40 (suite)
Groupes sociaux Montréal.

Mots Inter-venants	Adaptation		Âgé		Concurrence		Condition(s) (de travail)		Emploi		Femme		Formation		Handicapé		Implantation		Information		Jeune		Loi		Participation		Poste(s) (de travail)		Productivité		Santé- sécurité	
	* (+)	** (-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)
Table de concertation des organismes Jeunesse-Travail de Montréal.	0	0	0	0	1	0	3	0	2	7	0	2	2	0	0	0	0	1	6	0	0	0	1	0	0	0	2	0	4	0	0	0
Table de concertation des travailleurs et travailleuses des communautés culturelles de Montréal	0	0	0	0	0	0	0	0	1	6	0	1	0	0	0	0	0	5	1	0	0	0	6	0	1	0	0	3	3	0	0	0
TOTAL MONTREAL	9	3	0	1	2	0	7	20	8	45	20	35	55	9	26	2	1	6	18	2	6	19	48	4	5	1	12	10	20	0	1	0

* Fréquence positive.

* * Fréquence négative.

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

vail de Montréal et enfin la Table de Concertation des travailleurs et des travailleuses des communautés culturelles de Montréal.

Au tableau 41, la préoccupation la plus importante des groupes sociaux de Montréal est la formation. Elle revient à 64 reprises dans les mémoires dont 86% d'une façon positive. On est donc satisfait dans l'ensemble du type de formation donné aux travailleurs.

Presqu'à égalité, les femmes, l'emploi et la loi occupe respectivement le deuxième, troisième et quatrième rang des préoccupations des groupes sociaux de Montréal. Le problème des femmes obtient une fréquence de 55 contenant 64% d'interventions négatives. Celui de l'emploi a une fréquence de 53 dont 85% des interventions sont négatives. Tandis que la loi avec une fréquence de 52 est par contre positive à 92%. En somme, on considère que l'emploi pour les femmes se détériore dans les entreprises où il y a des technologies nouvelles et que cela se produit également dans l'emploi en général. De plus, on favorise la législation des technologies nouvelles.

Loin derrière dans les préoccupations des groupes sociaux de Montréal, nous avons presque à égalité le cinquième, sixième et le septième rang. Avec une fréquence de 28 dont 93% d'interventions positives, on considère que les personnes handicapées ne subissent pas de perte d'emplois dû aux technologies nouvelles. Pour ce qui est des conditions de travail, revenant à 27 reprises, elles sont détériorées si

TABLEAU 41

Groupes sociaux Montréal.

Rang	Mots	Fréquence positive		Fréquence négative		Fréquence totale nb
		nb	%	nb	%	
1	Formation	55	86	9	14	64
2	Femme	20	36	35	64	55
3	Emploi	8	15	45	85	53
4	Loi	48	92	4	8	52
5	Handicapé	26	93	2	7	28
6	Condition(s) (de travail)	7	26	20	74	27
7	Jeune	6	24	19	76	25
8	Poste(s) (de travail)	12	55	10	45	22
9	Information	18	90	2	10	20
9	Productivité	20	100	0	0	20
10	Adaptation	9	75	3	25	12
11	Implantation	1	14	6	86	7
12	Participation	5	83	1	17	6
13	Concurrence	2	100	0	0	2
14	Age	0	0	1	100	2
14	Santé-sécurité	1	100	0	0	1

SOURCE: Mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

on regarde les 74% d'interventions négatives. La même chose se produit pour les jeunes, 76% des 25 interventions sont négatives. Les groupes sociaux considèrent qu'il y a des pertes d'emploi chez ce groupe de travailleurs.

Au huitième rang, nous notons que les intervenants sont partagés sur l'effet des technologies nouvelles sur les postes de travail. Nous relevons un résultat de 55% seulement d'interventions positives sur 22.

Nous remarquons une égalité au neuvième rang. L'information et la productivité ont une fréquence de 20. On est satisfait de l'information donnée aux travailleurs dans 90% des interventions. De plus, on affirme à 100% qu'il y a une augmentation de la productivité.

Cependant, on ne traite de l'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles qu'à 12 reprises. Dans 75% des cas on affirme qu'elle est bonne.

Au onzième rang, avec une fréquence de 7 seulement, nous retrouvons l'implantation des technologies nouvelles qui est considérée dans 86% des interventions comme négative. Egalement, nous avons au douzième rang, la participation avec une fréquence de 6. Il n'y a pas beaucoup d'interventions à ce sujet. Nous notons que 83% de ces interventions sont positives.

Finalement, la concurrence, les travailleurs âgés et la santé-sécurité sont presque oubliés avec des fréquences de 2 et moins.

6.9 Comparaison entre les groupes sociaux en régions et les groupes sociaux de Montréal

Nous comparons, au tableau 42, l'importance des différentes préoccupations amenées par les technologies nouvelles chez les groupes sociaux en régions et à Montréal.

Seulement trois préoccupations du côté des groupes régionaux sont négatives: l'emploi, les postes de travail et les jeunes. Par contre, nous relevons 6 préoccupations négatives pour les groupes sociaux de Montréal: les femmes, l'emploi, les conditions de travail, les jeunes, l'implantation des technologies nouvelles et les travailleurs âgés. Nous retrouvons donc seulement deux préoccupations négatives semblables en régions et à Montréal: l'emploi et les jeunes.

On remarque qu'une seule préoccupation est située au même rang pour les deux groupes d'intervenants. Les postes de travail occupent le huitième rang tant en régions qu'à Montréal. En régions, on considère dans 68% des interventions que les technologies nouvelles ont un effet négatif sur les postes de travail. Par contre, dans la région de Montréal, 55% des interventions sont positives.

TABLEAU 42

Comparaison groupes sociaux.

Régions				Montréal		
*		**		*		**
1	Emploi	(-) 80		1	Formation	(+) 86
2	Formation	(+) 88		2	Femme	(-) 64
3	Loi	(+) 83		3	Emploi	(-) 85
4	Information	(+) 78		4	Loi	(+) 92
5	Femme	(+) 54		5	Handicapé	(+) 93
6	Implantation	(+) 64		6	Condition(s) (de travail)	(-) 74
7	Participation	(+) 91		7	Jeune	(-) 76
8	Poste(s) (de travail)	(-) 68		8	Poste(s) (de travail)	(+) 55
9	Condition(s) (de travail)	(+) 59		9	Information	(+) 90
10	Productivité	(+) 100		9	Productivité	(+) 100
11	Concurrence	(+) 100		10	Adaptation	(+) 75
12	Jeune	(-) 83		11	Implantation	(-) 86
13	Santé-sécurité	(+) 71		12	Participation	(+) 83
14	Adaptation	(+) 67		13	Concurrence	(+) 100
15	Age	(+) 67		14	Age	(-) 100
				14	Santé-sécurité	(+) 100

* Rang.

** Fréquence positive (+) ou négative (-) en %.

----- Rang similaire.

——— Rang différent.

SOURCE: Mémoire déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Plusieurs préoccupations ont presque le même rang d'un groupe à l'autre. La formation qui est au premier rang à Montréal avec une fréquence positive de 86% vient au deuxième rang dans les régions avec une fréquence positive de 88%. Nous notons une très forte ressemblance des fréquences. La loi se situe au troisième rang en régions avec une fréquence positive de 83% et au quatrième rang à Montréal avec une fréquence positive de 92%. Les intervenants considèrent la loi comme nécessaire avec l'arrivée des technologies nouvelles. La loi et la formation sont considérées comme des préoccupations très importantes pour les intervenants. Plus loin dans le classement, nous retrouvons la productivité au neuvième rang à Montréal et au dixième rang en régions. Les fréquences des deux groupes indiquent qu'elles sont positives à 100%. On considère donc que la productivité augmente avec les technologies nouvelles. Très loin dans les préoccupations des intervenants, on rencontre la santé-sécurité. En régions, la santé-sécurité occupe le treizième rang avec une fréquence positive de 71%. Dans la région de Montréal, elle est au quatorzième rang avec une fréquence entièrement positive. On note chez les intervenants une faible sensibilisation à cette préoccupation. C'est le même cas pour ce qui est des travailleurs âgés. Ils sont classés au quatorzième rang à Montréal avec une fréquence complètement négative. Nous retrouvons les travailleurs âgés au quinzième rang des préoccupations avec une fréquence positive de 67% en régions. Il y a donc une forte contradiction au niveau des fréquences. On est très né

gatif à Montréal et presque à 70% positif en régions en ce qui touche l'effet des technologies nouvelles sur les travailleurs âgés.

Possédant des rangs assez rapprochés, nous remarquons l'emploi au premier rang en régions avec une fréquence négative de 80% et au troisième rang à Montréal avec une fréquence négative de 85%. Les groupes sociaux considèrent donc dans 80% et plus des interventions, qu'il y aura des pertes d'emplois en régions et à Montréal avec l'arrivée des technologies nouvelles. Plus loin dans le classement, nous avons la concurrence qui est au onzième rang en régions et au treizième rang à Montréal. Dans les deux cas les interventions sont positives à 100%.

D'autres préoccupations ont des différences de rangs plus éloignées. Nous avons les femmes qui se placent au deuxième rang à Montréal. Pourtant en régions nous les retrouvons au cinquième rang. La préoccupation des femmes au travail est donc moins importante en régions qu'à Montréal. De plus, les groupes sociaux de Montréal interviennent d'une façon négative dans 64% des cas tandis que les groupes régionaux interviennent positivement dans 54% des cas. On dénote donc, d'après les interventions, une perte d'emploi chez les femmes dues aux technologies nouvelles à Montréal. Cependant en régions, le nombre d'interventions positives est plus mitigé avec seulement 54%.

Pour ce qui est des conditions de travail, les groupes de Montréal arrivent au sixième rang et ceux des régions au neuvième rang. Il y a une grande différence au niveau des fréquences. Près des trois quarts des interventions des groupes sociaux de Montréal sont négatives. C'est-à-dire qu'on y retrouve une détérioration des conditions de travail. Les groupes sociaux des régions soulèvent une amélioration des conditions de travail dans 59% des interventions. L'adaptation des travailleurs aux technologies nouvelles est située au dixième rang à Montréal, mais elle est reléguée au quatorzième rang en régions. Dans les deux cas, on ne considère pas l'adaptation comme une préoccupation prioritaire. Cependant, pour ce qui est des fréquences, il y a une très grande ressemblance. Nous avons 75% d'interventions positives à Montréal, comparativement à 67% en régions.

Il y a des préoccupations qui ont des différences de rangs très importantes selon qu'elles sont en régions ou à Montréal. L'information est considérée comme une préoccupation importante en régions car elle occupe le quatrième rang. Lorsque nous la retrouvons à Montréal, elle est placée seulement au neuvième rang. Les groupes sociaux de Montréal n'accordent donc pas la même importance à l'information. Pour ce qui est des fréquences, on est positif dans les deux cas. Nous retrouvons 78% d'interventions positives en régions et 90% à Montréal. On est donc satisfait de l'information donnée.

Les interventions concernant l'implantation des technologies nouvelles dans les régions sont situées au sixième rang et positives dans 64% des cas. Pour Montréal, l'implantation vient seulement au onzième rang avec une fréquence négative de 86%. Il y a donc une grande différence au niveau du rang et surtout des interventions considérées comme positive en régions et très négatives à Montréal.

La participation des travailleurs aux technologies nouvelles se classent au septième rang en régions avec 91% d'interventions positives. Elle occupe seulement le douzième rang à Montréal, tout en étant positive dans 83% des interventions. Nous remarquons une différence d'importance attribuée à la participation; cependant, les deux groupes sont positifs dans plus de 80% de leurs interventions.

Les groupes sociaux de Montréal classent les jeunes au septième rang des préoccupations. Cependant, les jeunes arrivent seulement au douzième rang en régions. On n'accorde donc pas tellement d'importance au problème des jeunes en régions. Par contre, les deux groupes d'intervenants ont tous les deux des fréquences négatives, 76% à Montréal et 83% en régions. Il y a donc un problème de perte d'emploi chez les jeunes dû aux technologies nouvelles tant à Montréal qu'en régions.

Finalement, ce sont seulement les groupes sociaux de Montréal qui traitent des personnes handicapées. Cette préoccupation se situe au cinquième rang avec 93% d'interventions positives.

CONCLUSION

Ce travail permet donc, dans un premier temps, de bien distinguer les notions de pôles de croissance et de pôles de développement. Il favorise la connaissance de certains concepts attribués aux technologies nouvelles. Il brosse un tableau de la structure économique du Québec et de ces régions tout en nous faisant part des principales technologies. Enfin, il présente une analyse de contenu de mémoires traitant des technologies nouvelles, mémoires déposés lors des audiences publiques de la Commission Beaudry.

Dans le premier chapitre, le rapport H.M.R. considère qu'il faut mettre l'accent sur le développement économique de Montréal. Ce rapport prône la création d'un pôle de développement pour Montréal qui, par sa concentration, fera naître par la suite des pôles secondaires dans les régions qui ne sont pas trop éloignées. Pour eux, les régions périphériques sont des pôles de croissances faibles où la technologie se développe difficilement.

Lavertue et Villeneuve critique à partir de la théorie de la dépendance cette théorie de la polarisation avancée par le rapport H.M.R. Car cette domination du centre conduira nécessairement au sous-développement des régions périphériques.

Le rapport H.M.R. propose donc deux hypothèses importantes. La première est que le développement de Montréal produit un impact positif (des effets d'entraînement) sur les autres régions du Québec. La deuxième est qu'un fort processus de déconcentration du secteur manufacturier, de l'Île de Montréal vers la périphérie de la région administrative de Montréal est déjà amorcé.

Cependant, le rapport H.M.R. et les études subséquentes du C.R.D.E. sur la région de Montréal n'ont pas démontré le bien-fondé de l'existence des effets d'entraînement. Pour ce qui est de la déconcentration manufacturière, une étude récente de l'Institut national de la recherche scientifique a conclu qu'il existerait à peine un léger mouvement de décongestion.

Pour notre part, nous avons démontré, à l'aide des mémoires déposés lors de la Commission consultative sur le travail, que les technologies nouvelles sont présentes autant dans les régions périphériques qu'à Montréal.

Dans la seconde partie du chapitre, nous avons voulu définir les différents concepts utilisés le plus souvent lorsque nous parlons des technologies nouvelles.

Le Dictionnaire Canadien des Relations du Travail de Gérard Dion nous donne une très bonne définition des changements technologiques. C'est une:

Modification apportée au processus de production par l'introduction de nouvelles techniques, de nouveaux procédés, de nouvelles machineries ou diverses modifications prenant la place de ce qui était jusque-là utilisé ...¹

Il faut distinguer entre changement technologique et innovation. Le changement technologique est une innovation mais une innovation peut être autre chose qu'un changement technologique. Lorsque nous parlons de changement technologique, nous nous référons aux innovations de produits et de services, de procédés et de processus de production.

Au niveau des technologies nouvelles, nous nous sommes limités à la microélectronique, d'où vient l'informatique, la télématique, la bureautique et enfin, la robotique.

En ce qui concerne les secteurs d'activités traités au deuxième chapitre, le secteur primaire est le plus négligé par les mémoires touchant les technologies nouvelles lors des audiences de la commission. Cela est peut-être attribué au fait que la part relative de l'emploi et de la production du secteur primaire au Québec est inférieure à 5%, comme nous le mentionnons au deuxième chapitre.

Pourtant, le secteur primaire, par ses effets d'entraînement sur les secteurs secondaire et tertiaire, et par son impact sur les exportations et la balance des paiements, constitue l'épine dorsale de l'économie au Québec.

Nous n'avons eu aucune intervention pour ce qui est de l'agriculture et des pêches. Même si l'emploi dans le secteur agricole augmentera légèrement au Québec et que l'on devrait favoriser l'accroissement de la productivité dans les années à venir. Également pour les pêches hauturières, nous utilisons des bateaux de plus en plus modernes. Cela nécessite donc une technologie nouvelle.

Pour ce qui est de la forêt, le travail y a subi de grandes transformations. On y a vécu une mécanisation de plus en plus poussée et un changement dans la gestion de la ressource. Il ne faut pas oublier que les produits de l'industrie forestière se classent au premier rang des exportations québécoises.

Comme nous l'avons constaté au deuxième chapitre, la production minière est une faible part du produit intérieur brut. Pour la grande majorité de la production minière, on effectue qu'une opération d'affinage. Nous y notons une instabilité des marchés. Nous ne possédons pas d'industrie de transformation même dans nos ressources importantes en amiante ou en fer. Nous notons une domination du secteur minier par les entreprises étrangères.

Pour ce qui est du secteur secondaire, l'industrie de la fabrication subit depuis plusieurs années une perte de vitesse importante. Nous avons noté au niveau du produit intérieur brut total une baisse continue de la part de cette industrie.

Tel que mentionné au deuxième chapitre: "En 1985, le Québec compte environ 27,8% des emplois manufacturiers canadiens mais sa part de la valeur des expéditions n'est que de 22,9%". L'industrie de la fabrication au Québec n'est pas comparable à celle de l'Ontario, c'est le cas également en ce qui concerne l'équipement de transport.

Le secteur de la fabrication est un très grand générateur d'emplois indirects. La bonne marche du secteur secondaire favorise la production du secteur primaire. La même chose se produit pour plusieurs activités du secteur tertiaire qui dépendent de l'industrie de la transformation.

C'est ainsi que le gouvernement attache beaucoup d'importance à la stimulation des investissements pour favoriser le développement des industries manufacturières. Il y a énormément de mesures pour aider les entreprises.

Pour ce qui est de l'industrie de la construction, comme nous l'avons constaté, elle fonctionne à un niveau assez élevé en 1984. Cela est dû à la reprise de la demande de construction non résiden-

tielle. Nous notons une augmentation constante de la construction préfabriquée en usine. On pratique également de plus en plus la sous-traitance par des firmes spécialisées. Ce qui a pour effet de diminuer les employés chez les entrepreneurs généraux.

Le secteur tertiaire est le plus important en ce qui concerne l'emploi, la production et l'investissement. Deux travailleurs sur trois font partie de ce secteur.

Comme nous l'avons expliqué, nous appelons tertiaire moteur les activités qui ont un grand contenu technologique, soit essentielles à d'autres secteurs de l'économie ou encore exportables. Ces activités jouent un rôle stratégique pour le développement en provoquant des effets d'entraînement en amont et en aval. D'ailleurs nous avons énuméré ces activités au deuxième chapitre, c'est-à-dire les centres d'innovation et de recherche, les services de génies-conseil, les services spécialisés aux entreprises, etc.

L'industrie du transport doit avoir une place importante dans le développement économique. Par contre, on note une diminution de l'emploi dans ce secteur depuis 1979. Mais peu à peu, on commence à s'intéresser sérieusement à ce secteur et aux technologies nouvelles.

Même si nous notons une diminution des travailleurs depuis 1979 dans le secteur des communications, on y retrouve présentement

plusieurs développements, particulièrement en ce qui touche la télématique, plus précisément dans l'exploitation de banques de données, l'acheminement de courrier, le transfert électronique de fonds et le développement des téléconférences. Les innovations concernent également la câblodistribution, la téléphonie, les fibres optiques, enfin, des systèmes d'équipement et de services.

En ce qui concerne l'électricité, le gaz et l'eau, pour plusieurs entreprises le fait qu'il soit possible d'obtenir des ressources énergétiques à prix relativement bas, amène un facteur favorisant la localisation. De plus, cela est très important dans l'implantation de technologies nouvelles. Nous avons noté également au deuxième chapitre, que ce groupe d'industries possèdent le plus fort niveau de stock de capital par employé.

Pour ce qui est des commerces de gros et de détail, comme nous l'avons souligné, nous y retrouvons le quart de la main-d'oeuvre du secteur tertiaire. L'argumentation est toujours très forte du côté des travailleurs à temps partiel. Il faut noter que les ventes au détail sont une variable très importante étant donné qu'elles permettent de juger de la demande de biens et services. Nous remarquons de plus en plus l'arrivée de boutiques très spécialisées.

Enfin, malgré une hausse dans le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières, cela n'a pas compensé les

pertes d'emplois qui ont eu lieu pendant la récession. De plus, afin d'offrir un meilleur service, d'augmenter leur productivité, de simplifier leurs opérations et enfin, d'accroître leur position concurrentielle, les institutions sont donc entrées dans l'ère de l'électronique.

Comme nous l'avons vu au troisième chapitre, il existe de grandes disparités entre les régions du Québec. Nous avons d'un côté Montréal qui perd de plus en plus d'importance vis-à-vis les grands centres nord-américains et de l'autre, les régions qui sont sous-développées. A plus ou moins longue échéance, si la situation ne s'améliore pas, cette perte de vitesse de Montréal va se répercuter sur les autres régions.

Il faut donc, pour obtenir un meilleur développement régional, favoriser l'entrepreneurship régional et le dynamisme des agents économiques dans chaque région.

Tel que mentionné au troisième chapitre, c'est dans le "Québec de base" que réside la majorité de la population. Ce territoire étant composé de la région de Montréal, de deux régions à vocation d'administration publique (Québec et Outaouais) et de deux régions manufacturières (Cantons de l'Est et Trois-Rivières). Le reste de la population est situé dans des régions dites "Québec des ressources", comprenant l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, la Côte-Nord et le Nouveau-Québec.

Même si le Québec de base ne représente que 10% du territoire québécois, il renferme pourtant 87% de la population. Nous avons également remarqué qu'à part Montréal et Québec, la moyenne des régions est de 250,000 personnes. Nous avons donc un très petit marché interne. Ces régions doivent donc exporter des biens ou des services pour se développer.

Pour ce qui est des secteurs économiques, nous avons pu nous rendre compte au troisième chapitre, que le secteur primaire est bien réparti sur le territoire québécois. Mais en ce qui concerne les activités du secteur secondaire et tertiaire, elles sont plus concentrées à Montréal et Québec.

Les mines et l'abattage forestier sont les deux activités importantes qui constituent le secteur primaire dans les régions du Québec des ressources. Dans plusieurs régions, l'économie québécoise est très reliée à la transformation des ressources naturelles. Pour ce qui est des régions de Québec et de l'Outaouais, on compte plus de trois personnes sur quatre travaillant dans le secteur tertiaire. Cela est dû à l'importance de l'administration publique. Les deux seules régions à posséder un secteur manufacturier vraiment diversifié sont Montréal et Québec.

Il existe donc entre les régions du Québec beaucoup plus de complémentarité que de concurrence. Le Québec est plutôt partagé en

deux régions: l'une géographiquement petite mais relativement peuplée et urbanisée, qui appuie sa croissance sur un secteur manufacturier et un secteur tertiaire diversifié; l'autre liée à l'exploitation des ressources naturelles et vaste sur le plan géographique, mais peu peuplée.

Au quatrième chapitre, nous avons constaté: que l'image positive de la technologie créatrice d'emplois se heurte chez près de la moitié des gens à celle négative de technologie dévoreuse d'emplois. Ce sont les Montréalais qui perçoivent plus positivement les technologies nouvelles. Ceux qui ont un revenu élevé ont également une opinion favorable.

Nous rencontrons le plus souvent des technologies informatiques et électroniques. Le fait d'améliorer la machinerie devient un des critères de recherche de la qualité des produits et de hausse de la productivité. En général, l'arrivée des technologies nouvelles dans une entreprise coïncide avec des pertes d'emplois. De plus, il est très difficile d'obtenir des estimations précises du rythme de pénétration des technologies nouvelles.

Certains secteurs vont être plus propices à se moderniser, que l'on pense aux pâtes et papiers, au textile et à la bonneterie. Pour ce qui est du secteur de l'aluminium, les pertes d'emplois sont importantes lorsque l'on passe de l'ancienne technologie à la nouvelle.

Par contre, il faut retenir que les technologies nouvelles ne percent que dans les grandes usines ou les chaînes à succursales multiples pour ce qui concerne l'hôtellerie et la restauration, les produits laitiers, les portes et châssis, le commerce de détail. Nous retrouvons également plusieurs technologies nouvelles dans les institutions d'épargne et de crédit, les hôpitaux, l'avionnerie et les transports.

Pour sa part, le cinquième chapitre expliquait la méthodologie employée pour effectuer l'analyse de contenu. Nous avons donc utilisé comme source de données, les différents mémoires déposés par les intervenants patronaux, syndicaux et groupes sociaux lors des audiences de la Commission Beaudry. Pour faire notre analyse, nous nous sommes servis des 42 mémoires traitant des technologies nouvelles.

En ce qui concerne la distribution des intervenants, nous notons une répartition égale provenant soit des régions ou de Montréal. Il y a une prise de conscience des technologies nouvelles autant en régions qu'à Montréal.

Cependant, sur 42 intervenants, 19 (45%) proviennent des groupes sociaux. Ces groupes attachent donc une grande importance à l'arrivée des technologies nouvelles. Ils sont suivis des syndicats avec 16 (38%) mémoires et les patrons avec seulement 7 (17%) mémoires. Par contre, nous observons une répartition équitable des in-

tervenants soit patronaux, syndicaux ou groupes sociaux entre les régions et Montréal.

Il est à noter que nous avons choisi le mot comme unité de contenu et que la méthode quantitative selon la fréquence d'apparition des mots a été retenue. Aucune prépondération n'a été faite

Nous comparons au sixième chapitre l'importance des différentes préoccupations amenées par les technologies nouvelles soit chez les patrons, les syndicats ou les groupes sociaux en régions et à Montréal.

En ce qui concerne les patrons en régions, leurs principales préoccupations sont par ordre d'importance: la participation, la loi, la productivité, l'information et la formation. Pour ce qui est des patrons de Montréal, ce sont: l'emploi, la loi, la productivité, la formation et les conditions de travail.

Nous remarquons chez les patrons en régions qu'ils sont très favorables à la participation des travailleurs aux technologies nouvelles. Cette préoccupation se classe au premier rang. Par contre, pour les patrons de Montréal, cette préoccupation n'arrive qu'au septième rang.

Les deux groupes d'intervenants, en particulier celui de Montréal, ne favorisent pas une intervention légale face aux technologies nouvelles. Cette préoccupation dans les deux cas est au deuxième rang.

Selon eux, les technologies nouvelles ont un effet positif sur la productivité. Ils considèrent que la formation et l'information données aux employés sont bonnes. Cependant, l'information n'arrive qu'au septième rang des préoccupations à Montréal alors qu'elle est au quatrième rang en régions.

Il est à noter que l'emploi n'arrive qu'au sixième rang dans les préoccupations des patrons en régions alors qu'il occupe le premier rang à Montréal. Les patrons considèrent que les technologies nouvelles ont un effet positif sur le taux d'emploi dans les entreprises. Cependant, les patrons de Montréal ont un discours plus mitigé car ils n'utilisent ce mot que dans 59% des cas d'une façon positive, comparativement à 71% pour les patrons des régions.

Les conditions de travail occupent le cinquième rang des préoccupations à Montréal. Elles sont au septième rang en régions avec une fréquence minime. Les deux groupes sont d'accord sur le fait que les technologies nouvelles améliorent ces conditions.

Il est surprenant de constater que la concurrence ne fait plus partie des préoccupations prioritaires en régions et à Montréal. De plus, nous remarquons que les femmes sont loin dans les préoccupations patronales.

En ce qui a trait aux principales préoccupations soulevées par les syndicats en régions, nous soulignons par ordre d'importance: l'emploi, la loi, l'information, les femmes, la productivité et les conditions de travail. Pour ce qui est des syndicats de Montréal, nous avons par ordre d'importance: la loi, l'emploi, les femmes, la formation, l'information et la participation.

L'emploi dans les régions est de loin la préoccupation la plus importante pour les syndicats. Il est également considéré comme une préoccupation importante pour Montréal. Dans les deux cas, on considère que les technologies nouvelles ont un effet négatif sur le taux d'emploi dans les entreprises.

Une réglementation des technologies nouvelles de la part du gouvernement serait souhaitée par les syndicats des régions et de Montréal.

L'information se classe au troisième rang pour les syndicats des régions. Les syndicats de Montréal la classe au cinquième rang. Dans les deux cas, on n'est pas satisfait de la qualité de l'information

transmise par la direction aux employés en ce qui concerne les technologies nouvelles.

En région comme à Montréal, les technologies nouvelles produisent un effet négatif sur le taux d'emploi des femmes dans les entreprises.

Les syndicats considèrent sans aucun doute que les technologies nouvelles ont un effet positif sur la productivité de l'entreprise. En région, la productivité se classe au cinquième rang tandis qu'à Montréal, elle est considérée comme moins importante et occupe le huitième rang des préoccupations.

Selon les syndicats, les technologies nouvelles détériorent les conditions de travail. Elles sont situées au sixième rang en régions et nous les retrouvons loin au dixième rang à Montréal.

La formation donnée aux employés est jugée comme bonne par les syndicats. Elle est au quatrième rang à Montréal et seulement au huitième rang en régions.

Les syndicats sont favorables à la participation des travailleurs en ce qui touche les technologies nouvelles dans l'entreprise. Nous retrouvons la participation au sixième rang à Montréal et au neuvième rang en régions.

Nous remarquons que les syndicats tant en régions qu'à Montréal placent loin dans leurs préoccupations la santé-sécurité, les jeunes et les travailleurs âgés.

Pour ce qui est des principales préoccupations des groupes sociaux en régions, nous notons par ordre d'importance: l'emploi, la formation, la loi, l'information, les femmes et l'implantation des technologies nouvelles. En ce qui a trait aux groupes sociaux de Montréal, nous avons par ordre d'importance: la formation, les femmes, l'emploi, la loi, les handicapés, les conditions de travail et les jeunes.

Les groupes sociaux constatent une perte d'emplois dans les entreprises où il y a des technologies nouvelles. En régions, l'emploi est la préoccupation première des groupes sociaux. Il vient au troisième rang à Montréal.

La formation donnée aux employés est considérée comme bonne par les groupes sociaux. Nous la retrouvons au premier rang à Montréal et au deuxième rang en régions.

Les groupes sociaux favorisent une intervention légale face aux technologies nouvelles. La loi occupe le troisième rang en régions et le quatrième rang à Montréal.

Ils sont satisfaits de la qualité de l'information transmise par la direction aux employés en ce qui concerne les technologies nouvelles. Par contre, l'information se situe au quatrième rang en régions et est reléguée au neuvième rang à Montréal. L'information a donc beaucoup moins d'importance pour les groupes sociaux de Montréal.

Les groupes sociaux en régions sont très mitigés sur l'effet que les technologies nouvelles produisent sur le taux d'emploi des femmes dans les entreprises. Nous observons que le mot femme est employé d'une façon positive dans 54% des cas et il occupe le cinquième rang des préoccupations. Cependant, les groupes sociaux de Montréal considèrent que les technologies nouvelles produisent un effet négatif sur le taux d'emploi des femmes. Ce mot est employé d'une façon négative dans 64% des cas. Ils attachent d'ailleurs plus d'importance à cette préoccupation, la situant au deuxième rang. A la lumière de ces interventions, il semblerait que dans les régions périphériques, les technologies nouvelles amélioreraient le taux d'emploi des femmes. Par contre, à Montréal, les technologies nouvelles feraient diminuer le taux d'emploi des femmes.

Les travailleurs handicapés sont installés au cinquième rang des préoccupations chez les groupes sociaux de Montréal. Les technologies nouvelles ont un effet positif sur le taux d'emploi des personnes handicapées. Il est à noter que nous ne retrouvons pas cette préoccupation du côté des groupes sociaux en régions.

Les groupes sociaux en régions sont satisfaits de la façon que les entreprises implantent les technologies nouvelles et situent cette préoccupation au sixième rang. Les groupes sociaux de Montréal, pour leur part, ne sont pas satisfaits. De plus, ils n'attachent pas beaucoup d'importance à cela car ils placent l'implantation au onzième rang.

Au sixième rang des préoccupations des groupes sociaux de Montréal, nous retrouvons les conditions de travail. Cette préoccupation occupe le neuvième rang en régions. Il est important de constater la différence de perception des deux groupes. Ceux de Montréal notent que les technologies nouvelles détériorent les conditions de travail et ceux des régions signalent qu'elles sont améliorées.

Les groupes sociaux de Montréal placent les jeunes au septième rang dans leurs préoccupations et ceux des régions les relèquent au douzième rang. Les deux groupes considèrent que les technologies nouvelles ont un effet négatif sur le taux d'emploi des jeunes.

Enfin, nous remarquons que les groupes sociaux en régions et ceux de Montréal ne se préoccupent presque pas des travailleurs âgés.

Les mêmes préoccupations concernant les technologies nouvelles reviennent tant en régions qu'à Montréal, que ce soit pour les patrons, les syndicats ou les groupes sociaux. La différence consiste dans l'importance attachée à ces préoccupations.

Il y aurait certes un grand travail d'analyse à effectuer sur chacune des préoccupations pour comprendre les raisons d'un tel classement. Par exemple, les groupes sociaux attachent beaucoup d'importance à la formation et très peu aux travailleurs âgés. Les syndicats classent la loi dans leurs priorités et pourtant, ils ne s'occupent presque pas des jeunes. Quant aux patrons, ils situent la loi au deuxième rang de leurs préoccupations et négligent l'aspect de l'implantation des technologies nouvelles.

Nous avons donc ouvert des pistes de recherche importantes pour le législateur, lorsqu'il aura à effectuer des changements dans le Code du travail.

NOTES

- (1) DION, Gérard, *Dictionnaire canadien des relations du travail*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976, p.58.

BIBLIOGRAPHIE

Volumes

ADER, Martin, *Le choc informatique*, Paris, Denoël, 1984, 227 p.

AUBRY, François, *Changements technologiques: Un guide de négociation*, Service de recherche CSN, 1985, 82 p.

BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, France, Presses Universitaires de France, 1977, 233 p.

BENOIT, Carmelle et al., *L'incidence de la machine à traitement de textes sur l'emploi et le travail*, Québec, Ministère du Travail, juin 1984, 249 p.

BERELSON, Bernard, *Content analysis in communication research*, New York, Hafner, 1984, 220 p.

BERNIER, Benoît, *Guide de présentation d'un travail de recherche*, 2^e éd., Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986, 55 p.

BLANC, Marcel, *L'état des sciences et des techniques*, Paris/Montréal, La Découverte/Maspero, Boréal Express, 1984, 539 p.

BOISVERT, Maurice, *La qualité de la vie au travail*, Montréal, Agence d'Arc Inc., 1980, 461 p.

BOISVERT, Michel et al., *Le Québec et ses partenaires économiques canadiens: perspectives d'avenir*, Montréal, L'Association des économistes québécois, Ed. Quinze, 1979, 246 p.

BOUCHARD, Andrée et al., *A nous le progrès*, Montréal, Conseil fédéral spécial de la CSN, 1984, 70 p.

BOULIANNE, Louis-M., *Technologie, entreprises et région*, Lavaux, Fonds national suisse de la recherche scientifique, 1983, 209 p.

CORIAT, Benjamin, *La robotique*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983, 126 p.

COSSETTE, Alfred, *La tertiarisation de l'économie québécoise*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, 277 p.

D'ARAGON, Pierre, Gilbert TARRAB et Donald V. NIGHTINGALE, *La participation dans les entreprises*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1980, 184 p.

DE BLASIS, Jean-Paul, *La bureautique: outils et applications*, Paris, Édition d'organisation, 1982, 263 p.

DION, Gérard, *Dictionnaire canadien des relations du travail*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976, 662 p.

DUGAS, Clermont, *Les régions périphériques*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1983, 253 p.

DURAND, Claude, *Le travail enchaîné*, Paris, du Seuil, 1978, 187 p.

FRECHETTE, Pierre, Roland JOUANDET-BERNADAT et J.P. VEZINA, *L'économie du Québec*, Montréal, HRW, 1975, 436 p.

GAGNON, Alain, *Le modèle centré périphérie appliqué à l'Est du Québec*, Cahiers du G.R.I.D.E.Q., Université du Québec à Rimouski, 1980, 154 p.

GAGNON, Nicole, *Méthode quantitative de l'analyse de contenu*, Québec, Département de sociologie, Sciences sociales, Université Laval, 1984, 62 p.

GASSE, Yvon, *Le processus et les déterminants de l'innovation dans les organisations*, Québec, Université Laval, Faculté des sciences de l'administration, 1985, 30 p.

GAUTHIER, Benoît, *Recherche sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1984, 535 p.

GAUTHIER, Martine et Marc GOBEIL, *L'informatisation des PME au Saguenay-Lac-St-Jean*, Chicoutimi, Module des Sciences sociales, Université du Québec à Chicoutimi, 1984, 129 p.

HIGGINS, Benjamin, Fernand MARTIN et André RAYNAULD, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ministère de l'Expansion économique régionale, 1970, 156p.

JULIEN, Pierre-André, Joseph CHICHA et André JOYAL, *La PME dans un monde en mutation*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986, 445 p.

- LAFLAMME, Marcel, *Dix approches pour humaniser et développer les organisations*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1979, 138 p.
- LAFLAMME, Marcel, *Québec: contexte socio-économique*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1978, 377 p.
- LAMOUREUX, Daniel, *L'introduction de technologies nouvelles dans l'entreprise: Facteurs et conséquences*, Montréal, Institut national de productivité, 1983, 59 p.
- LASFARGUE, Yves, *Vivre l'informatique*, Paris, Édition d'organisation, 1984, 191 p.
- LAVERTUE, Robert et Paul Y. VILLENEUVE, *Développement régional et polarisation au Québec: Le rapport H.M.R.*, revu et corrigé, Ministère de l'Expansion économique régionale, 1970, 32 p.
- LE GROUPE QUÉBÉBOIS DE PROSPECTIVE, *Le futur du Québec au conditionnel*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, 256 p.
- LE QUEMENT, Joël, *L'usine du futur proche*, Paris, Agence de l'Informatique, 1983, 206 p.
- LIBMANN, François, *Méthodes pour innover et se diversifier*, Paris, Les Éditions d'organisation, 1980, 175 p.
- MAJOR, Claude, *La productivité*, Montréal, Institut national de productivité, 1984, 28 p.

- MARTIN, Fernand, *La satellisation économique dans la région de Montréal*, Montréal, Centre de recherche en développement économique, 1977, 91 p.
- NORA, Simon et Alain MINC, *L'informatisation de la société*, Paris, La Documentation française, 1978, 157 p.
- PASTRE, Olivier, *L'informatisation et l'emploi*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983, 127 p.
- PAYEUR, Christian, *Nouvelles technologies et conditions de travail: matériaux pour une stratégie syndicale*, Québec, Centrale de l'Enseignement du Québec, 1984, 66 p.
- PERRIN, Jacques, *Les transferts de technologie*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983, 118 p.
- PERRIN, Jean-Claude, *Le développement régional*, Vendôme, Presses Universitaires de France, 1974, 208 p.
- PROULX, Pierre-Paul, *Vers une problématique globale du développement de la région de Montréal*, Montréal, Centre de recherche en développement économique, 1976.
- ROSENFELD, Rachel A., Ginette DUSSAULT et Ruth ROSE-LIZÉE, *La discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail*, Québec, Tirés à part, Département des relations industrielles, Université Laval, 1980, 73 p.
- ROY, Jean et Victor TREMBLAY, *Sondage d'opinion en matière de science et technologie*, Montréal, Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Science et de la Technologie, 1985, 222 p.

SAVOIE, Donald J. et André RAYNAULD, *Essais sur le développement régional*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986, 242 p.

THIBODEAU, Jean-Claude, Pierre-André JULIEN et Georges MATHEWS, *Les nouvelles technologies et l'emploi*, Québec, Bureau de la Statistique du Québec, 1983, 147 p.

THIBODEAU, Jean-Claude et Yvon MARTINEAU, *Implantation manufacturière dans la région de Montréal*, Montréal, Les cahiers du C.R.N.R., n° 1, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, 94 p.

TREMBLAY, Marc-Adéland, *Nouvelles technologies et société*, Québec, Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, 1985, 306 p.

TREMBLAY, Rodrigue, *L'économie québécoise*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1979, 493 p.

VERDIER, Eric, *La bureautique*, Paris, La découverte/Maspero, 1983, 128 p.

Sources gouvernementales

CANADA, COMMISSION ROYALE SUR L'UNION ÉCONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT, *L'industrie canadienne et le virage technologique*, Ottawa, Approvisionnements et Services, 1986, 263 p.

CANADA, COMMISSION ROYALE SUR L'UNION ÉCONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT, *S'adapter au changement: l'adaptation du marché du travail au Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1986, 251 p.

CANADA, CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA, *La technologie en milieu de travail*, Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 1986, 45 p.

QUÉBEC, *Code du travail*, L.R.Q., 1985, chap. C-27.

QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *La situation économique au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1985, 208 p.

QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *La situation économique au Québec 1985 et 1^{er} semestre 1986*, Québec, Les Publications du Québec, 1986, 234 p.

QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Le Québec statistique*, Québec, Annuaire du Québec, 1985, 1190 p.

QUÉBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Statistiques des PME manufacturières au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1984, 148 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Document de consultation*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1984, 30 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *La concertation au Québec*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 53 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *La participation des travailleurs dans l'entreprise*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 210 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Le travail une responsabilité collective*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1985, 490 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Les changements technologiques et le travail au Québec*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 178 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Les jeunes et le marché du travail*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 184p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Les programmes d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes au Québec*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 39 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Les sources d'information en matière de conditions et de relations du travail*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 93 p.

QUÉBEC, COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE TRAVAIL ET LA RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL, *Un véritable code du travail*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 41 p.

QUÉBEC, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, *Le virage technologique*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1982, 248 p.

QUÉBEC, MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, *Qualité de vie au travail*, Québec, Bureau de consultation en organisation, 1981, 47 p.

QUÉBEC, MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA SÉCURITÉ DU REVENU, *Perspectives du marché du travail*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1986, 84 p.

QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, *L'heure des choix en micro-informatique*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales, 1984, 57 p.

QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE, *L'innovation au Québec*, Québec, Les Publications du Québec, 1986, 180 p.

QUÉBEC, MINISTÈRE DU TRAVAIL, *Conditions de travail contenues dans les conventions collectives Québec 1985*, Québec, Direction générale des publications gouvernementales du ministère des Communications, 1986, 252 p.

QUÉBEC, MINISTÈRE DU TRAVAIL, *Les changements technologiques, Québec*, Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, 1985, 121 p.

QUÉBEC, SECRÉTARIAT PERMANENT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC, *Le grand Montréal*, Québec, Les conférenciers socio-économiques du Québec, 1981, 85 p.

QUÉBEC, SECRÉTARIAT PERMANENT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC, *L'informatisation des entreprises et des administrations publiques*, Québec, Rapport de la Commission 2, 1984, 65 p.

QUÉBEC, SECRÉTARIAT PERMANENT DES CONFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC, *L'informatisation, l'emploi et le travail*, Québec, Rapport de la Commission 3, 1984, 66 p.

Articles de périodiques et documents de travail

BAGAOUI, Rachid, Pierre-W. BOUDREAULT et Alain ROUSSEAU, *La logique technologique contre le développement régional, l'état du "Workfare"*, Chicoutimi, Département des sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi, 1986, 17 p.

BAGAOUI, Rachid, Pierre-W. BOUDREAULT et Alain ROUSSEAU, *Technologie et pouvoir régional: visions prévisions d'entrepreneurs*, Chicoutimi, Département des sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi, 1986, 19 p.

BERNIER, Colette, "Nouvelles technologies: requalification ou déqualification du travail", *Interventions économiques*, n° 12, printemps 1984, pp.137-152.

BLOUIN, Michel et Marc VOYER, "Introduction à la robotique", *Technologie et Travail*, tome 3, mars 1983, pp.1-47.

BOISVERT, Michel, *Redéploiement industriel et aménagement de l'espace: une problématique actuelle*, Montréal, Faculté d'aménagement, Institut d'urbanisme, Université de Montréal, 1983, 10 p.

BOUCHARD, Jean et al., *Impact de la nouvelle technologie de fabrication de l'aluminium sur l'emploi*, Jonquière, Projet Été-Canada, 1984, 133 p.

- BOUDREAU, Pierre-W., *La technologie et l'emploi, une question régionale*, Chicoutimi, Département des sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi, 1984, 30 p.
- CHUNG, Joseph-H., "La nature du déclin économique de la région de Montréal", *L'Actualité Économique*, vol. 50, n° 3, juillet-septembre 1974, pp.326-341.
- DALPE, Robert, "La stratégie technologique de Bombardier", *Recherches sociographiques*, vol. XXV, n° 2, pp.167-187.
- JOUANDET-BERNADAT, Roland, "Bilan, perspectives et éléments de stratégie. Secteur des industries manufacturières", *L'Actualité Économique*, vol. 50, n° 3, juillet-septembre 1974, pp.342-350.
- LAMONDE, Pierre et Mario POLESE, "L'évolution de la structure économique de Montréal 1971-1981: désindustrialisation ou reconversion", *L'Actualité Économique*, vol. 60, n° 4, décembre 1984, pp.471-494.
- LAROUCHE, Robert, André LAVOIE et Madeleine MARY, *Impact social des technologies nouvelles dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985, 144 p.
- MARTIN, Fernand, "Progrès technologique et structure industrielle régionale", *L'Actualité Économique*, vol. 58, n° 3, juillet-septembre 1982, pp.323-340.
- MASCOLO, Dominique, "L'innovation dans les petites et moyennes entreprises manufacturières au Québec", *L'ingénieur*, janvier/février 1985, pp.25-29.

- PAQUET, Gilles, "Le fruit dont l'ombre est la saveur: réflexions aventureuses sur la pensée économique au Québec", *Recherches Sociographiques*, vol. XXVI, n° 3, 1985, pp.365-397.
- PAQUET, Gilles, "Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec", *L'Actualité Économique*, vol. 47, n° 4, 1971, pp.109-134.
- PASTOR, Marc, "Introduction à la technologie des micro-processeurs", *Technologie et Travail*, tome 1, mars 1983, pp.1-36.
- PERRIN, Jean-Claude, *Redéploiement industriel et aménagement du territoire: l'expérience française*, Aix-en-Provence, Centre d'Économie Régionale, Université d'Aix-Marseille III, 1983, 35 p.
- POLESE, Mario et Robert STAFFORD, "Le rôle de Montréal comme centre de services: une analyse pour certains services aux entreprises", *L'Actualité Économique*, vol. 60, n° 1, mars 1984, pp.39-57.
- RAYNAULD, André, "Le rapport Higgins, Martin et Raynauld Revu et non corrigé", *Commerce*, vol. 77, juin 1975, pp.34-39.
- SALES, Arnaud, "La construction sociale de l'économie québécoise", *Recherches Sociographiques*, vol. XXVI, n° 3, 1985, pp.319-360.
- SEGUIN-DULUDE, Louise, "Les flux technologiques interindustriels: une analyse exploratoire du potentiel canadien", *L'Actualité Économique*, vol. 58, n° 3, juillet-septembre 1982, pp.259-282.
- SIMONEAU, Marcel, "Vers une mesure de la progressivité technologique", *L'Actualité Économique*, vol. 58, n° 3, juillet-septembre 1982, pp.283-300.

THIBODEAU, Jean-Claude et Mario POLESE, *Les effets d'entraînement de Montréal sur les autres régions du Québec*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, 1976, 27 p.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I	: Liste des participants, par régions, dans l'ordre chronologique des audiences.....	214
ANNEXE II	: Liste des mémoires traitant des technologies nouvelles.....	229
ANNEXE III	: Liste des catégories de mots retenus	234

ANNEXE I

**Liste des participants, par régions,
dans l'ordre chronologique des audiences.**

JONQUIERE

Intervenants patronaux

- Chambre de Commerce de Chicoutimi.
- Groupe d'action patronale de Jonquière, C.P.Q.
- Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay.
- Ville de Jonquière.

Intervenants syndicaux

- Centrale des syndicats démocratiques, région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, CSD.
- Coalition des syndicats affiliés, région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, CEQ.
- Conseil Central du Saguenay-Lac-Saint-Jean, CSN.
- Conseil du travail du Saguenay-Lac-Saint-Jean, FTQ.
- Fédération des syndicats autonomes, FSA.
- Fédération des Syndicats du Secteur de l'Aluminium, FSSA.
- Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, CSN.
- Syndicat National des Travailleurs des Pâtes et Papiers de Port-Alfred, S.P.

Intervenants: groupes sociaux

- Association Féminine d'Education et d'Action Sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, AFEAS.
- Centre d'Intervention et de Solidarité économique d'Alma.
- Comité consultatif des coopératives forestières du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Conseil régional du Lac-Saint-Jean, Fédération des femmes du Québec.
- Conseil régional du Saguenay, Fédération des femmes du Québec.
- Forces d'une ère nouvelle (jeunes).
- Groupe de professeurs en sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi.
- Groupement des organismes de personnes handicapées du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Groupe d'intervention de gestion des ressources humaines du Cégep de Jonquière.

BAE-COMEAU

Intervenants patronaux

- Groupe d'action patronale de Baie-Comeau, CPQ.
- Société canadienne de métaux Reynolds Ltée, A.M.C. (section Baie-Comeau, Division du Québec).

Intervenants syndicaux

- Conseil central de la Côte-Nord, CSN.
- Fédération des travailleurs du Québec, région de la Côte-Nord,

Intervenants: groupes sociaux

- Centre-Emersion, Baie-Comeau.
- Comité des coopératives forestières de la Côte-Nord.

ROUYN

Intervenants patronaux

- Groupe Montemurro (chaîne d'alimentation).
- Noranda Inc.
- Tembec Inc. (fabricant de pâtes de bisulfite).
- Union des municipalités de l'Abitibi, UMQ.

Intervenants syndicaux

- Conseil central des syndicats nationaux du Nord-Ouest Québécois,
- Syndicats affiliés à la FTQ dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

- Syndicats des travailleurs et travailleuses de l'enseignement du Nord-Ouest, Québécois, CEQ.

Intervenants: groupes sociaux

- Collectif des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue.
- Conseil Régional de Développement de l'Abitibi-Témiscamingue
- Maison des jeunes.
- Pastorale sociale du diocèse de Rouyn-Noranda.
- Union des coopératives forestières de l'Abitibi-Témiscamingue.

RIMOUSKI

Intervenants patronaux

- Chambre de commerce de Rimouski.
- Municipalités de Rimouski, Mont-Joli et Matane.
- Produits forestiers MacLaren Inc.
- Québec-Téléphone.

Intervenants syndicaux

- Conseils centraux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, CSN.

Intervenants groupes sociaux

- Association coopérative forestière régionale de la Gaspésie.
- Centre d'Intervention et de Recherche pour l'Amélioration des Situations de Travail, CIRAST, Université du Québec à Rimouski.
- Conseil de développement de la Métis.
- Regroupement Action-Travail, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Îles de la Madeleine.

TROIS-RIVIERES

Intervenants patronaux

- Association des manufacturiers canadiens, section du Saint-Maurice.
- Chambre de commerce des Bois-Francs.
- Groupe d'action patronale de la Mauricie, CPQ.
- Papirakis, Nick (Association de la restauration et de l'hôtellerie de la Mauricie).
- Union des municipalités de la Mauricie, UMQ.

Intervenants syndicaux

- Centrale des syndicats démocratiques, région de la Mauricie, CSD.
- Conseil central des syndicats nationaux de Trois-Rivières, CSN.

- Fédération de la métallurgie, région de Trois-Rivières, CSN.
- Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, CSN.
- Fédération des travailleurs du Québec, région de la Mauricie-Bois-Francis, FTQ.
- Syndicats d'enseignants de la Mauricie-Bois-Francis, CEQ.

Intervenants: groupes sociaux

- Association féminine d'Education et d'Action Sociale de la Mauricie, AFEAS.
- Association Féminine d'Education et d'Action Sociale de Nicolet,
- Club des femmes de carrière de Trois-Rivières.
- Grand conseil de la nation Waban-Aki.
- Partance (réintégration des femmes au marché du travail).

SHERBROOKE

Intervenants patronaux

- Association des manufacturiers canadiens, section Granby.
- Chambre de commerce de Sherbrooke.
- Magasin Canadian Tire.
- Shefford Textiles Ltée.
- Union des municipalités de l'Estrie, UMQ.

Intervenants syndicaux

- Centrale des syndicats démocratiques, section de l'Estrie, CSD.
- Conseil central de Sherbrooke, CSN.
- Conseils centraux de Granby, du Haut-Richelieu, de Richelieu-Yamaska et de Thetford-Mines, CSN.
- Fédération des travailleurs du Québec, région de l'Estrie, FTQ.
- Union des employés de commerce, local 504, TUAC.

Intervenants groupes sociaux

- Action communautaire alternative Estrie.
- Association de gestionnaire en ressources humaines de l'Estrie.
- Association Féminine d'Education et d'Action Sociale de l'Estrie,
- Association pour le loisir et la promotion des personnes handicapées de l'Estrie.
- Collectif d'alphabétisation des travailleurs.
- Conseil Régional de Développement de l'Estrie, CRDE.
- Membres de la Société Saint-Jean-Baptiste, diocèse de Sherbrooke.
- Trav-Action (Projet Semo: personnes handicapées).

QUÉBEC

Intervenants patronaux

- Association des manufacturiers canadiens, section de Québec.
- Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain.
- Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec, région de Québec.
- Groupe d'action patronale de Québec, CPQ.
- Regroupement des municipalités de la région de Québec.
- Ville de Québec.

Intervenants syndicaux

- Centrale des syndicats démocratiques, région de Québec, CSD.
- Conseil central des syndicats nationaux de Québec, CSN.
- Fédération des travailleurs du Québec, région de Québec, FTQ.
- Fédération du commerce, région de Québec, CSN.
- Regroupement de syndicats d'enseignants et d'enseignantes du primaire/secondaire, région 03, CEQ.

Intervenants groupes sociaux

- Conseil économique Lévis-Lauzon Inc.

- Conseils régionaux de la fédération des femmes du Québec de Québec.
- Ensemble dans des Groupes Action-Jeunesse, ENGAJ.
- Office de la pastorale familiale du diocèse de Québec.
- Regroupement de coopératives de travailleurs et travailleuses de Québec.
- Réseau d'Action et d'Information pour les Femmes de la région de Québec, RAIF.
- Table de concertation des organismes travail de la région de Québec.

HULL

Intervenants patronaux

- Chambre de commerce de l'Outaouais.
- Groupe d'action patronale de l'Outaouais, CPQ.
- Municipalité régionale du comté de Papineau.
- Ville de Hull.

Intervenants syndicaux

- Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais, CSN.
- Fédération des Travailleurs du Québec, région de l'Outaouais, FTQ.

Intervenants groupes sociaux

- Centre communautaire pour jeunes sans emploi.
- Comité des coopératives forestières de l'Outaouais.
- Communauté régionale de l'Outaouais.
- Conseil diocésain de pastorale de Gatineau-Hull.
- Projet d'intégration des femmes de l'Outaouais.
- Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais.

MONTRÉAL

Intervenants patronaux

- Argos (société d'ingénierie).
- Association des entrepreneurs en services d'édifices, section Montréal.
- Association des fabricants de meubles de Montréal.
- Association des hôtels du grand Montréal.
- Association des manufacturiers canadiens, section Montréal.
- Association des marchands détaillants de pièces, d'accessoires et de pneus d'automobiles du Québec Inc., section Montréal.
- Association des propriétaires de salons de coiffure pour dames, région Montréal.
- Boucherie Côté Inc.

- Boulanger Roland & Cie Limité.
- Canadian Merchant Service Guild, Division de l'Est, section Montréal.
- Centre des dirigeants d'entreprise, section Montréal.
- Chambre de commerce de Laval.
- Conseil du Patronat du Québec, section Montréal, CPQ.
- Corporation des marchands de meubles de Montréal.
- Ebénisterie Norclair Inc.
- Entreprise Tessier & Frère Inc.
- Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal.
- Fénergic.
- Groupes d'entreprises de l'industrie du meuble de maison.
- Groupe Laurendeau-Tardif Inc.
- Manufacture de Lambton Ltée.
- Marchés Gaudette (Les).
- Menuiserie Desharnais Inc.
- Positron Industries Inc.
- Roberge & Fils Inc.
- Salons Maxime Inc. (Les).
- Salon Régnier.
- Secor Inc.
- Société de produits électriques et de moteurs.
- Sogir Développement Industriel, Inc.
- Ville de Longueuil.

Intervenants syndicaux

- Alliance des professeurs de Montréal.
- Centrale de l'Enseignement du Québec, section Montréal, CEQ.
- Centrale des Syndicats Démocratiques, section Montréal, CSD.
- Confédération des Syndicats Nationaux, section Montréal, CSN.
- Conseil Conjoint #91 des teamsters de Montréal.
- Conseil de l'Union des employés de commerce, FTQ.
- Conseil du Travail de Montréal, FTQ.
- Fédération des Pompiers de Montréal.
- Fédération des professionnels salariés et cadres, CSN.
- Fédération des Travailleurs du Québec, section Montréal, FTQ.
- Fraternité des policiers de la CUM.
- SCOPEM et la Fédération de la métallurgie, CSN.
- Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'hôtel Régence Hyatt, CSN.
- Union Internationale des ouvriers du vêtement pour dames, section Montréal, FTQ.
- Vitriers et travailleurs du verre, local 1135, section Montréal.

Intervenants groupes sociaux

- Association des femmes collaboratrices de Montréal.
- Association du personnel domestique de Montréal.

- Association Féminine d'Education et d'Action-Sociale de Montréal, AFEAS.
- Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain.
- Centre de formation et de consultation.
- Centre local de services communautaires Centre-Ville.
- Coalition des travailleurs et travailleuses non-syndiqué(e)s pour les normes minimales d'emploi et l'accès à la syndicalisation.
- Comité ad hoc de ressources jeunesse de Montréal.
- Comité de concertation régional Femme - Formation - Travail.
- Comité des coopératives de production, de travail et pré-coopératives de Montréal.
- Comité des femmes de l'Hirondelle.
- Commission des normes du travail de Montréal.
- Conférence des cadres de Montréal.
- Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au travail de la région de Montréal, CIAFT.
- Conseil régional de Montréal de la Fédération des femmes du Québec.
- Corporation professionnelle des conseillers d'orientation de Montréal.
- Fédération des Unions de Familles de Montréal.
- Groupe d'assistance technique aux coopératives de travailleurs.
- Groupe d'étudiants en Sciences juridiques à l'Université du Québec à Montréal.

- Option'Elle.
- Société pour le progrès.
- Table de concertation des organismes de promotion des personnes handicapées de Montréal.
- Table de concertation des organismes Jeunesse-Travail de Montréal.
- Table de concertation des travailleurs et des travailleuses des communautés culturelles de Montréal.

ANNEXE II

**Liste des mémoires
traitant des technologies nouvelles**

RÉGIONS

Intervenants patronaux

- Association des manufacturiers canadiens, section Granby (Sherbrooke).
- Shefford Textiles Ltée (Sherbrooke).
- Tembec Inc. (Rouyn).

Intervenants syndicaux

- Conseil central de la Côte-Nord, CSN (Baie-Comeau).
- Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais, CSN (Hull).
- Conseil central des syndicats nationaux du Nord-ouest québécois, CSN (Rouyn).
- Fédération de la métallurgie, région de Trois-Rivières, CSN (Trois-Rivières).
- Fédération des Syndicats Autonomes, FSA (Jonquière).
- Fédération des Syndicats du Secteur de l'Aluminium, FSSA (Jonquière).
- Regroupement de syndicats d'enseignants et d'enseignantes du primaire/secondaire région 03, CEQ (Québec).
- Syndicat National des Travailleurs des Pâtes et Papiers de Port-Alfred, SP (Jonquière).

- Syndicats affiliés à la FTQ dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (Rouyn).

Intervenants groupes sociaux

- Centre d'Intervention et de Recherche pour l'Amélioration des Situations de Travail, C.I.R.A.S.T., Université du Québec à Rimouski (Rimouski).
- Centre-Emersion, Baie-Comeau (Baie-Comeau).
- Conseil diocésain de pastorale de Gatineau-Hull (Hull).
- Conseil Régional de Développement de l'Abitibi-Témiscamingue, CRDAT (Rouyn).
- Conseil Régional de Développement de l'Estrie, CRDE (Sherbrooke).
- Groupe de professeurs en Sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi (Jonquière).
- Groupe d'intervention de gestion des ressources humaines du Cégep de Jonquière (Jonquière).
- Réseau d'Action et d'Information pour les Femmes de la région de Québec, R.A.I.F. (Québec).
- Table de concertation des organismes travail de la région de Québec (Québec).

MONTRÉAL

Intervenants patronaux

- Chambre de commerce de Laval.
- Conseil du Patronat du Québec, section Montréal, CPQ.
- Corporation des marchands de meubles de Montréal.
- Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal.

Intervenants syndicaux

- Centrale de l'Enseignement du Québec, section Montréal, CEQ.
- Centrale des Syndicats Démocratiques, section Montréal, CSD.
- Confédération des Syndicats Nationaux, section Montréal, CSN.
- Conseil conjoint #91 des teamsters de Montréal.
- Conseil du Travail de Montréal, FTQ.
- Fédération des Travailleurs du Québec, section Montréal, FTQ.
- Fraternité des policiers de la CUM.

Intervenants groupes sociaux

- Comité ad hoc de ressources jeunesse de Montréal.
- Comité des coopératives de production, de travail et pré-coopératives de Montréal.
- Conférence des cadres de Montréal.

- Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au Travail de la région de Montréal, CIAFT.
- Corporation professionnelle des conseillers d'orientation de Montréal.
- Groupe d'étudiants en Sciences Juridiques à l'Université du Québec à Montréal.
- Fédération des Unions de Familles de Montréal.
- Table de concertation des organismes de promotion des personnes handicapées de Montréal.
- Table de concertation des organismes Jeunesse-Travail de Montréal.
- Table de concertation des travailleurs et des travailleuses des communautés culturelles de Montréal.

ANNEXE III

Liste des catégories de mots retenus

MOTS	MOTS ÉQUIVALENTS
Adaptation	Intégration (des travailleurs).
Agé	Retraite, pré-retraite, force de l'âge.
Concurrence	Compétition, concurrent, concurrentiel, guerre des prix, rivalité.
Condition(s) de travail	Réduction (de la semaine de travail), sécurité d'emploi, mauvaise rémunération.
Emploi	Main-d'oeuvre, mise-à-pied, chômage, perte d'emplois, effectif, licenciement, réduction de personnel.
Femme	Madame, féminin, travailleuse, salariées, employées.
Formation	Apprentissage, perfectionnement, stage, recyclage, spécialisation.
Handicapé	Diminué physiquement.
Implantation	Introduction, processus de changement, projet de changement.

MOTS	MOTS ÉQUIVALENTS
Information	Communication, rencontre, discussion, renseignement.
Jeune	Jeunesse.
Loi	Code du travail, législation, règlement, politique gouvernementale.
Participation	Collaboration, coopération, implication, concertation, consultation.
Poste(s) de travail	Réaffectation des tâches, organisation du travail, réorganisation.
Productivité	Production, rendement, rentabilité, capacité de production.
Santé-sécurité	Sécuritaire.